

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 64

JUILLET 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ Moscou: LES KURDES SOVIETIQUES EN CONFERENCE
 - ❑ Vienne: L'AUTRICHE S'EMPLOIE A ENTERRER L'AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE TROIS PERSONNALITES KURDES
 - ❑ Erévan: LA MORT DE L'ECRIVAIN KURDE HECIYE CINDI
 - ❑ Istanbul: I. BESIKCI EN LIBERTE PROVISOIRE
 - ❑ LA TURQUIE DECIDE D'INSTALLER 5000 TURCS MESKETS D'URSS DANS LES PROVINCES KURDES
 - ❑ Ankara: LE SHP REND PUBLIC SON PROGRAMME POUR LE «SUD-EST»
 - ❑ ... ET SES DEPUTES DISSIDENTS MARCHENT D'ISTANBUL A DIYARBAKIR «POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE»
 - ❑ ... ET UNE AUTRE MARCHE
 - ❑ EN BREF, LA REVUE DE PRESSE
-

MOSCOU : LES KURDES SOVIETIQUES EN CONFERENCE

Les 25 et 26 juillet s'est tenue à Moscou une Conférence sur le sort des Kurdes en URSS. Organisée par l'Institut du marxisme-léninisme du PCUS cette Conférence était la première de son genre dans toute l'histoire des Kurdes soviétiques. Son principe avait été décidé au lendemain de la Conférence de Paris sur les Kurdes à la demande insistante de la délégation, conduite par l'académicien Nadirov qui s'était rendu en France en octobre 1989. Pour ne pas créer des problèmes diplomatiques avec certains Etats, en particulier l'Irak, le gouvernement soviétique a fini par donner son consentement à la tenue de cette conférence à la condi-

tion qu'elle soit consacrée uniquement à l'examen des problèmes des Kurdes en URSS. Finalement, il a également autorisé la participation d'une douzaine de personnalités kurdes d'Iran, d'Irak, de Turquie et de Syrie et de la diaspora, dont le président de l'Institut Kurde de Paris.

Environ 600 délégués kurdes venus de 9 républiques soviétiques (Azerbaïdjan, Arménie, Georgie, Kazakhstan, Kirghizie, Russie, Turkménie, Ouzkékistan Tadjikistan) ont participé à la conférence. Evoquant tour à tour leurs difficultés d'assurer la sauvegarde de leur culture, et même leur simple survie dans des environnements où l'affirmation

des nationalismes locaux suscite des conflits ethniques souvent très meurtriers, ces délégués, dans leur quasi-totalité, attribuent aux déportations stalinienne des années 1937-1944 l'éparpillement actuel de la population kurde soviétique.

L'aspiration à la création d'une région autonome kurde soit sur l'ancien territoire du «Kurdistan rouge», situé entre la frontière de la République d'Arménie et le Haut-Karabagh, soit dans une autre région de l'Union Soviétique a été unanime. En attendant la réalisation éventuelle de cet objectif difficile, les Kurdes soviétiques ont formulé un certain nombre de revendications culturelles: création à Moscou d'un Centre culturel kurde pouvant avoir des filiales dans les républiques, création, toujours à Moscou, d'une maison d'éditions et d'un journal kurde, adoption des caractères latins utilisés depuis une soixantaine d'années par une très large partie des Kurdes du Kurdistan, des programmes quotidiens conséquents en langue kurde sur les ondes de Radio-Moscou et des radios des républiques abritant des communautés kurdes.

Ces deux journées riches en témoignages, en échanges et en émotion ont connu plusieurs moments forts. L'Institut Kurde de Paris dont l'action est relativement bien connue chez les Kurdes

soviétiques, a été longuement ovationné quand son président a pris la parole. L'accolade solennelle des chefs spirituels des religions musulmane et yézidie a été, elle aussi très applaudie. Les chefs de ces deux confessions entre lesquelles les Kurdes soviétiques se partagent ont déclaré devant une salle enthousiaste: «Nous sommes d'abord Kurdes, ensuite musulmans ou yézidis, ou adeptes d'une autre religion voire même athés». Dans le climat général de montée de l'activisme religieux en URSS, une telle profession de foi libérale, tolérante et surtout patriotique n'allait pas de soi. Ce patriotisme a encore eu l'occasion de se manifester lorsque, au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, le drapeau kurde a été hissé sur la tribune de la grande salle de l'Institut du marxisme léninisme de Moscou où se tenait la conférence.

A l'issue de travaux l'académicien Nadirov, président de la conférence, assisté de personnalités kurdes soviétiques et des invités, a tenu une conférence de presse qui a été bien couverte par les journaux soviétiques.

Pour l'information et la documentation de nos lecteurs, nous publions en annexe une traduction française du texte intégral de la Résolution finale de cette conférence.

Vienne : L'AUTRICHE S'EMPLOIE A ENTERRER L'AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DES TROIS PERSONNALITES KURDES

Un an s'est écoulé depuis le triple meurtre du 13 juillet 1989 qui a coûté le vie au Dr. Abdul Rahman GHASSEMLOU, secrétaire général du PDK d'Iran, à Abdullah GHADERI-AZAR, représentant de ce parti en Europe et à Fadhel RASOUL, chercheur. Une délégation kurde, composée du Dr. GhassemLou et de A. Ghaderi-Azar, soucieuse de trouver un règlement pacifique au problème kurde en Iran et d'arrêter une guerre sans issue, déclenchée sur ordre de l'Ayatollah Khomeyni, s'était rendue en juillet 1989 à Vienne pour y rencontrer des «émissaires» du gouvernement de Téhéran qui a ordonné ce triple

assassinat. (cf. le numéro hors-série de notre *Bulletin de liaison et d'information*, juillet-août 1989, 138 p.).

Des cérémonies commémoratives ont eu lieu à Paris et à Vienne suivies d'une conférence de presse 13 juillet 1990 à Paris. *The International Herald Tribune* et *Le Monde* ont rendu publique, les 12 et 13 juillet une pétition dans laquelle de nombreuses personnalités, dont Lord Avebury, Thomas Hammarberg, S. Letermann, K. Nezan, M. Rodinson, L. Schwarz, P. Vidal-Naquet et E. Wiesel, demandaient la justice pour les trois victimes kurdes.

La Conférence Internationale de Paris sur les Kurdes, réunie les 14 et 15 octobre 1989, avait déjà demandé aux autorités autrichiennes, par une résolution spéciale, de faire toute la lumière sur cette tuerie. (cf. notre numéro hors-série de février 1990). Toutefois, en dépit de nombreuses preuves évidentes, l'enquête de la police autrichienne plétine depuis un an. Tout porte à croire que le gouvernement autrichien s'emploie à étouffer l'affaire et à l'entourer d'un mur de silence. Les autorités judiciaires de Vienne ont attendu le 28 novembre 1989 (soit quatre mois après le crime) pour livrer des mandats d'arrêt internationaux contre les trois «émissaires» iraniens, Mohammad Jafar Sahraroudi, Hadji Mostafavi et Amir Mansour Bozorgian, qui sont, selon toute probabilité, les auteurs de cet assassinat. Deux d'entre eux, interrogés par la police viennoise juste après le meurtre avaient été relâchés immédiatement, et ce malgré les présomptions lourdes qui pesaient sur eux. Tous les trois ont pu ainsi quitter librement le territoire autrichien. L'Iran a reconnu par la suite que ces trois «émissaires» se trouvaient désormais à Téhéran et qu'«il n'était pas question de les laisser repartir en Autriche». Ni les interventions du député vert du Parlement autrichien Peter Piltz, ni celle de Maître Vedinger, avocat de Madame Ghassem-lou, n'ont pu amener les autorités judiciaires de Vienne à éclaircir l'affaire. M. Piltz explique,

non sans amertume, la raison de cette «incapacité»: «Entre la justice et les relations économiques avec l'Iran, notre gouvernement a choisi: et ce n'est pas en faveur de la justice». Il ajoute que seule la création d'un scandale peut contraindre son pays à faire toute la lumière sur l'affaire. (cf. l'article de M. Kravetz, «Vienne: black-out sur un triple meurtre», p 161 de notre bulletin).

Au moment où la candidature posthume de son époux pour le prix Nobel de la Paix était proposée par la communauté kurde et de nombreux parlementaires européens. Madame Hélène Ghassem-lou, lors d'une conférence de presse organisée à Vienne à l'occasion de la cérémonie commémorative, dénonçait sévèrement le gouvernement autrichien et la «raison d'Etat» qui s'oppose à la justice.

Le journal autrichien *Der Standard* résumait le moment fort de sa conférence de presse ainsi: «j'accuse le gouvernement iranien d'avoir planifié et mis en oeuvre ce crime; j'accuse le gouvernement et la justice autrichiens de placer la raison d'Etat au dessus de la justice; j'accuse les Etats démocratiques, dans leur ensemble, de renier, au détriment des Kurdes, leur propre principe consistant à combattre le terrorisme d'Etat».

EREVAN : LA MORT DE L'ECRIVAIN KURDE HECIYE CINDI

L'une des grandes figures de la vie culturelle kurde en Union soviétique, l'écrivain et ethnologue Heciyê Cindî est décédé le 1er mai dernier à Erévan, à l'âge de 72 ans.

Né en 1908 dans le petit village d'Emençayir, dans la province kurde de Kars, il avait, au cours des années de la Grande Guerre perdu ses parents. Placé dans des orphelinats, il se fait rapidement remarquer par sa vive intelligence et sa soif d'apprendre. En 1929 il termine ses études à l'Institut arménien de pédagogie. Nommé instituteur dans un village kurde d'Arménie, Qundaxsaz. Parallèlement il suit les cours de la Faculté de langues et

de littérature de l'Université d'Erévan. Après une licence de Lettres, décrochée en 1933, il se met aussitôt à préparer une thèse de doctorat. Survient alors la terreur stalinienne des années 1930. Des dizaines de milliers de Kurdes sont, du jour au lendemain, arrachés à leurs villages de Georgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan pour être déportés vers les steppes de l'Asie Centrale.

L'un des très rares intellectuels kurdes soviétiques de l'époque, Heciyê Cindî est arrêté et en mars 1938, incarcéré. Accusé de trahison à la patrie, il est jugé par une Cour militaire. Les «preuves» de l'accusation consistent en quelques lettres

échangées avec la revue littéraire kurde Hawar, publiée alors à Damas par les frères Bédîr Khan. Un dossier aussi malgre ne tient pas la route. Le 18 mars 1939, la Cour décide de l'élargir. Entre temps, pendant un an, il aura subi toute sorte de sévices qui le marqueront pour le restant de ses jours.

En 1940, il présente sa thèse sur l'épopée kurde *Silêmanê Silivî*, et devient candidat en philologie. Ce travail est considéré comme l'une des premières études scientifiques sur le riche folklore kurde. Il avait auparavant, en 1936, publié avec un autre ethnologue kurde, Eminê Evdal, un volumineux recueil de textes kurdes sous le titre «*Folklorê Kurmanç*» (le folklore kurde). En 1959, l'Institut d'orientalisme d'Arménie crée une section kurde dont la direction est assurée, jusqu'en 1968, par Heciyê Cindî. En 1964 il devient professeur d'Université. De 1968 à 1975, il enseigne la langue et la littérature kurdes à l'Université d'Érévan.

Auteur d'un abécédaire et de nombreux manuels scolaires kurdes, de recueils de poèmes, Heciyê Cindî publia également un roman: *Hevarî* (l'Appel), traduit en russe et en arménien. Mais ce sont surtout ses publications sur le folklore kurde qui constituent un apport important à la kurdologie. Parmi elles, les titres majeurs en kurde: *Folklorê Kurda* (Le Folklore kurde), 1957, *Kilamê Cimeta Kurdaye Lîrîkyê* (Les chants lyriques de la commu-

nauté kurde), 1975, *Saxêd êposa Rostemî Zalê Kurda* (Les variantes de l'épopée de Rostemî Zallê Kurde), 1977, *Hikayetên Cimeta Kurda* (Les contes de la communauté kurde), 1961-1988, 5 vol., *Metelok û Meselokên Cimeta Kurdan* (Adages et proverbes kurdes), 1985, *Bahar* (Le printemps), 1988. Ses ouvrages en arménien et en russe méritent également d'être signalés: Le Folklore kurde, 1947, Les variantes de l'épopée Korogli, 1953, *Mem û Zîn*, 1956 et Contes et anecdotes kurdes, 1962.

Ses oeuvres publiées représentent au total près de 10.000 pages. A cela, il convient d'ajouter les 27 romans et pièces de théâtre qu'il a traduits du russe ou de l'arménien en kurde.

Malgré les difficultés de communication entre les Kurdes d'URSS et ceux du Kurdistan, les oeuvres de Heciyê Cindî sont connues des lettrés kurdes. Certaines ont été rééditées en caractères arabes à Bagdad.

Heciyê Cindî s'intéressait de longue date à la vie culturelle des Kurdes de la diaspora et du Kurdistan. Il était l'un des fondateurs de l'Institut Kurde de Paris et à ce titre assurait un rôle de pont entre les intellectuels kurdes d'URSS et ceux d'Europe. Sa disparition est une grande perte pour les lettrés kurdes et pour la Kurdologie.

ISTANBUL : I. BESIKÇI EN LIBERTE PROVISOIRE

Vétéran, habitué des prisons turques, le sociologue İsmail Besikçi a été mis en liberté provisoire le 25 juillet 1990 par la 2ème Cour de Sureté d'Etat d'Istanbul. Ce sociologue turc qui a passé 11 ans de sa vie en prison depuis le coup d'Etat militaire de 1971, était accusé d'avoir «tenté d'affaiblir les sentiments nationaux». Le dossier d'accusations se basaient sur trois preuves que constituent les trois ouvrages publiés par l'auteur depuis sa précédente libération en 1987. Dans le premier: «Un intellectuel, une organisation et le problème kurde», l'auteur

analyse la position du Syndicat des Ecrivains (de tendance gauche) dont il est membre; ce syndicat a longtemps soutenu la thèse officielle de l'Etat turc sur la question et mis au pas ses membres pro-kurdes. Dans son second ouvrage, intitulé «Le Kurdistan: colonie inter-étatique», le sociologue entame une réflexion sur le statut juridique imposé au Kurdistan et sur la destruction de l'identité kurde. Et son dernier livre, «Science, idéologie officielle, Etat, Démocratisation et Problème kurde» est une critique sévère contre les institutions scientifiques, les universités, les médias et les

milieux académiques turcs dont il démontre la parenté intellectuelle qui les lie au Kémalisme, devenu doctrine officielle de l'Etat.

I. Besikçi, dont l'arrestation en mars 1990, avait provoqué une grande indignation dans le monde

entier, a déclaré, après sa remise en liberté provisoire, (le Procureur a requis contre lui 40 ans d'emprisonnement) que l'idéologie officielle en Turquie ne peut plus continuer quelques soient les moyens répressifs utilisés.

LA TURQUIE DECIDE D'INSTALLER 5000 MESKETS DANS LES PROVINCES KURDES

Le Ministre d'Etat Ercument Konukman, a rendu public le projet d'installation des 5000 Meskets, victimes de conflits inter-éthniques en URSS, dans les provinces kurdes. Ceux-ci seront installés, avec l'accord de Moscou à Ceylanpinar, près d'Urfa, (ville kurde) en plein centre de l'immense projet d'irrigation de l'Anatolie du Sud-Est (GAP). Le Ministre a, d'autre part, ajouté que ce premier groupe serait suivi par d'autres.

Cette initiative gouvernementale justifie les inquiétudes concernant ce projet géant, considéré aussi bien par la gauche que par la droite turque comme le moyen le plus efficace de résoudre le problème kurde. Les promesses du

développement économique des provinces kurdes seront-elles accompagnées par des départs massifs et forcés des populations autochtones de la région et leur remplacement par des ethnies d'origine turque? Cette initiative ressemble d'ailleurs étrangement à une loi kémaliste de 1934, prévoyant la déportation des Kurdes vers les provinces de l'Ouest et l'installation des Turcs d'origine balkanique dans les régions kurdes.

Quoiqu'il en soit, cette décision risque d'accroître le mécontentement dans les villes kurdes et provoquer des haines et des tensions inter-éthniques dont les populations civiles pourraient en être, encore une fois, les premières victimes.

ANKARA : LE SHP REND PUBLIC SON PROGRAMME POUR LE «SUD-EST»

Quelques mois seulement après avoir expulsé de ses rangs ses sept membres députés pour avoir participé à la Conférence Internationale de Paris sur les Kurdes, le S.H.P. (Parti populiste social-démocrate) a préparé un rapport sur l'«Anatolie du Sud-Est». Ce rapport, publié in extenso par le quotidien Cumhuriyet (15-17 juillet 1990) critique sévèrement la politique de l'Etat à l'égard de «la population de la région», demande l'abolition de l'état d'exception en vigueur depuis 12 ans, ainsi que la suppression des décrets gouvernementaux qui dotent le SuperPréfet administrant la région kurde

des pouvoirs extraordinaires, et propose un profond remaniement des bases juridiques de la République turque.

Les rédacteurs du rapport mettent en évidence la gravité de la crise économique qui touche la région kurde, notamment les villes situées dans la zone du projet économique (G.A.P.) de l'Anatolie du Sud-Est (dont la population se rapproche de 10 500 000 personnes): plus d'un cinquième de la population est sous employé; les déportations forcées et la crise de l'agriculture provoquent un exode rural sans précédent; le produit brut de la

région équivaut à 7,18 % seulement du P.N.B. (contre 10,27 % en 1975); le P.N.B. par habitant n'est que de 25 723 livres turques (contre 88 164 livres en Anatolie de l'Ouest); le taux d'alphabétisation n'est que de 43 % (77 % pour l'ensemble de la Turquie); le nombre de fermeture d'usines augmente vertigineusement, etc ...

Le SHP qui admet par ce rapport que la population de la «région» est ethniquement kurde, postule que la République de Turquie était conçue à l'origine sur le modèle de pluralité ethnique et de laïcité; elle serait basée sur la «conscience politique» et non sur le critère de la race. La négation de ce «fait» aurait poussé les dirigeants politiques à considérer la démocratie et les droits de l'homme comme des obstacles à l'affirmation de l'autorité de l'Etat, alors que seule une acceptation de la pleine citoyenneté, distincte de tout critère ethnique, racial, religieux, le respect de la démocratie et de l'Etat de droit peuvent garantir un règlement pacifique et durable du problème.

Le rapport qui nie, en dépit de nombreuses preuves, que «la langue maternelle» fut interdite sous le kémalisme (1923-1946) demande aux autorités de respecter les droits de l'homme et formule un «projet de démocratisation» comprenant les articles suivants:

- Les moyens seront créés pour que les citoyens qui se considèrent Kurdes puissent librement affirmer leur identité dans tous les domaines de la vie,
- toutes les dispositions juridiques concernant l'interdiction de la langue maternelle seront supprimées; les droits des citoyens de parler, d'écrire et d'enseigner leur langue maternelle à leurs enfants, seront garantis.

Affirmant toutefois que le turc gardera son statut de langue officielle, «langue commune de la société», le programme prévoit aussi la fondation de centres de recherches et d'institutions publiques pour étudier les diverses cultures et langues de la Turquie.

Le rapport insiste en dernier lieu, sur les «mesures de sécurité nécessaires à prendre», celles-ci incluant la formation d'une «nouvelle autorité» de coordination, la «professionnalisation» des forces de l'ordre, la suppression du métier de protecteurs de village, le remplacement des déportations par des départs pacifiques et «volontaires», susceptibles de résoudre les problèmes économiques de la population et le respect des droits des citoyens. Il prévoit également de négocier avec les pays tiers pour empêcher «toute aide étrangère au mouvement séparatiste de terreur».

... ET SES DEPUTES DISSIDENTS MARCHENT D'INSTANBUL A DIYARBAKIR «POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE»

Onze députés kurdes, exclus ou démissionnaires du Parti Populiste Social-Démocrate (SHP) qui ont fondé le Parti Travail du Peuple (H.E.P.), ont entamé une marche d'Istanbul à Diyarbakir «pour une vie digne et libre» qui a suscité un grand intérêt chez les Kurdes et auprès de ceux qui sont attachés au respect des droits de l'homme. Les manifestants qui ont accueilli avec enthousiasme les députés

lors de leur arrivée à Gaziantep ont été matraqués par des policiers chargés de surveiller la manifestation qui a d'ailleurs été déclarée hors la loi par le Préfet. Lors de l'arrivée de la manifestation à Batman la police a matraqué certains députés et menacé l'un d'entre eux (Mehmet Ali Eren) avec ses armes. De nombreuses personnes ont été interpellées et traduites en justice.

... ET UNE AUTRE MARCHÉ

Au moment où cette manifestation montrait clairement que même les députés ne possédaient pas de liberté d'action en Turquie, une autre «marché» se déroulait dans la région. Le Président de la République turque, T. Özal, accompagné de cinq Ministres s'y rendait pour une «visite officielle». Loin de susciter un intérêt quelconque parmi la population kurde, ce voyage a vite pris l'allure d'une marche dans un pays conquis. Selon le quotidien Cumhuriyet, «un mur composé des forces de l'ordre» séparait le Président de la population. A Tunceli, la police a complètement encerclé la ville à la veille de la visite et a réduit au minimum ses contacts avec l'extérieur. Toujours

d'après le même journal, la visite à Sirnak «n'a fait qu'apporter d'avantage de soldats et de policiers». A Baleman, où un chanteur kurde a eu un meilleur accueil que le Président de la République, la police a matraqué la population pour la rappeler à l'ordre. Les fausses notes qui se sont élevées par des hauts-parleurs lorsqu'un fonctionnaire a essayé de chanter l'hymne national turque, a transformé la cérémonie officielle en une farce. Décidément les conditions de «visite» d'Özal dans la région n'étaient guère plus confortables, pour des raisons bien différentes, que celles de la marche des députés kurdes...

Annexe

RESOLUTION DE LA CONFERENCE SCIENTIFIQUE «LES KURDES SOVIETIQUES : PASSE ET PRESENT»

LES 25-26 JUILLET 1990
S'EST TENUE À MOSCOU LA
CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE FÉDÉRALE

Ont pris part aux travaux de la conférence des chercheurs scientifiques soviétiques et étrangers étudiant la question kurde, des sociologues, des leaders de mouvements sociaux, des écrivains, des représentants d'autres couches d'intellectuels, ainsi que de nombreux représentants des intellectuels kurdes vivant à l'étranger.

Au cours de la conférence a été abordée toute une série de questions concernant la vie politique et sociale des Kurdes en U.R.S.S. et leur culture nationale.

Dans l'esprit des nouvelles tendances démocrati-

ques et du développement de la libre expression ont été analysés différents aspects de la situation historique des Kurdes en U.R.S.S.

Dans leurs rapports, communications et interventions, les participants ont souligné les étapes positives du développement de la vie culturelle nationale kurde dans différents domaines.

Parallèlement, ils ont souligné la perversion flagrante de la politique nationale à l'encontre des Kurdes dans les années du Stalinisme et de la stagnation qui a conduit à ignorer les droits nationaux des Kurdes, à la liquidation (en 1929) du

district kurde du «Kurdistan Rouge» (en Azerbaïdjan), à leur assimilation forcée et à leur déportation dans les années 30 et 40, à la fermeture des écoles nationales et des éditions en langue kurde, à la falsification grossière des données sur la population kurde en U.R.S.S.

Paradoxalement, même dans les années de la Péréstroïka, les problèmes des Kurdes ne sont pas résolus et on ne rétablit pas les droits nationaux perdus dans les années de répression.

Le développement des activités d'édition, les émissions de radio, l'enseignement de la langue et de la littérature kurde rencontrent des difficultés.

L'édition d'un seul et unique journal kurde et les émissions radio en Arménie et en Géorgie ne satisfont les besoins que d'une partie de la population kurde.

Dans notre pays il n'existe pratiquement aucune coordination des efforts tendant à satisfaire les besoins nationaux et spirituels du peuple kurde. En fin de compte les foyers de culture nationale, les éditions et autres moyens d'expression, actifs dans les régions isolées, ne concernent qu'une partie de Kurdes d'U.R.S.S.

Depuis de nombreuses années la minorité kurde n'est pas représentée dans l'organe suprême du pouvoir de la Fédération, et à la suite des élections récentes il n'y a pas de députés kurdes même dans les organes fédéraux républicains.

Le résultat de tout ceci à l'heure actuelle est une détérioration de fait de la situation de la minorité ethnique kurde, malgré la proclamation d'une politique visant à réparer les erreurs et les perversions de la politique nationale et visant également au respect des droits nationaux de cette minorité.

Au cours de cette conférence ont été exprimées les préoccupations concernant l'absence quasi-totale des liens culturels ou autres entre les Kurdes soviétiques et ceux de l'étranger, l'impossibilité de recevoir de l'étranger des publications kurdes.

Les participants à la conférence ont soutenu l'idée que la création en U.R.S.S. d'éditions kurdes en caractères latins, comme cela se fait en dehors de l'U.R.S.S. était nécessaire depuis longtemps pour éliminer l'obstacle artificiel qui empêche tous les Kurdes d'accéder à toutes les publications kurdes.

Les participants ont noté que l'on observe un accroissement naturel de l'intérêt des Kurdes soviétiques et de leur préoccupation envers le destin et la lutte acharnée de leurs compatriotes pour leurs droits nationaux et démocratiques et pour leur auto-détermination.

Les participants à la conférence ont constaté avec regret que la politique de «la nouvelle pensée» n'a pas pour le moment été encore étendue aux Kurdes et à leur lutte nationale, ni à l'appréciation de la place de cette lutte dans les affaires internationales et les relations Est-Ouest.

Les participants à la conférence expriment leur incrédulité face au silence qui a accueilli en U.R.S.S. les actions d'extermination massive des Kurdes et de leurs lieux de vie, l'emploi d'armes chimiques au Kurdistan irakien en 1988.

Nous considérons comme anormal l'aide et le soutien apportés à ces régimes qui écrasent cruellement la juste lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux.

Nous exprimons la conviction qu'il est temps que l'Union Soviétique, dans l'esprit de la «nouvelle pensée» prenne l'initiative d'un examen du problème national du peuple kurde et de ses souffrances dans les organisations internationales, en particulier à l'O.N.U.

Les rapports et les communications d'intervention présentés à la conférence ont brossé un tableau cohérent de la situation nationale des Kurdes et de leurs droits en U.R.S.S., ce qui offre une base aux conclusions et recommandations sur lesquelles est attirée l'attention des organes supérieurs du pouvoir.

La conférence considère que la liquidation du district autonome kurde en 1929 est une violation criante des droits nationaux des Kurdes. C'est en lien avec ceci que sont comprises et fondées les exigences des Kurdes concernant le rétablissement de l'autonomie des Kurdes avec un mécanisme de fonctionnement reconnu.

La création d'un mécanisme garantissant le respect des droits nationaux des Kurdes d'U.R.S.S. est absolument indispensable et il faut s'y consacrer sans délai et d'une manière conséquente.

Pour un fonctionnement effectif d'un réseau de vie nationale et culturelle kurde, il faut mener à bien un travail de coordination.

Cette fonction pourrait être assurée par une organisation sociale comme l'Association fédérale des Kurdes d'U.R.S.S., avec un mécanisme adéquat de fonctionnement, un réseau traitant de questions concrètes et un organisme dirigeant constitué des représentants des Kurdes soviétiques de toutes les régions de l'Union.

La création et le développement d'un Centre culturel kurde à Moscou et de ses filiales dans les régions où vivent les Kurdes revêt sur ce plan une importance particulière.

La conférence exprime l'espoir que les organes compétents supérieurs s'occupent de près des questions concernant la vie et le travail des Kurdes qui ont quitté leur habitat permanent à cause de la détérioration des relations entre les nationalités.

Dans la même optique, il faut citer les possibilités de rétablissement du district du Kurdistan autonome en y ajoutant le transfert des Kurdes ou le regroupement de la plupart des Kurdes dans une région de l'Union en prenant en compte les conditions naturelles et climatiques et la création dans cette région d'une forme de gestion autonome.

La conférence a exprimé sa conviction que la satisfaction des droits nationaux et démocratiques des Kurdes soviétiques est possible dans le

cadre de la création dans les zones où ils vivent les plus nombreux, de conditions adéquates contrôlées et garanties par les organes de pouvoir centraux et locaux.

La conférence considère comme importante l'organisation d'émissions de radio kurdes et, aussi depuis Moscou, la création d'éditeurs kurdes en caractères latins pour poser les bases d'une littérature kurde.

La conférence exprime son plein soutien à la politique de changements démocratiques, de libéralisation future de la vie sociale, politique et nationale dans le pays, qu'elle considère comme la condition essentielle du bien-être et du développement harmonieux de tous les peuples et nationalités.

L'histoire des Kurdes, riche et remplie d'événements dramatiques, nous convainc que la liberté et le bien-être des peuples ne peuvent être atteints en opposant les intérêts d'un peuple à ceux d'un autre, mais par leur synthèse harmonieuse, le respect mutuel et la confiance qui exclut toute manifestation nationale de chauvinisme, d'enfermement et d'agressivité spirituelle.

En cette période difficile pour le pays, les Kurdes conservent leur confiance en de bonnes traditions des liens historiques et spirituels avec les peuples parmi lesquels ils vivent pour la création d'un climat qui garantisse les conditions d'un développement dans tous les domaines, pour tous les peuples, qu'ils soient numériquement importants ou non.

NADIROV N.K.

Président du Comité d'organisation, membre de l'Académie des Sciences de la République Socialiste Soviétique du Kazakhstan.

KITAEV I.N.

Co-président, Directeur Adjoint de l'Institut du Marxisme Léninisme du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique.

MEMBRES DU COMITE D'ORGANISATION

MGOIAN CH. KH.

Membre correspondant de l'Académie des Sciences de la République Socialiste Soviétique Arménienne.

BABAIEV M.S.

Secrétaire général, membre de la société «Iak-boun».

BAGRAMOV E.A.

Membre du Comité d'organisation, responsable du département des relations internationales de

l'Institut du Marxisme Léninisme du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique, Docteur en philosophie.

AVDALI A.

Secrétaire général, journaliste.

TAPERZNIKOV G.E.

Agrégé d'histoire, responsable du groupe d'études des problèmes des peuples opprimés. Département des relations nationales de l'Institut du Marxisme Léninisme du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique.

REVUE DE PRESSE

LES KURDES ECARTELES. Le peuple kurde depuis près d'un siècle est contraint de défendre son existence, dans l'ignorance et l'indifférence du monde entier. (*L'Autre journal* 07/08.90). p. 1.

PERSECUTIONS EN TURQUIE. Ismail Besikçi à nouveau emprisonné risque une peine lourde. (*L'autre journal* 07/07.90). p. 1.

TURQUIE: AMNESTY PRONE LE BOYCOTT. (*Politis-Le Citoyen* 21-27.06.90). p. 2.

DES CENTAINES DE KURDES ONT «DISPARU» EN IRAK. (*Le Bien Public* 22.06.90). p. 2.

LE POINT SUR LA SITUATION DES REFUGIES KURDES ENEURE-ET-LOIRE. (*Echo Républicain* 2.06.90). p. 3.

KURDES: TOUJOURS LA REPRESSION. Il ne fait pas bon être Kurde par les temps qui courent. (*Politis-Le Citoyen* 28.06.90). p. 3.

LA GUERRE DE L'EAU AURA-T-ELLE LIEU ? Le conflit israélo-arabe et les autres tensions régionales empêchent une coopération régionale sur l'«hydro-sécurité», alors que les réserves d'eau se reproduisent moins vite qu'elles ne sont pompées

par des populations en forte croissance. (*Le Figaro* 3.07.90). p. 4 & 5.

LES ENNEMIS DE LA GUERRE DU GOLFE SE RENCONTRENT A GENEVE. Les discussions pourraient entraîner un sommet Iran-Irak. (*International Herald Tribune* 4.07.90). p. 5.

LIBERTE POUR ISMAIL BESIKCI. (*Türkei Information* 6.07.90). p. 6.

PREPARATION D'UNE CONFERENCE SUR LA QUESTION NATIONALE KURDES: LES KURDES SOVIETIQUES SONT BIEN VIVANTS, ILS ESPERENT ET ILS GARDENT LEUR FOI DANS L'AVENIR. ON VIT, ON LE SAIT, ON Y CROIT. (*Le journal kurde d'Arménie, Riya Teze* 7.07.90). p. 7 & 8.

CERS, UN PLURIPARTISME ET UNE LIBERTE PLUS LARGE POUR LA PRESSE: LA DIRECTION IRAKIENNE DECIDE UNE PARTIE DE PROJET DE LA NOUVELLE CONSTITUTION. (*Al-Hayat* 9.07.90). p. 8.

L'HISTOIRE COMPLETE DE L'ASSASSINAT DU Dr. GHASSEMLOU. (*Le magazine arabe, At-Tadamom* 9.07.90). p. 9.

L'AUTRICHE INVITEE A REVELER L'IDENTITE DES ASSASSINS D'ABDUL RAHMAN GHASSEMLOU. (A.F.P. 10.07.90). p. 11.

SADDAM HUSSEIN AU «FIGARO»: MOI, UN ENNEMI DE L'OCCIDENT ? C'est la première interview, depuis de nombreuses années, que le président irakien accorde à un quotidien européen. En Occident il a une réputation de «bête noire». Conséquence des nombreuses «affaires» qui lui sont reprochées: destruction de villages kurdes, exécution d'un journaliste de l'Observer, achat d'un canon géant ... (Le Figaro 11.07.90) p. 14, 15 & 16.

VIENNE: BLACK-OUT SUR UN TRIPLE MEURTRE. FRUSTRATIONS KURDES. PETITION POUR DEMANDER JUSTICE POUR LES 3 PERSONNALITES KURDES ASSASSINEES A VIENNE. Un an après, l'assassinat de trois opposants kurdes au régime de Téhéran n'est toujours pas élucidé. Mais les suspects iraniens ont bénéficié d'étranges facilités pour quitter l'Autriche. (Le quotidien de Paris 11.07.90). p. 16, (Libération 11.07.90 & 14.07.90). p. 17, 18 & 24. (Herald Tribune 12.07.90). p. 18, (Le Monde 13.07.90). p. 19.

COUTEUSE FACTURE DU LIBERALISME EN TURQUIE. INFLATION GALOPANTE, AGGRAVATION DU CHOMAGE. (Le Monde Diplomatique 07.90). p. 20, 21 & 22.

A.R. GHASSEMLOU: LE COMBATTANT DE LA PAIX ET DE LA DEMOCRATIE. (Riya Teze 14.07.90). p. 23 & 24.

IRAN: LES AUTONOMISTES KURDES AFFIRMENT AVOIR TUE 179 SOLDATS pour venger la mort du Dr Ghassemlou. (Le Monde 14.07.90). p. 24.

NOUVEAU LIVRE: HISTOIRE D'ERDELAN. (Riya Teze 14.07.90). p. 25.

BAGDAD MENACE LES ALLIES DU PETROLE. Hussein les prévient qu'il emploiera la force pour maintenir les quotas. (International Herald Tribune 18.07.90). p. 26.

LA POLICE ISLAMIQUE DE L'IRAN: LOURDEMENT CHAUSSEE ELLE S'ALIGNE SUR LA MORALE. (International Herald Tribune 18.07.90). p. 27.

LE PARLEMENT IRAKIEN RECOMMANDE L'ELECTION A VIE DU PRESIDENT SADDAM HUSSEIN. Le projet stipule en outre que son peuple est formé d'Arabes et de Kurdes. (A.F.P. 19.07.90). p. 28.

PERSECUTIONS ANTI-CHRETIENNES EN ANATOLIE. (Famille Chrétienne 19.07.90). p. 29.

Hélène GHASSEMLOU: «J'ACCUSE». L'autrichen n'a pas rempli son devoir en ne poursuivant pas les assassins des Kurdes. (Der Standard 20.07.90). p. 30 & 31.

SOUTIEN POUR LES KURDES. (Mei 20.07.90). p. 31.

TURQUIE: L'AVENIR C'EST L'EUROPE. LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME. La Turquie se targue d'être redevenue une démocratie. Dans les principes c'est vrai, mais dans la pratique, il y a, hélas, beaucoup de «bavures». On n'efface pas ainsi par des mots une détestable tradition de «tabassage en tous genres». (Ouest-France 27.07.90). p. 32 & 33.

EXPERIENCE AU KURDISTAN. Conférence de Maurice Brisgand de retour de mission chirurgicale dans le cadre de Médecins du Monde. (Ouest-France 27.07.90). p. 33.

LES ETATS-UNIS REVISENT LEURS RELATIONS AVEC L'IRAK. PENDANT CE TEMPS LE SENAT VOTE DES SANCTIONS ECONOMIQUES. (International Herald Tribune 28-29.07.90). p. 34.

PREMIERE CONFERENCE DES KURDES SOVIETIQUES A MOSCOU. Les Kurdes soviétiques demandent le rétablissement d'un Kurdistan autonome. (Libération 28.07.90). p. 34, (L'Eveil de Haute Loire 29.07.90). p. 34, (L'Alsace 29.07.90). p. 36, (Gamk 30-31.07.90). p. 38

43 TUES EN UNE SEMAINE DANS LE SUD-EST ANATOLIEN A MAJORITE KURDE lors d'opérations contre

les «terroristes séparatistes». (A.F.P. 28 & 29.07.90). p. 35. (*Le Quotidien de Paris* 28.07.90). p. 36. (*L'Humanité* 30.07.90). p. 36. (*L'Union* 30.07.90). p. 37. (*Le Monde* 31.07.90). p. 37.

URSS: SEPARATISME ET AUTONOMISME. Les Kurdes soviétiques ont demandé le rétablissement du Kurdistan autonome qui avait existé entre 1923 et 1929. (*La Montagne* 28.07.90). p. 36.

UN JOUR DANS L'HISTOIRE: LE 30 JUILLET. (*Le Quotidien de Paris* 30.07.90). p. 37.

EXTRAIT DU POEME «JE ME DESALTERE» DE SHERKO BEKES. (*Nouvelle Revue Française* 07/08.90). p. 39.

LES MEMOIRES DU GENERAL TURC KAZIM KARABEKIR: Tension avec l'Angleterre sur la question de Mossoul: L'historique des relations turco-britanniques au lendemain de la Première Guerre mondiale sur la définition des frontières des Etats nouvellement créés au Moyent Orient (*Cumhuriyet*, 25.6.90), p. 41

ISMAIL BESIKÇI: «Un seul cheval, une seule lance». Un article sur le sociologue turc, Besikci, qui a passé plus de 12 ans de sa vie dans les prisons turques en raisons de ses études et publications universitaires sur la société kurde (*Demokrat*, juillet 1990), p. 43 & 44.

D'OU VIENT «LA FORCE NATIONALE» DE LA TURQUIE. Les derniers développement en Europe en ce qui concerne la défense et l'importance stratégique de notre pays. (*Cumhuriyet* 1.07.90). p. 45 & 46.

LA CONFERENCE DE LA SECURITE ET DE LA COOPERATION QUI S'EST TENUE à COPENHAGUE A CONCLU SES TRAVAUX: Eclaircissement sur la notion de minorité nationale. (*Milliyet* 1.07.90). p. 46.

UN VOYAGE DE 7 000 ANS: Un reportage sur la vie des nomades kurdes. (*Hürriyet* 2.07.90). p. 47 & 48.

ADOUCISSEMENT SUR L'INTERDICTION QUI FRAPPE «LA LANGUE MATERNELLE» (NDLR: la langue

kurde): Le Président de la République Ozal et le gouvernement ont une approche positive sur la question. (*Milliyet* 5.07.90). p. 49.

AFFRONTLEMENTS ENTRE EMIGRES ET SEPARATISTES EN R.F.A.: 7 blessés. (*Hürriyet* 4.07.90). p. 49.

OUVERTURE D'UNE INFORMATION JUDICIAIRE CONTRE LE «RAPPORT KURDE». (NDLR: il s'agit du rapport préparé par le principal parti d'opposition turque, SHP, sur la question du Kurdistan de Turquie). (*Tercüman* 5.07.90). p. 49.

LA SITUATION DE LA GAUCHE ET SA POSITION SUR LA QUESTION KURDE. (*Milliyet* 5.07.90). p. 50.

LE DEPUTE D'ANAP, YILMAZ: que l'on permette désormais l'éducation en kurde. (*Cumhuriyet* 7.07.90). p. 50.

ALLEGATION DE TORTURES: Le député du Parti du Travail du Peuple, M. TURK prétend qu'un villageois a été tué sous la torture. (*Milliyet* 5.07.90). p. 50.

65 REFUGIES KURDES D'IRAK DU CAMP DE MUS PARTIRONT BIENTOT POUR LE CANADA. (*Cumhuriyet* 7.07.90). p. 51.

ATTAQUE CONTRE UNE VOITURE DE POLICE A CIZRE: UN POLICIER TUE. (*Cumhuriyet* 7.07.90). p. 51.

LE GOUVERNEMENT ET LE PKK ONT ETE MIS EN ACCUSATION PAR LE COMITE D'HELSINKI DANS SON RAPPORT DE JUIN 90 SUR LA TURQUIE. (*Milliyet* 7.07.90). p. 51.

RECENSEMENT NATIONAL PREVU POUR LE 21 OCTOBRE. (*Milliyet* 9.07.90). p. 52.

REPONSE D'INÖNÜ A ÖZAL: JE PEUX ECOUTER DES CHANSONS KURDES. (*Hürriyet* 10.07.90). p. 52.

LA TURQUIE MAL A L'AISE: l'approche de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) vis-à-vis des minorités met Ankara dans l'embarras. (*Cumhuriyet* 10.07.90). p. 53.

LA SEMAINE «DU RAPPORT KURDE» DU SHP: l'état

d'exception qui règne dans l'Est doit être abolie. (Cumhuriyet 10.07.90). p. 54.

LE COMITE CENTRAL DU SHP APPROUVE LE RAPPORT DE L'EST PREPARE PAR LE PARTI. (Tercüman 11.07.90). p. 54.

BESIKCI DISCULPE PAR LE TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT SUR L'UNE DES ACCUSATIONS FORMULEES CONTRE LUI. (Cumhuriyet 12.07.90). p. 54.

«LA GRANDE MARCHE» DU HEP: 11 députés du Parti Travail du Peuple (HEP) ont commencé une longue marche d'Istanbul à Diyarbakir pour le respect de la dignité et la liberté en Turquie. (Cumhuriyet 11.07.90). p. 55.

LES CONSEQUENCES DU DECRET DE LOI AU SUD-EST: 1/2 million de citoyens se préparent à quitter la région. (Cumhuriyet 12.07.90). p. 55.

LE PARTI TRAVAIL DU PEUPLE TIENDRA UN MEETING A DIYARBAKIR LORS DE SA MARCHE POUR LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DE LA LIBERTE. (Cumhuriyet 13.07.90). p. 56.

M. AKARCALI, ANCIEN MINISTRE ET PRESIDENT DE LA SECTION TURQUE DE LA COMMISSION MIXTE DE CEE - TURQUIE: L'INTERDICTION FRAPPANT LA LANGUE KURDE SERA ABOLIE. (Hürriyet 10.07.90). p. 56.

PEINE DE MORT REQUISE CONTRE DES MILITANTS MINEURS PAR LE TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT DE DIYARBAKIR. (Cumhuriyet 14.07.90). p. 56.

UN PAS POSITIF DU SHP AVEC LA PUBLICATION DE SON RAPPORT SUR «LA QUESTION KURDE». (Cumhuriyet 15.07.90). p. 57.

2 MILITANTS DU PKK TUES A SILOPI LORS D'UN AFFRONTLEMENT AVEC LES FORCES DE L'ORDRE. (Cumhuriyet 15.07.90). p. 57.

ACCORD D'IMMIGRATION ENTRE LA TURQUIE ET L'URSS: Faisant parti d'un premier contingent des admis en Turquie, 5 000 Meskets d'origine turque

seront installés à Urfa (dans le Kurdistan). (Milliyet 17.07.90). p. 58.

AFFRONTLEMENT ENTRE LES FORCES DE L'ORDRE ET LE PKK: 2 MILITANTS TUES, 2 AUTRES ARRETES A DARGECIT. (Cumhuriyet 17.07.90). p. 58.

LE RAPPORT SUR LA SITUATION DU SUD-EST RENDU PUBLIC PAR LE SHP SERA DIFFUSE EN TURC, FRANCAIS ET ANGLAIS. MAIS LA COUR DE SURETE D'ETAT OUVRE UNE INFORMATION JUDICIAIRE. (Cumhuriyet 17.07.90). p. 59.

LA MARCHE ORGANISEE PAR LE HEP SE POURSUIT AUJOURD'HUI A KOCAELI: LA POLICE S'Y INTERESSE DE TRES PRES. (Cumhuriyet 17.07.90). p. 59.

BAGDAD: LE SECRETAIRE GENERAL DU SHP CONSEILLE A OZAL DE LIRE D'ABORD ATTENTIVEMENT LE RAPPORT DU SUD-EST ET DE SE PRONONCER EN SUIVE: Il déclare: «mettons nous d'accord ensemble pour abolir l'interdiction qui frappe la langue maternelle» (NDLR: le kurde). (Milliyet 19.07.90). p. 60 & 61.

DES DEPUTES PORTEURS DE PANCARTES: LA LONGUE MARCHE DES DEPUTES DU PARTI TRAVAIL DU PEUPLE POUR LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DE LA LIBERTE SE POURSUIT. (Milliyet 19.07.90). p. 61.

CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LE RAPPORT DU SUD-EST PUBLIE PAR LE SHP. REACTIONS: LE DEPUTE D'ANAP, BIRLIK: «INSUFFISANT», LE DEPUTE DU HEP AKSOY: «NOUS N'APPROUVONS PAS LE CONTENU DU RAPPORT». (Cumhuriyet 20.07.90). p. 62

LA DISCUSSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE SUR LA LANGUE KURDE SE TERMINE SUR LES BANCS DU TRIBUNAL. (Hürriyet 20.07.90). p. 63.

LE RAPPORT DU D.S.P. (Parti Démocratique de Gauche) ET LA SUITE: UN RESUME DU RAPPORT DU SUD-EST PUBLIE PAR LE DSP EN 1987. (Hürriyet 20.07.90). p. 63.

CAMPAGNE DE SIGNATURES POUR CONDAMNER L'ASSASSINAT DU Dr. GHASSEMLOU, Secrétaire

Général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran et de ses 2 compagnons survenu à Vienne le 13 juillet 1989. (*Cumhuriyet* 21.07.90). p. 64 & 65.

15 JOURNALISTES ARRETES A LA SUITE D'UNE MANIFESTATION QU'ILS AVAIENT ORGANISEE POUR PROTESTER CONTRE LA FERMETURE DE LA REVUE «2000'e Dogru» ONT ETE RELAXES PAR LE TRIBUNAL. (*Cumhuriyet* 21.07.90). p. 65.

POINT DE VUE SUR LA PUBLICATION DU RAPPORT DU SUD-EST: TOUT LE MONDE DOIT APPLAUDIR LE SHP. (*Milliyet* 21.07.90). p. 66.

LA MARCHE ORGANISEE PAR LE HEP SUSCITE DE PLUS EN PLUS D'ENTHOUSIASME. (*Cumhuriyet* 23.07.90). p. 66.

ATTAQUE DES KURDES IRANIENS: 20 SOLDATS IRANIENS TUES, 18 AUTRES FAITS PRISONNIERS. (*Cumhuriyet* 23.07.90). p. 66.

«LA LONGUE MARCHE» ENTREPRISE PAR LE HEP CONTINUE. (*Cumhuriyet* 24.07.90). p. 67.

MOBILISATION POUR L'AMELIORATION DE LA SANTE A L'EST. (*Hürriyet* 23.07.90). p. 67.

FESTIVAL CINEMATOGRAPHIQUE D'ANTALYA: «FEU VERT» POUR LES FILMS DE YILMAZ GÜNEY. (*Cumhuriyet* 25.07.90). p. 68.

LE 82ème ANNIVERSAIRE DE L'ABOLITION DE LA CENSURE EN TURQUIE A ETE CELEBRE: «LA CENSURE EST TOUJOURS EN VIGUEUR». (*Cumhuriyet* 25.07.90). p. 68.

L'APPEL D'ÖZAL AUX «TERRORISTES»: «ARRETEZ VOS

ACTIONS INSENSEES ET NEFASTES». (*Cumhuriyet* 25.07.90). p. 69.

«LA LONGUE MARCHE» DU SHP: UN POLICIER FRAPPE L'UN DES DEPUTES PARTICIPANT A CETTE MANIFESTATION. (*Cumhuriyet* 26.07.90). P. 70.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE OZAL S'EST COMPORTE A L'EST COMME LE PRESIDENT D'ANAP. (le Parti du gouvernement). (*Cumhuriyet* 26.07.90). p.71.

ENCORE LE PKK: LORS DES AFFRONTEMENTS AU SUD-EST 6 TERRORISTES TUES PAR LES FORCES DE L'ORDRE ET ON DEPLORE LA MORT DE 5 SOLDATS. (*Cumhuriyet* 27.07.90). p. 72.

LA REPOSE DU SHP AU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT: «IL N'EST PAS DANS LES ATTRIBUTIONS DU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT DE S'OCCUPER DES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES». (*Cumhuriyet* 28.07.90). p. 72.

DIX HUIT MEMBRES DU PKK TUES LORS D'UN AFFRONTMENT QUI A DURE 3 JOURS A PERVARI. 4 SOLDATS ET 1 GARDIEN DE VILLAGE DEVENUS MARTYRS. (*Cumhuriyet* 29.07.90). p. 73.

LE PREMIER MINISTRE AKBULUT: «TOUT LE MONDE EST TURQUE, IL N'Y A PAS DE KURDE». (*Cumhuriyet* 31.07.90). p. 74.

LE DOSSIER DE YESILYURT (NDLR: village kurde dont les habitants avaient ete forcés à manger des excréments humains par un colonel de l'armée) se trouve devant la Cour de Cassation. (*Cumhuriyet* 31.07.90). p. 74.

L'AUTRE
JOURNALjuillet/août
1990

Le journal des minorités

Les Kurdes écartelés

Depuis près d'un siècle, le peuple kurde, l'un des plus anciens de l'Asie occidentale est contraint de défendre son existence, dans l'ignorance et l'indifférence du monde entier. Chaque année lui apporte une épreuve nouvelle. En 1988, le bombardement de la ville de Halabja par l'armée irakienne, a coûté la vie à 5 000 personnes. Une partie des Kurdes d'Irak se sont réfugiés alors en Turquie, dans les provinces d'Anatolie. C'est là que la répression frappe de nouveau aujourd'hui. Selon des sources dignes de foi, l'armée turque – sous le prétexte de lutter contre la guérilla menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan – utiliserait contre les populations les mêmes armes chimiques que celles employées par les Irakiens. Par ailleurs, le gouvernement turc – qui frappe à la porte de l'Europe – développe un vaste programme d'évacuations forcées. Celles-ci – qui ont déjà touché 1 500 000 personnes et devraient s'appliquer dans l'année, à 500 000 autres – sont pratiquées en direction de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie.

C'est entre ces quatre pays plus l'URSS qu'est écartelé le Kurdistan, territoire de quelque 470 000 km² qui abrite 24 millions de Kurdes – chiffre très approximatif dans la mesure où l'ignorance absolue d'une identité kurde caractérise la politique de ces cinq Etats. La langue kurde n'est enseignée qu'en URSS – où, s'ils sont considérés comme Turcs en Azerbaïdjan et en Turkmenie, ils bénéficient de quelques droits en Arménie et en Géorgie. En Iran et en Irak, le port de costume national leur est interdit en dehors des zones réservées et, en Turquie, l'interdiction s'étend aux villes et villages du Kurdistan. En Irak, la destruction des agglomérations, des lieux de culte, des points d'eau et de la végétation même font vivre les Kurdes dans un état de guerre permanente. En Syrie de même, pas de droits élémentaires pour les Kurdes : discrimination, interdiction d'utilisation de la langue, négation de tout droit culturel sont leur lot quotidien.

La répression s'exerce aussi sur les Kurdes de la diaspora. A titre d'exemple, sous la pression des autorités turques, certaines communes d'Allemagne et de Belgique se refusent à enregistrer les nouveau-nés si les parents désirent leur donner un nom kurde. Quand il s'agit de représentants politiques et syndicaux, la répression peut aller jusqu'à l'assassinat. Les Turcs et les Iraniens sont familiers de ces méthodes.

On enregistre cependant, depuis quelques années, une volonté de reconnaissance du peuple kurde en Europe. La langue est enseignée dans plusieurs universités. En Suède existe même, depuis 1985, une école normale pour la formation d'instituteurs,

et des maisons d'édition de livres et de livres pour enfants. Des manifestations culturelles ont lieu chaque année dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

En France, où vivent 60 000 Kurdes, l'Institut kurde de Paris est un vrai foyer de culture. Fondé en 1983, il comprend un important centre de documentation et mène de nombreuses activités culturelles (expositions, concerts, conférences) et éditoriales, avec ses deux revues *Studia Kurdica* et *Hêvi* (Espoir) et son bulletin mensuel d'information.

Cette année, de janvier à avril, plusieurs mairies, centres culturels et associations locales ont organisé des « Journées du Kurdistan », destinées à aider à l'insertion de 335 réfugiés arrivés sur l'initiative de Danielle Mitterrand, au printemps 1989... Toujours en collaboration avec la fondation « France-Libertés », l'Institut kurde a organisé, en 1989, à Paris, une conférence internationale dont une seconde édition aura lieu fin septembre prochain à Stockholm.

L'Occident essaie de se donner bonne conscience, tout en évitant d'intervenir pour sauver de l'anéantissement ce peuple, porteur de richesses culturelles insoupçonnées qui, fidèle à l'Islam, n'a pourtant jamais mené, dans ses trois mille ans d'histoire, une seule guerre religieuse.

ROXANE EMINESCU

Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, 75010 Paris.
Tél. : 48 24 64 64.

Persécutions en Turquie

Il a déjà passé douze ans de sa vie dans les prisons turques au nom de la lutte qu'il mène, pacifiquement, pour la reconnaissance de son peuple et, aujourd'hui, de nouveau, il risque d'être frappé par une peine aussi lourde pour propagande séparatiste et atteinte à la sécurité de l'Etat. Ismaël Besikçi, emprisonné depuis février et dont le procès vient d'être reporté, est l'un des plus brillants intellectuels kurdes. La traduction de son livre *Kurdistan, colonie interétatique*, doit être publiée à la rentrée par l'Institut kurde. Le gouvernement turc vient de se signaler, par ailleurs, par de nouvelles atteintes à la liberté de la presse. Ainsi l'hebdomadaire *Istanbul* vient-il d'être interdit *sine die* au motif qu'il aurait « détérioré l'ordre public et empêché la mission des forces de l'ordre » (dans les provinces kurdes, s'entend). □

Politis

Le Citoyen

21-27 juin 1990

**TURQUIE :
AMNESTY PRÔNE
LE BOYCOTT**

Depuis le début du mois d'avril, date de la mise en place du décret-loi n° 413 qui accorde les pleins pouvoirs au ministre de l'Intérieur dans la région kurde, la répression connaît une nouvelle ampleur : censure de la presse, arrestation de « toute personne susceptible de troubler l'ordre public », comme Yalcin Buyukdagli, secrétaire général du Parti socialiste, accusé d'avoir prononcé le mot « kurde » au cours d'une réunion publique, exactions contre les populations... Amnesty International dénonce une nouvelle fois les tortures et violations systématiques des droits de l'homme, et l'Association des travailleurs kurdes en France demande aux touristes de boycotter la Turquie cet été. **A. J. J.**

LE BIEN PUBLIC
22 juin 1990

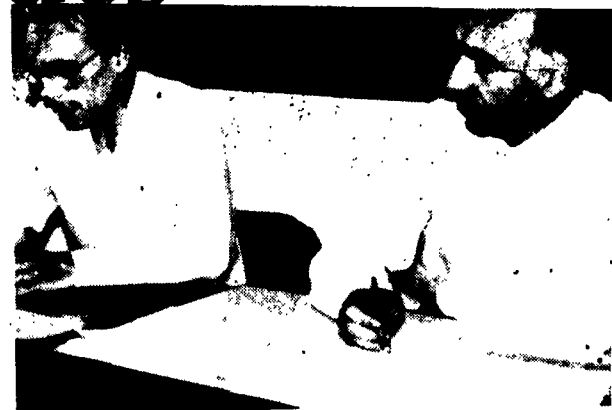
LONDRES. — DES CENTAINES DE KURDES ONT « DISPARU » EN IRAK et plusieurs autres ont été exécutés après s'être rendus aux autorités à la suite des récentes amnisties, en dépit des promesses d'avoir la vie sauve, a annoncé jeudi Amnesty International à Londres. Selon l'organisation de défense des Droits de l'homme, certaines des victimes étaient récemment revenues des camps de réfugiés en Turquie. Les quelque 27 000 réfugiés kurdes qui vivent encore dans ces camps pourraient être en danger s'ils sont contraints de retourner en Irak en vertu de l'actuelle amnistie pour les opposants politiques, a-t-elle ajouté.

ECHO REPUBLICAIN, 2 juin 1990

DREUX

Avec le MRAP

Le point sur la situation des réfugiés kurdes



Jacques Vaunois et Simon Baudry ont présenté les buts du Comité de solidarité créé dernièrement.

Une partie de la communauté kurde a assisté à cette réunion.

Les membres du MRAP étaient réunis samedi après-midi au centre du Lièvre d'Or pour faire le point sur la situation des réfugiés kurdes en Eure-et-Loir. Jacques Vaunois, président départemental, mais aussi avocat au barreau de Chartres, a pu évoquer les difficultés qu'il rencontre pour se faire entendre des autorités administratives.

Mais avant d'aborder le vif du sujet, Simon Baudry, l'un des responsables locaux du MRAP, a fait le point de la situation au Kurdistan : « une situation qui d'ailleurs ne s'arrange pas. Il n'y a pas de changement. Le gouvernement de Turquie n'est toujours pas prêt à admettre la spécificité de la culture kurde », précise Simon Baudry.

A l'échelon départemental, les membres du MRAP sont satisfaits de voir que l'OFPPA dispose de moyens supplémentaires pour traiter les dossiers : « mais ce que l'on peut regretter, c'est que les affaires soient traitées d'une manière expéditive. Nous obtenons maintenant un refus systématique pour obtenir le droit d'asile politique à des réfugiés kurdes. Ce qu'il y a de dramatique, c'est que l'administration ne tienne pas compte de la situation humaine de ces personnes qui se sont déclarées aux autorités il y a deux ou trois ans. Installés en France, ces

femmes et hommes ont trouvé légalement du travail et vivent comme tout le monde. Ils sont bien insérés dans la société ».

Jacques Vaunois, de son côté, s'insurge contre les abus administratifs.

Pour ce spécialiste, il est clair : « que les exemples d'arbitraire administratif ne manquent pas. On rencontre des gens de mauvaise foi, incompetents.

Pour un dossier, j'ai produit un document authentique important. On l'a tout juste regardé. Puis on m'a dit que c'était un faux. Non il faut être sérieux ».

Dernièrement un "Comité de solidarité" a été créé à Chartres. Réunissant des personnes de tous horizons politiques, cette association s'est donné comme objectif de traiter des problèmes rencontrés par les Kurdes en Eure-et-Loir. Une liste, comprenant trente noms de personnes réclamant l'asile politique, sera déposée fin septembre à la préfecture de Chartres à la suite d'une manifestation. Pour Jacques Vaunois, la réaction de l'administration face aux Kurdes : « c'est la conséquence d'une politique pour stopper le flux migratoire. Les Kurdes sont de vrais réfugiés politiques. Seulement, on ne les croit pas et on ne les prend pas au sérieux ».

Politis-Le Citoyen, 28 juin 1990

KURDES : TOUJOURS LA REPRESSION

Il ne fait pas bon être Kurde par les temps qui courent. Que ce soit en Turquie, en Iran, en Irak ou en Syrie, ce peuple, qui compte 25 millions d'âmes, subit répression sur répression. Un Kurde irakien sur deux a trouvé refuge à l'étranger ou a été déplacé. Vingt-six mille d'entre eux sont installés dans des camps en Turquie, où, selon la Ligue des droits de l'homme, ils manquent de tout et n'ont ni le droit de sortir, ni celui de parler aux étrangers. Dernièrement, 9 000 réfugiés ont subi une grave intoxication alimentaire. Il semblerait, selon la Ligue, que l'Irak se soit entendu avec la Turquie pour les empoisonner. Cette même Turquie ne cesse de réclamer de l'argent à la CEE pour subvenir aux besoins de ces réfugiés, sans pour autant accepter un contrôle de la Croix-Rouge ou du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Cette politique d'accueil très spéciale commence à porter ses fruits : de nombreux Kurdes rentrent en Irak à la faveur de prétendues amnisties, puis disparaissent ou sont exécutés. Par ailleurs, en Turquie même, les procès d'exception se poursuivent (Politis n° 109). Signalons le cas de Bestkici, un sociologue turc, qui risque quinze ans de prison — après en avoir déjà purgé douze — pour avoir publié des livres sur l'identité kurde. Il devrait comparaître le 25 juillet prochain.

A. J.-J.

La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?

Le conflit israélo-arabe et les autres tensions régionale empêchent une coopération régionale sur l'« hydro-sécurité », alors que les réserves d'eau se reproduisent moins vite qu'elles ne sont pompées par des populations en forte croissance.

JÉRUSALEM :
Stéphane MARCHAND

« Avant la fin du siècle, la peur du manque d'eau relancera la tension entre les États du Moyen-Orient et conduira à des affrontements d'une violence sans précédent dans la région. » Cet oracle apocalyptique du Centre d'études stratégiques de Washington date de décembre 1987. Rareté croissante contre essor démographique : les pays arabes et Israël sont inquiets.

C'est de Turquie qu'est venue la dernière alerte en date. A partir du 13 janvier, Ankara avait interrompu pendant un mois le cours de l'Euphrate afin de commencer à remplir le réservoir de son barrage « Atatürk », capable de contenir quatre fois le flux annuel total du fleuve. Pour réhabiliter ses six régions sud-orientales, la Turquie a lancé le « Projet Grande Anatolie » (GAP) moyennant 21 milliards de dollars. A la fin du siècle, il devrait comprendre dix-sept usines hydroélectriques et ses vingt et un barrages irrigueraient deux millions d'hectares. Ces travaux titanesques suscitent l'appréhension croissante de deux pays voisins, la Syrie et l'Irak.

Puissance hydrographique régionale

Plus de la moitié de la main-d'œuvre syrienne est employée dans l'agriculture, qui dépend pour l'essentiel de l'Euphrate, de même que de larges pans de l'industrie et de la production électrique. Les coupures d'eau sont déjà monnaie courante dans les villes. Selon *The Economist*, sans même tenir compte du prélèvement turc, la Syrie manquera d'eau avant la fin

du siècle, compte tenu de sa croissance démographique de 3,7 % l'an. En 1994, l'année où le GAP opérera une ponction maximale de l'Euphrate, la Syrie enregistrera une perte en eau de 40 %. Quant à l'eau résiduelle, elle pourrait contenir des sels, des fertilisants et des pesticides. Comme moyen de rétorsion contre Ankara, Damas soutient les combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), en lutte contre le régime turc, et dont le chef, Abdallah Ocalan, réside à Damas, de même que certains terroristes arméniens.

A l'Irak, le GAP pourrait coûter 80 % de sa part de l'Euphrate, mais Bagdad peut compter sur le Tigre, qui pourrait, le cas échéant, se déverser, via le lac Tharthar, dans l'Euphrate. L'Irak des années 90 peut faire face à ses besoins en eau, mais, en 1974, lorsque les Syriens avaient ralenti le cours de l'Euphrate pour construire leur barrage « Al-Thawra », Saddam Hussein avait massé des troupes sur la frontière et menacé de bombarder l'ouvrage.

La Turquie apparaît comme une puissance hydrographique régionale, puisqu'elle possède la source de l'Euphrate. Elle s'est même offert le luxe de proposer à ses deux voisins la construction d'un « aqueduc de paix » hors de prix (21 milliards de dollars) qui acheminerait vers l'Arabie centrale les eaux de deux fleuves turcs, le Ceyhan et le Seyhan, qui se perdent inutilement dans la Méditerranée. En attendant, la rumeur affirme qu'Israël souhaiterait acheter chaque année à la Turquie 250 millions de mètres cubes d'eau dans des barges de plastique. Économie et idéologie combinées, les États arabes redoutent de voir leurs ressources en eau accaparées par des pays non arabes. Cette friction est en-

core plus flagrante dans le bassin de la mer Morte, dont les deux cours principaux, le Jourdain et son affluent le Yarmouk, arrosent les territoires d'Israël et de ses voisins.

L'État hébreu nourrit des « hydro-contentieux » avec le Liban, la Syrie et la Jordanie. C'est avec cette dernière que la tension est la plus perceptible, car le désertique royaume hachémite manque cruellement d'eau, même si un Jordanien n'en consomme que 83 l par jour, contre 250 l pour un Israélien (et 350 l en Europe occidentale). L'eau jordanienne provient essentiellement du Yarmouk, qui traverse également Israël et la Syrie.

Le Jourdain surexploité

La part jordanienne, que le plan Johnston de 1955 avait évaluée à 80 %, reste très mal exploitée faute de capacité de stockage des crues d'hiver. Sans le barrage « Al-Wahda » qu'Amman, tout en craignant la réaction israélienne, souhaiterait bâtir avec Damas, la Jordanie pourrait manquer d'eau à partir de 1995. Elle devrait alors augmenter ses importations d'eau irakienne, ce qui renforcerait considérablement les liens stratégiques entre les deux pays et structurerait un peu plus ce « front oriental » qui préoccupe les officiels de Jérusalem.

Selon des chercheurs de l'université de Haïfa, le Jourdain est tellement mis à contribution que son eau, trop saline, ne convient plus qu'à certaines cultures très résistantes, en Israël comme en Jordanie. Le quart du fleuve aboutit en Israël, qui exploite, en revanche, 95 % des eaux du Jourdain qui se déversent dans le lac de Tibériade. L'État hébreu doit cet avantage relatif à son

contrôle des sources du fleuve, à Banyas et à Dan, ainsi qu'à son accès à deux rivières sud-libanaises, le Litani et le Hasbani, qui coulent dans la « zone de sécurité » contrôlée par Israël.

C'est le lac de Tibériade qui constitue le baromètre de la santé hydrographique d'Israël. Si l'altitude de sa surface devait atteindre - 213 m (sous le niveau de la mer), l'état d'urgence serait déclaré. Mais, si elle dépasse - 209 m, le surplus serait perdu, faute de pompes adéquates. Toute la politique nationale tient dans cette marge de manœuvre de quatre mètres. Pour emplir le lac, en cas de sécheresse, les Israéliens injectent, pour faire pleuvoir, un mélange d'argent et d'iode dans les nuages.

Pour alimenter ses régions côtières, où vivent les trois quarts de sa population, l'État hébreu pompe en outre une nappe phréatique traversée par la ligne verte qui sépare Israël de la Cisjordanie occupée, au détriment de la population palestinienne. Cette nappe controversée fournit plus du tiers de la consommation israélienne, et le Likoud (droite nationaliste) a fait de l'eau un de ses arguments majeurs pour refuser la création d'un État palestinien indépendant. Dans la bande de Gaza surpeuplée, l'avenir est porteur de menaces encore plus graves. Seize hydrologistes israéliens viennent de résumer la situation pour le premier ministre, Yitzhak Shamir : le pays vide ses réserves 15 % plus vite qu'il ne les remplit, et il pourrait un jour devoir ralentir son développement agricole.

Dans le passé, la compétition hydrographique entre l'État hébreu et ses voisins avait dégénéré en bataille rangée à plusieurs reprises. Au cours des années 50, quand Damas avait tenté

d'empêcher la construction du réseau d'adduction d'eau du jeune État hébreu, puis en 1966, au seuil de la guerre des Six Jours, quand Tsahal avait contraint les Syriens à interrompre le détournement des eaux du Jourdain.

Le Nil, c'est l'Égypte

En Égypte, enfin, la relation entre le Nil et le pays, dont seulement 4 % des terres sont cultivables, est la plus passionnée. Le fleuve et la nation ne font qu'un. Entre le début de 1985 et juillet 1988, le niveau du Nil avait drama-

tiquement baissé et, derrière le barrage d'Assouan, le niveau du lac Nasser avait atteint 150 m. A 147 m, la production hydroélectrique aurait stoppé. A 123 m, le Nil ne coulerait plus en Égypte, un pays où la population friserait les 70 millions d'âmes en l'an 2000. Toutefois, avec quinze fois plus d'eau qu'Israël, les territoires occupés, la Jordanie et le Liban réunis, l'Égypte reste, sauf catastrophe, relativement bien lotie. Elle ne s'en inquiète pas moins avec véhémence d'une aide possible d'Israël à l'Éthiopie pour bâtir des barrages d'irrigation sur le Nil

bleu, qui fournit 90 % de l'eau égyptienne.

Pour son malheur, l'essentiel des réserves du Moyen-Orient est constitué d'« eaux de surface » au débit très fluctuant selon les saisons. Cette irrégularité nécessite de coûteux investissements pour stocker et acheminer le liquide. Comment éloigner le danger du manque d'eau ? En limitant les pertes en eau, considérables en Égypte (60 %) et en Syrie (30 %). En augmentant le rendement de l'irrigation, cinq fois meilleur en Israël qu'en Égypte. En ne sacrifiant pas une eau rare sur l'autel de l'autosuffisance

alimentaire, comme l'Arabie Saoudite, qui investit 90 % de ses réserves aquifères pour produire un blé huit fois plus cher que celui du marché international.

Archétype du jeu à somme nulle, la quête du liquide vital ne pourra pas se rationaliser ni assurer à chaque État une « hydro-sécurité » sans coopération régionale, publique ou secrète. Tous les experts redoutent l'autre possibilité. Dans une région aride, l'eau peut entraîner la guerre, une guerre à outrance, puisque ses belligérants se battraient pour leur simple survie.

St. M.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, July 4., 1990

Gulf War Foes Meet In Geneva

Talks May Bring Iran-Iraq Summit

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

GENEVA — The foreign ministers of Iraq and Iran held their first direct talks Tuesday in a move that may open the way to a meeting between President Saddam Hussein of Iraq and Hashemi Rafsanjani of Iran and the negotiation of a peace treaty to end 10 years of hostility.

The meeting held at the United Nations headquarters here was described by the UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, as a "breakthrough."

"I think that this meeting sends to both peoples — the people of Iran and the people of Iraq — the right message that both governments are really committed to find a peaceful solution to the problem as soon as possible," Mr. Pérez de Cuéllar said after the meeting.

Mr. Pérez de Cuéllar, both foreign ministers and their senior aides attended the hourlong meeting Tuesday evening, during which both officials spoke to each other directly for the first time since they

signed a truce ending eight years of war in August 1988.

Foreign Minister Tariq Aziz of Iraq said after the meeting that the encounter was a cordial and constructive one, adding that "we are working on the summit and this meeting has helped in that sense."

It was the first time since the Gulf war, in which an estimated million people died, that direct talks have been held between such high officials from the two countries, widely viewed as the dominant military powers in the Gulf region.

In the four rounds of peace talks that preceded the meeting Tuesday, Iranians and Iraqis addressed each other through the UN representatives and by all accounts made little progress in settling their deep differences over common borders and the exchange of the 100,000 prisoners of war they both hold.

UN officials as well as the Iraqis and Iranians all said in private that the development Tuesday's was particularly significant because it followed a string of gestures that

have loudly signaled the desire of both countries to sign a peace treaty.

Among other things, delegations from both Iran and Iraq have held several secret bilateral meetings over the past few weeks in Vienna and possibly Geneva, according to several officials who asked not to be identified.

These talks followed a highly unusual exchange of letters between Mr. Hussein and Mr. Rafsanjani about two months ago that was described by Mr. Pérez de Cuéllar as an extremely positive movement.

UN officials and Arab diplomats here also noted in private that what they described as regional conditions in the Middle East have persuaded both countries that it is time to end their conflict.

Among these is the apparent withdrawal of both superpowers from backing one side against the other, and the rising tone of the confrontation between Israel and Iraq that has led Mr. Hussein to threaten to "burn half of Israel."

Arab and UN officials said that

Iraq has scored major gains in prestige within the Arab world with its tough stand against Israel at the meeting of Arab leaders in Baghdad a few weeks ago, allowing the Iraqi regime to make some concessions in its talks with Iran.

Iran, according to officials, has vastly improved its ties to the international community, particularly after the devastating earthquake it has suffered, thus strengthening Mr. Rafsanjani in his confrontation with extremist elements in his government who oppose any relaxation of tensions with the West and Arab Gulf countries, including Iraq.

In the past week, for instance, Iran accepted medicine and other emergency supplies from Iraq, allowing Iraqi planes to land in Tehran for the first time in more than a decade.

"Although the two countries' differences are serious and deep, they are not insoluble," Tehran radio said in a commentary on the Geneva talks on Monday, monitored in Nicosia by Reuters.

Türkei Information

6 juillet 1990

Freiheit für Ismail Beşikçi

Sehr geehrte/r Dame, Herr

Wie Sie schon wissen werden, konnte Herr Ismail Beşikçi (Dr. der Soziologie) seine Bücher erst in diesem Jahr veröffentlichen, obwohl er seit 1979 Vorbereitungen dafür traf.

Die Titel dieser Bücher sind:

1. Internationale Kolonie: Kurdistan, ALAN Verlag, Februar 1990
2. Staat, Demokratie und die kurdische Frage, ALAN Verlag, März 1990
3. Eine Organisation, ein Intellektueller und die kurdische Frage, MELSO Verlag, März 1990

Dr. Beşikçi hat bis jetzt zehn Bücher veröffentlicht, die die "kurdische Frage" sowie ethno-soziologische Probleme der kurdischen Bevölkerung behandeln. Auf Grund dessen er die letzten elf Jahre im Gefängnis verbracht hat. Nach seiner letzten Entlassung in 1987 wurde Dr. Ismail Beşikçi am 12. März 1990 wieder verhaftet, aufgrund "Separatistische Propaganda" bezüglich seines Buches "Internationale Kolonie: Kurdistan".

Diese Entscheidung wurde für sein 2. Buch am 4. April und am 18. April für sein 3. Buch wiederholt bestätigt.

Überflüssig ist zu erwähnen, daß ebenfalls alle seine Bücher konfisziert und die verantwortliche Person des ALAN Verlags auch observiert wird.

Die verschiedenen Punkte wurden gegen Dr. Beşikçi hervorgebracht, basierend auf Artikel 142/3-6 des türkischen Strafgesetzbuches, der separatistische Propaganda verbietet. Dr. Beşikçi wurde das erste Mal am 18. April vor Gericht wegen seines 1. Buches über Kurdistan als Kolonie und gab seine 27 Seiten umfassende Erklärung an dieses Gericht. In seiner Erklärung erwähnte Dr. Beşikçi, daß Kurdistan tatsächlich eine Kolonie sei, die einvernahmt und geteilt wurde zwischen drei Staaten und daß noch nicht einmal seine Rechte als Kolonie gewährleistet sind.

Das Gericht verwarf unsere gemeinsame Erklärung von ca 70 Fürsprechern und bestand darauf seine Inhaftierung fortzusetzen.

Dr. Beşikçi wurde offensichtlich zu seiner zweiten Verhandlung, die am 15. Mai stattfand nicht herbeigebacht und in der zweiten Anhörung verließ die Verteidigung die Räume aufgrund der mangelnden Zuhörer, die zugelassen waren und wegen dem zunehmend brutalen Verhalten der Polizei gegen die Menschen, die die Verhandlung anhören wollten und ca. 40 von ihnen wurden inhaftiert.

Es wurden größere, geeignete Räume gefordert und mit Hilfe der Verteidigung protestierte Dr. Beşikçi gegen die Behandlung während seines Transports. (In Handschellen auf dem Weg vom Gefängnis zur Verhandlung.) Und es wurde jedem verboten, ihn zu befragen. Das Gericht stimmte der Suche nach einem besseren Verhandlungsraum zu und verlegte die Verhandlung auf den 25. Juli. Die Anhörung von Dr. Beşikçi bezüglich seines 3. Buches wird am 11. Juli ebenfalls im Staatssicherheitsgericht/Istanbul stattfinden.

den.

Eine Solidaritätskampagne zur Verteidigung der Gedankenfreiheit und Ausdruck des Dr. Beşikçi wurde organisiert ebenso anderer politischer Gefangener, die die kurdische Frage in der Türkei behandeln.

Diese Kampagne wird in verschiedenen Formen geführt, z.B. Unterschriftensammlung an das Justizministerium oder Plakate, Zusammenkünfte, Hungerstreiks und auch studentische Solidarität aus dem Bereich Sozialwissenschaften, Protesttelegramme, eine große Audienz von Anhörern und ein Apell an das Justizministerium, Dr. Beşikçi und andere politische Gefangenen freizulassen usw.

Wie schon berichtet, wurde Dr. Beşikçi in verschiedenen Fällen mit der Anklage behaftet gegen das Gesetz Art. 142/3-6 des türkischen Strafgesetzbuch verstoßen zu haben. Der öffentliche Ankläger verlangt eine Strafe von 22,6 Jahren für das Vergehen, das er begangen hat, indem er seine Meinung zum Ausdruck gebracht hat.

Gibt es Menschen in Ihrem/Eurem Land, die auf Grund ihrer öffentlichen Meinungsäußerung derartig hart bestraft werden? Bitte unterstützen Sie Herrn Dr. Beşikçi in seinem doppelten Kampf für freie Meinungsäußerung und das kurdische Volk.

Sie können Ihre Solidarität bekräftigen oder weiterbekräftigen indem Sie Protestbriefe und Telegramme an den Präsidenten der türkischen Republik Hr. Turgut Özal, an den Premierminister Hr. Yildirim Akbulut und/oder an den Justizminister Dr. Oltan Sungurlu (Adressen siehe unten) schicken oder Sie sind während ihrer öffentlichen Anhörung anwesend, oder damit, daß Sie eine unterstützende öffentliche Meinung in Ihrem Land bilden, in der Form die Sie für angemessen unterstützend halten.

Ich will Ihnen danken für das was sie letztendlich tun und bekräftigen, daß Ihre weitere Solidarität uns sehr willkommen sein wird.

Mit Grüßen etc.

Komitee für Solidarität
c/o RA Serhat BUCAK

Kontaktadressen:
c/o RA Serhat Bucak
Hayriye Tüccari cad. Yapi Han 26
Aksaray/Istanbul
Adresse für Proteste und Apelle:
Staatspräsident Turgut Özal
Cumhurbaşkanlığı/Ankara
Justizminister Oltan Sungurlu
Adalet Bakanlığı/Ankara

P.S.: Übersetzt auf deutsch aus dem engl. von Türkei Informationsbüro.

Bitte Anfragen und Unterschriftenlisten an:
Türkei Informationsbüro, Postfach 910843, 3000 Hannover 91.

Riya Teze, 7. 7 1990 — Р'иа Т'езе, 7-е ийыле с. 1990

ЭМ ДЪЖИН, ГӨМАНЬН, БАШӘР ДЪКЪН

П Ъ Р С А М Л Ә Т И Е

Института марк'сизм—ленинизмея ль р'ех Коммерк'эзия
 ПКТ'С т'ьвдира конференса һ'өмг'фақнейә блм—практике
 „К'өрд ль Т'Р'СС: т'арих у. wө'де һ'а“ дьбыно.

К'өрд шьмө'төкө Р'өһьлатейә һ'өрә қөдимийә. Т'өвгәлийа wанә актив нава т'ариха, Асна Шө-нуб—Р'оваеда һ'өла бөри дөw-рана мө һ'өзарсалийа дөбада һ'атийә к'өвшө. Әwана әмәкәки мөзън кьрьнө нава пешдачуи-на култура һ'өммөрвәйә.

Дөстпека қөр'на XIX паши шөр'е ур'ьс-фарьзайи пешън п'арөкө к'өрдә жь К'өрдстана жь әлиә Иране у Т'урк'наеда п'арөвәкьри һ'атә қөрахе Ур'ьсете-йи Пышнаwказе.

Нава сөдсаллада к'өрдә адрбешчана, әрмәниа у гөршар'а т'өвайи щие т'өзә шөн кьрьн. Р'өwолйусна Октябре қөбул кьрьн чава шөхөле хwөйи ә'зиз, т'өви т'өстиқбуна дивана советие бун.

Сала 1923-а бь т'өшкила шөш нәһ'нед Адрбешчана, ль к'ө к'өрд компакт дьман, бь т'өwақөкьрна В. И. Ленин бь қрара Шөwра комисаред р'өспубликаейә щьмө'тие қөза К'өрдстана һ'атә т'өшкилкьрьне, паше өw бу округа к'өрдайә мләтнейә автоном сьвтә бь мәрк'өза Лачине, паше Шушиә.

Лачинәда бь змане к'өрди дөстбө нәшъркьрна р'өжнөма „К'өрдстана Советие“ бу, Шушиәда техникума к'өрдайә педагогие wөбу, ә'ламөтиед р'адноейә һ'өрг'ьми дьдан, зар'ө бь змане де һ'ин дьбун, к'т'өбөд дәрса, литература политикие у бөдәwөтиә нәшър дьбун. Һ'өму идаред қөза— автономнейә административ ө'мөл дькьрьн.

Салед 30-да т'өwамийа хөба-та т'өви бнәлиед к'өрд дөстпе бу кьрт бу, т'өрк' дан хөбөред „к'өрд“, „К'өрдстана Советие“ бөжън, р'өқөма бнәлийа дөстпе бу эп'өщәйи кьрт бу.

Р'өпреснаед салед 30-и гһ'ан-днө we йөкө, wөки салхнөмед т'өмәрикьрида шөфаед һ'өсабкьрна бнәлийада к'өрд к'өтнө бьн

грифа „у мләтед майин“. Аси-милһ'аснакьрна к'өрдә қөwин бу. Мө'ниә — сала 1937-а зөре щидөрхьстьна wан бу жь Адр-бешчана у Әрмәнистане, ле жь сала 1944-да жь Г'өршстана бөр-бь р'өспубликаед Асна Орт'ө у Қазахстана.

К'өрд һ'өтани к'өтасийа салед 50-и һ'әле һ'өг'санкьрида бун — сәһ'әта комендантие, һ'өсабкьрна мөхсус — бөй өх-тийарийа чуйина щики майин жь һ'өдуде щие майина хwөйи мөхсус... Хөдане ван хөта, кь пеншсалнеда сьргун кьрьбунә Қазахстана, һ'өр т'өне паши гө-лөк бөрбьрибуна жь комендату-рае изн стөнд һ'өр'ө бона ин-ститута Кьзл—Ордаейә педаго-гиеда һ'инбө. Бона бь щур'өки хwө жь пөйк'өт'ьна, бөһ'өрмөткь-рьне, р'өпресна хwөйкьн, изне бьстиньн щийада һ'өр'ьн, һ'өр'ьн щиед майин һ'инбьн, пешө'ниед Шөр'ө wөт'әниейи мөзънда т'ө-ви ө'мөлед шөр'вание бьн, гөлөк мөщбур бун хwө мләтөки майин ө'нвисьн.

Һ'а к'өрдөд Т'Р'СС нөһ р'өс-публикада гөндөд башқө—баш-қөда бөла бунө, чь кь мқабьли щур'ө жийина щьмө'тейә т'өби-һ'өтийә у дьг'һ'инә һ'өддана т'ө-рих, култура, зман, ө'рф—ө'дет у өт'носа we.

Бадьһ'өwа нинө Платформа ПКТ'С дәрһ'өқа пьрса мләтиәда, кь пленума Коммерк'эзия ПКТ'С сентйабреда (с. 1989-а) һ'атийә қөбулкьрьне, те гөт'не: „Һ'өму мөщала қөбулкьн бона сафикьрна проблема т'өг'өред Қриме, алмана, һ'уна, к'өрдә, кореед советие, т'ьрк'ед Мөсхе-т'е у ед майин“.

К'өтасийа сала 1989-а Дек-ларасна Совета Т'Р'СС т'өwрө-бьнд һ'атә қөбулкьрьне „Дәрһ'ө-қа нақьрьна актөд р'өпреснаед мқабьли wан щьмө'та, кь зөре жь щие wаң дөрхьстьнө чава ед нөзакони у гөнөк'ари у бө-хофкьрна өхтийариед wан“.

Сайа we йөкө р'астһ'ат'ьнед к'өрдөд советиейә колектив дәрбаз бун. Москваеда һ'өмщвина щь-мө'та к'өрдөд советиейә һ'имда-нинейә пешън дәрбаз бу, кь ор-ганөд комитеа к'өрдайә „Йөк-бун“ ө һ'өмг'фақнейә сәрөквани-кьр бжарт.

Һ'а Москваеда мәрк'өза кул-тура к'өрдә ө'мөл дькө. Әрмә-нистанәда, к'ижан һ'өсаб дьбө пешдабьра сивилһ'асна к'өрдә-йә майийә мөзън, wө'дө башқө-кьрьнө бона ө'ламөтиед р'адное-йә һ'өрт'ьми, сексия нвиск'арөд к'өрдә йа Т'фақа нвиск'ара ө'мөл дькө, п'ара к'өрдзание йа ин-ститута академия Р'СС Әрмәни-станейә өлмайә р'өһьлатзание бь ө'франдари дьхөбьтө, һ'өвал-тийа к'өрдайә мләтиә—култу-рийейә „Р'ө“ һ'атийә т'өшкилкь-рьне. Г'өршстанәда, хөжь төат-ра к'өрдайә щьмө'тиә, р'өдак-сия ө'ламөтиед р'адное, мәрк'ө-вөд т'өзө һ'ат'ьнө т'өшкилкьрьне бона дахбьлқандьн у пешдабьр-на култура к'өрдә. Адрбешча-на, ль Бөк'уе, мәрк'өза култу-рийейә wөсазбуийи дөстпе кьрийә бь активи дьхөбьтө.

Қазахстанәда һ'өвалтийа „Йөк-бун“ ө политикие у културие—р'онкайә һ'атийә сазкьрьне, к'и-жане мәрәм данийә пешийа хwө алик'арие бьдө дахбьлқандьна принципөд лениние дәрөща по-литика мләтиәда у сазкьрна қөwөлед лазьм бона т'ам р'аз-кьрна р'өwәщөд к'өрдә. Ле бо-на дахбьлқандьна култура, зман у т'ариха мләтиә лазьмө диса эп'өщө проблема сафикьн. Тө-ләбөхтр'а, к'өрдөд советие нь-карьн сөрканиед wөлатөд дәрө-кө бьднө хөбтандьне р'уе we йө-көда, wөки нвисара ө'рөби у латини ньзаньн. Wөлатө мөда бона к'өрдә сала 1921-е өлифба һ'атә сазкьрьне, пешие сәр һ'и-ме б'өрфөд өрмөни, паше, сала 1927-а, сәр база өлифба латини, ле жь сала 1945-да һ'атийә гө-һ'астьне сәр өлифба ур'ьси—чөнд нишанөд латинийә спөси-фик сәрда зөдө кьрьнө. Р'уе we йөкөда жи 25—30 миллион к'өр-

дэд вэлатэд дэрэкэ нькарьн дөвлөмөндтийа к'ордэд советиейэ р'өһаннер'а бьбын нас. Лема жи проблемекэ фэрз эвэ, вөки дэрбази графика латини бьн, чь кб we к'омөкө бьдэ һөвддөвлөмөндкьрьна we щьмө'те, кб р'егьонед дьнйаейэ башцө—башцө да дьжи.

Иро сафикьрьна пьрса к'орда дьса чэтын буйэ. Эз цөвмандьнед ль Адрбещане у Эрмөнистане, конфликтед орт'а мләта р'егьонед вэлэтэ майинда бөр ч'э'ве хвө һьлтиньм. Готи хвө мбкбр' бен, вөки ө'мөлед ван эк'стремиста эп'өщөйи зийане дьдэ зедэбуна хвөфө'мкьрьна к'ордайэ мләтне, кб дьцө'диньн

бь нишана дин—п'өбандьне п'ирэ—п'ирэбуне бькнө нава к'ордэд советие. Ле дьхвэзи бавөр бьки, вөки политика ПКТ'С мләтне we к'омөкө бьдэ мрөбьлиһөвбуна бьднө һьлдане, we аза пешдачуйина п'өму щьмө'тед вэлате мөйи мөзьн бьдэ бөхофкьрьне. К'орд жи бь we гбмане дьжин.

Н. НАДИРОВ.

Академик академия Р'СС
Қазақстанейэ блма, сөдре
комитеа конференсейэ
г'өшкьндарие.

Баж. Алма—Ат'ае.
 („Правда“, 30-е ийүне сала
1990-и).

AL-HAYAT, 9. 07. 1990

نحو تعددية حزبية وحرية أوسع للصحافة

القيادة العراقية تقر جزءاً من مشروع الدستور الجديد

البعث وإعطاء حرية أوسع للصحافة. وتوقعوا احياء الحزب الوطني الديمقراطي وحزب الاستقلال، اللذين كانا حليفين لحزب البعث وحظرا قبل نحو ٣٠ عاماً. وبين الجماعات المحظورة ايضاً الحزب الشيوعي الذي انضم الى حزب البعث والحزب الوطني الديمقراطي وحزب الاستقلال في اطاحة الملكية واقامة الجمهورية عام ١٩٥٨. وكان سعدي مهدي صالح رئيس المجلس الوطني قال في وقت سابق من العام الحالي ان الدستور الجديد سيعطي حريات صحافية أوسع. وتدير الحكومة ثلاث صحف يومية عربية وصحيفة يومية تصدر بالانكليزية.

وكانت صياغة المشروع أوكلت في شباط (فبراير) ١٩٨٩ الى لجنة يرأسها نائب رئيس مجلس قيادة الثورة عزت ابراهيم. وصرح القادة العراقيون ان المشروع سينص على تحرير النظام السياسي واقامة تعددية حزبية. ويوجد الآن الى جانب حزب البعث حزبان مرخص لهما في العراق، وهما الحزب الديمقراطي في كردستان العراقية وحزب الثورة في كردستان. وتشكل الأحزاب الثلاثة الجبهة الوطنية التقدمية التي يقودها البعث. وقال مسؤولون في بغداد امس ان العراق صاغ مشروع دستور أكثر تحراً من شأنه السماح بقيام أحزاب سياسية أخرى غير حزب

■ بغداد - أف ب، رويتر - أفادت وكالة الأنباء العراقية ان اعضاء مجلس قيادة الثورة والقيادة القطرية لحزب البعث، أعلى هيئتين قياديتين في العراق، اجتمعوا مساء أول من امس السبت برئاسة الرئيس صدام حسين للبحث في مشروع الدستور العراقي الجديد. وأوضحت الوكالة ان القيادة العراقية صادقت على الجزء الأول من المشروع وسيعرض قريباً على مجلس الوزراء والمجلس الوطني (البرلمان) وهيئات أخرى قبل اعلانه. ويذكر ان الرئيس العراقي اعلن في شباط (فبراير) الماضي ان مشروع الدستور سي طرح قريباً للاستفتاء الشعبي.

عمليات رمضان المكثفة بمقارعة المتطرفين الاكراد الذين يقودهم قاسمelo.

تكررت الزيارات وكان الزائر رحيمي بعدد مخاطر قاسمelo امام الطالباني ويعتبره لغماً قاتلاً في الجبل المحيطة بعدن نقده ورضائية، ولا بد ان تكون هناك فكرة ما قد لعت في ذهن الطالباني عندما وافق على التوسط في مباحثات ايرانية مع قاسمelo بعد الحاح من رحيمي، رغم انه تنبه الى ان زائره لا يضر خيراً لقاسمelo.

في العام ١٩٨٩ بدأت المفاوضات في شقة في فيينا تملكها سيدة نمسوية معروفة من قبل كردي عراقي مقيم هناك اسمه فاضل ملا محمود رسول وهو يحمل الدكتوراه في العلوم السياسية وصديق شخصي لجلال الطالباني.

كان جلال الطالباني يحضر جميع الاجتماعات وكان يسمع مطالب قاسمelo بالحكم الذاتي من مفوضيه الايرانيين ويسمع مطالب الآخرين في ترتيب بعض الحقوق القومية للاكراد، كما كان جلال الطالباني يستمع الى رد الجانب الايراني المتصلب والمتعنت.

لم يكن قاسمelo يدرك ان مفوضيه عناصر مكلفة باغتياله بالتعاون مع ابن جلدته جلال الطالباني. وهكذا لم يتوصل الجانبان الى نتيجة في الاجتماع قبل الاخير الذي عقد في الثاني عشر من تموز (يوليو) ١٩٨٩.

وفي اليوم التالي - الثالث عشر من تموز (يوليو) كان الاجتماع يضم خمسة اشخاص بدلا من ستة كما جرت العادة من قبل. فقد تخلف جلال الطالباني وكان حضور الاجتماع من الجانبين، عن الجانب الايراني حاجي مصطفى مسؤول مخابرات اذربيجان الغربية الايرانية ومحمد جعفري (رحيمي) وشخص ثالث كان يقف عند ابواب الشقة وباستمرار خلال المفاوضات اسمه منصور.

اما عن الحزب الديمقراطي الايراني فقد كان الدكتور عبدالرحمن قاسمelo وعبدالله قادري مسؤول تنظيمات اوربوا للحزب المذكور اضافة الى الدكتور فاضل ملا محمود رسول، وبعد بضع دقائق من بدء الاجتماع اطلق حاج مصطفى الرصاص على قاسمelo فارداه قتلاً واطلق رحيمي الرصاص على عبدالله قادري فقتله في حين اشتبك الدكتور فاضل ملا رسول مع رحيمي فجرح الاثنان.

السلطات النمساوية التي لقت القبض على رحيمي الذي لم يتمكن بسبب جروحه من اللحاق بزميليه الهاربين حاجي مصطفى والحارس منصور فضلت عدم المضي في التحقيق خشية تصدع علاقاتها مع ايران، وهكذا اطلقت سراح رحيمي وسمحت للثلاثة بمغادرة السفارة الايرانية الى المطار ثم ايران.

هكذا قتل عبدالرحمن قاسمelo بتخطيط بارع من ابن قوميته جلال الطالباني، ويمثل هذه الطريقة تخلط الاوراق وسط هذا الولاء المبعثر وتتبدد امال الاكراد في الحصول على اية حقوق في ايران بينما جلال الطالباني مازال محتفظاً بمسكنه في ايران من دون ان يابه بماساة قاسمelo واثارها.

باريس - «التضامن»



الطالباني يحدث ممثله في اوربوا شاراد جميل صائب امام مبنى الكونغرس الاميركي



الاكراد يشيعون قاسمelo

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

FRFR

FRAD446 4 I 0346 FRA /AFP-BP33

Kurdes-Autriche

L'Autriche invitée à révéler l'identité des assassins d'Abdul Rahman Ghassemlou

PARIS, 10 juil (AFP) - Une quarantaine d'intellectuels, écrivains et responsables d'organisations non gouvernementales de différentes nationalités ont sévèrement critiqué l'Autriche pour ne pas avoir publié les résultats de l'enquête sur l'assassinat, le 13 juillet 1989 à Vienne, d'Abdul Rahman Ghassemlou, Secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et de deux autres responsables kurdes.

Dans un appel rendu public mardi à Paris, ces personnalités ont demandé que "toute la lumière soit faite sur cette affaire" et que "Jes organisateurs de ce triple assassinat soient désignés à l'opinion internationale et traduits devant la justice".

Ils ont déploré que "le gouvernement autrichien n'ait ni révélé la vérité, ni mis en oeuvre tous les moyens dont dispose un Etat de droit afin que la justice poursuive sans entraves son action".

Abdul Rahman Ghassemlou, Abdullah Ghaderi-Azar et Fadel Rassoul avaient été assassinés à Vienne alors qu'ils négociaient avec des représentants iraniens pour trouver une solution pacifique au problème kurde.

Le PDKI avait rejeté la responsabilité de cet assassinat sur le gouvernement iranien.

Cet appel, signé notamment par Elie Wiesel, Prix Nobel de la Paix, Maxime Rodinson, directeur d'Etudes à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (Paris), Kandal Nezan, directeur de l'Institut Kurde de Paris, Daniel Jacoby, Président de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, a été rendu public à l'occasion d'une conférence de presse tenue, pour le premier anniversaire de cet assassinat, par Hélène Ghassemlou, veuve du dirigeant kurde assassiné.

Dans un violent réquisitoire contre les autorités autrichiennes et "les autres pays démocratiques" accusés d'"hypocrisie" et de "reniement de leurs principes de lutte contre le terrorisme d'Etat pour des raisons mercantiles", Mme Ghassemlou a rejeté une nouvelle fois la responsabilité du triple assassinat sur le gouvernement iranien.

mn/cgd

idf

AFP 101948 JUL 90

Libération, 10 juillet 1990

AUTRICHE

Black-out austro-iranien sur un triple meurtre

L'assassinat, il y a un an à Vienne, de trois opposants kurdes au régime de Téhéran n'est toujours pas éclairci. Seule certitude : les suspects iraniens ont, à l'époque, bénéficié d'étranges facilités pour quitter le pays. Et les policiers viennois déploient davantage d'efforts à étouffer l'enquête qu'à la faire progresser.

Vienne, envoyé spécial

Le 13 juillet 1989, trois personnalités kurdes étaient assassinées à Vienne, Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), Abdullah Qaderi-Azar, représentant du PDKI en Europe, et Fadhel Rassoul, un professeur originaire du Kurdistan d'Irak mais de nationalité autrichienne. C'était il y a un an, et l'affaire est aujourd'hui au point mort. Les responsables autrichiens semblent surtout soucieux d'oublier ce tragique épisode. Le journaliste étranger qui tente d'en savoir plus ne rencontre, au niveau officiel du moins, que des portes closes, nous en avons fait l'expérience. La semaine dernière, le D' Said, qui avait succédé à A.R. Ghassemlou à la tête du PDKI, a demandé plusieurs audiences aux ministres autrichiens concernés pour évoquer l'affaire. On lui a conseillé de reporter sa visite à septembre prochain...

La presse autrichienne a tiré un trait sur l'histoire, et bien rares sont ceux qui, en Autriche ou ailleurs, se battent pour que l'affaire ne soit pas classée. La personnalité exceptionnelle du D' Ghassemlou lui vaut encore quelques hommages posthumes, mais pas au point, il faut croire, de lui rendre justice et, à défaut de pouvoir les châtier, au moins de désigner clairement ses assassins. Tout au long de cette semaine, à Paris et à Vienne, plusieurs manifestations tenteront de rouvrir un dossier que tout condamne au silence et à l'oubli. Mais, comme nous le confiait lucidement Hélène Ghassemlou, l'épouse du leader kurde, « ce premier anniversaire est aussi l'ultime occasion d'en parler et d'agir pour que justice soit rendue, après il sera trop tard ».

A.R. Ghassemlou et A. Qaderi étaient venus dans la capitale autrichienne pour négocier avec des émissaires du gouvernement iranien, le professeur Rassoul ayant servi d'intermédiaire pour organiser ces conversations. Elles n'étaient pas les premières. En décembre et janvier déjà, les deux parties s'étaient rencontrées à Vienne pour tenter d'aboutir à une solution politique au Kurdistan iranien après dix années de guerre quasi ininterrompue, selon les princi-

pes du PDKI résumés dans le slogan « Autonomie pour le Kurdistan, démocratie en Iran ». Après la mort de Khomeini, la marge de manœuvre semblait plus large au D' Ghassemlou, qui a donc accepté de rencontrer une nouvelle fois, toujours en secret, les émissaires de Rafsandjani.

Des retards inexplicables

Les conversations, qui avaient commencé le 12 juillet à Vienne devaient s'achever le lendemain. C'est donc à l'heure des conclusions, au moment où les deux délégations allaient se séparer, que le crime eut lieu. Si, dans les heures qui suivirent, plusieurs hypothèses furent évoquées, le mystère

de la mission, était hospitalisé ; de son côté, Bozorgian avait été interpellé devant l'immeuble où se tenait la réunion, quelques minutes après le triple meurtre.

Les deux hommes furent interrogés. Leurs versions des faits se contredisaient, et leurs explications étaient démenties par les constats des policiers. Les présomptions pesant sur les deux hommes étaient de plus en plus lourdes. L'un des policiers responsables de l'enquête avait même déclaré aux proches de l'une des victimes que, s'il s'était agi d'une affaire criminelle « ordinaire », ces présomptions auraient justifié largement l'arrestation des suspects. Il faut croire que



Obsèques à Paris d'Abdul Ghassemlou, en juillet 1989.

ne dura guère. L'enquête policière ne laissait pas la place aux doutes, les tueurs n'étaient autres que les émissaires venus de Téhéran. Il n'en fallut pas moins attendre le 28 novembre 1989 pour que les autorités de Vienne délivrent des mandats d'arrests internationaux contre Mohammad Jafar Sahraroudi (alias Rahimi), Hadji Mostafawi (alias Ajvadi ou Lajeverdi) et Amir Mansour Bozorgian.

A ce moment, les trois hommes étaient hors d'atteinte. Mais ils ne l'avaient pas toujours été. Si l'un d'eux, Mostafawi, avait disparu le soir du 13 juillet, les deux autres étaient non seulement toujours à Vienne mais entre les mains de la police autrichienne. Blessé au cours de l'action, dans des circonstances qui n'ont jamais été éclaircies, Sahraroudi, le chef

cette affaire était tout sauf « ordinaire ». Le 22 juillet, au lendemain de sa sortie de l'hôpital, Mohamed Jafar Sahraroudi quittait Vienne à destination de Téhéran, protégé par une forte escorte autrichienne à la demande de l'ambassade d'Iran. Le chef parti, le n°2 disparu, il ne restait plus à Vienne que le troisième homme, Ahmed Mansour Bozorgian, inaccessible lui aussi derrière les murs de son ambassade. Sous le coup d'un mandat d'arrêt, il lui était interdit de quitter le pays. Pourtant, Ahmed Bozorgian est aujourd'hui, lui aussi, à Téhéran.

Le gouvernement autrichien en a été informé par les autorités iraniennes lors de la visite à Téhéran d'une délégation autrichienne de haut niveau, qui a eu lieu du 20 au 28 juin dernier. C'est du moins ce qui ressort d'une

déclaration du ministère autrichien des Affaires étrangères, selon laquelle, lorsque la question du triple assassinat de Vienne a été abordée à Téhéran, les autorités iraniennes ont répondu : 1) Qu'elles n'avaient rien à y voir. 2) Que les personnes réclamées par la justice autrichienne étaient à Téhéran et disposées à y répondre à toutes les questions. 3) Qu'il n'était pas question de les laisser aller en Autriche.

Les circonstances dans lesquelles nous avons obtenu cette « déclaration » méritent une explication. Elle n'avait pas été rendue publique, en effet, lorsqu'elle nous a été transmise au téléphone, le 2 juillet à Vienne, par business, l'Iran disposant ainsi de puissants moyens de chantage. On sait en tout cas que, dès le commencement de l'affaire, Téhéran n'avait pas hésité à recourir aux pressions et aux menaces pour contraindre les responsables autrichiens à laisser partir Sahraroudi et Bozorgian. Et pas seulement en paroles.

Selon de bonnes sources à Vienne, on a appris notamment que les 15 et 16 juillet 1989, quand Sahraroudi était encore à l'hôpital, deux groupes iraniens de 12 à 16 hommes, militairement organisés, ont débarqué à Vienne, l'un en provenance de Berlin-Est, l'autre d'un pays non précisé mais qui pourrait être la Suisse. Ils étaient tous porteurs de passeports de service et se sont installés dans des hôtels viennois qu'ils n'ont quittés qu'une fois Sahraroudi lui-même reparti pour Téhéran. Les mandats internationaux délivrés le 28 novembre auraient pu l'être bien plus tôt. Il manquait, il est vrai, des pièces essentielles au dossier.

Le test de la paraffine

L'expertise balistique complète, qui établit définitivement que les tueurs n'ont pu venir du dehors comme le prétendait Sahraroudi, n'a été déposée elle-même qu'en novembre. Simple confirmation, en fait : les enquêteurs

avaient tiré les mêmes conclusions en juillet, mais elles n'avaient pas été alors communiquées au procureur de la République, qui renonça à inculper Sahraroudi, faute de preuves.

Le ministère autrichien de l'Intérieur avait lui-même admis que des « erreurs » avaient été commises dans le cours de l'enquête. Elles sont en effet nombreuses, et aggravées par une procédure pour le moins erratique. Ainsi, par exemple, attendit-on vingt-quatre heures pour soumettre Bozorgian au test à la paraffine, qui permet de déceler — mais seulement « à chaud » — des traces de poudre sur les mains d'un suspect, ce même Bozorgian qui bénéficia ensuite d'un mandat d'arrêt à éclipses.

« A ce stade malheureusement, nous ne pouvons que constater la gravité de ces erreurs », affirme pour sa part le D^r Weidinger, avocat viennois qui représente Hélène Ghassemilou à Vienne. « La justice ne peut se contenter d'hypothèses et nous n'avons pas la preuve que l'enquête a été délibérément orientée pour ne pas aboutir. » Le D^r Weidinger souligne également que, la justice autrichienne ignorant les procès *in absentia*, l'affaire ne peut donc être jugée tant que les suspects ne seront pas arrêtés. « Mais ceci n'est que l'aspect criminel de l'affaire, ajoute-t-il, et il y a l'autre, qui relève de le D^r Stojan, un des porte-parole du ministère, au nom de M. l'ambassadeur Schmidt, diplomate de haut rang qui avait suivi ce dossier depuis le début et n'avait pu nous recevoir malgré des demandes répétées. Nous n'avons pas pu obtenir d'autres précisions ni, *a fortiori*, de commentaires autorisés, sinon que les « personnes » désignées dans la réponse iranienne étaient bien au nombre de trois, confirmant ainsi que Bozorgian, dont le nom n'est pas mentionné dans la déclaration autrichienne (celui des autres non plus) était lui aussi en Iran. Depuis quand ? Comment a-t-il quitté l'Autriche ? Nous l'ignorons.

Durant l'année parlementaire écoulée,

Peter Piltz, député européen et chef de file des Verts au Parlement autrichien, a posé quarante-deux questions écrites ou orales aux différents ministres concernés par le dossier, sans guère plus de succès. « Il est clair depuis longtemps, souligne-t-il, que le gouvernement veut par tous les moyens étouffer l'affaire, mais il en a été ainsi dès le premier jour, à commencer par l'enquête conduite de manière catastrophique, comme si on ne voulait surtout pas attraper les coupables. Entre la justice et les relations économiques avec l'Iran, notre gouvernement a choisi, et ce n'est pas en faveur de la justice. »

D'autres explications courent à Vienne, qui lient notamment l'attitude des autorités autrichiennes au « scandale Noricum », une affaire de ventes d'armes à l'Iran aujourd'hui entre les mains de la justice, et qui implique, à travers une entreprise autrichienne, des personnalités éminentes tant de la politique que de la politique étrangère. L'Autriche serait parfaitement fondée à la porter devant la Cour internationale de justice, les trois personnes suspectées du meurtre étant des émissaires officiels de l'Iran. » Encore faut-il que le ministère de la Justice autrichien soumette le dossier aux Affaires étrangères ; or, pour le moment, les deux ministères semblent se renvoyer la balle pour surtout n'en rien faire.

« Il n'y a pas d'autre solution que le scandale », estime de son côté Peter Piltz, qui a pris l'initiative de réunir, le 18 juin à Vienne, des juristes et des universitaires autrichiens de renom pour révéler l'ensemble du dossier au cours d'un « procès » public. La petite communauté kurde iranienne de Vienne s'emploie, elle, à réunir des signatures prestigieuses pour proposer la candidature du D^r Ghassemilou au prix Nobel de la paix.

Marc KRAVETZ

Pour plus de détails concernant l'histoire du crime de Vienne, lire *Liberation* du 7 août 1989.

LE FIGARO, 11 juillet 1990

Un entretien avec le président irakien

Saddam Hussein au « Figaro » : moi, un ennemi de l'Occident ?

- C'est la première interview, depuis de nombreuses années, que le président irakien accorde à un quotidien européen ● Le raïs se pose en nouveau champion des Arabes face à Israël ● Différend financier avec la France : « Nous ne sommes pas responsables » ● Carpentras : « Cette profanation est un acte barbare et inhumain ».

Personnalité puissante et parfois inquiétante, Saddam Hussein domine depuis plus de vingt ans l'histoire de l'Irak, l'un des États les plus riches et les plus dynamiques du Proche-Orient.

En Occident, il a une réputation de « bête noire ». Conséquence des nombreuses « affaires » qui lui sont reprochées : destruction de villages kurdes, exécution d'un journaliste de l'Observer, achat d'un canon géant...

Quel parcours ! Il a vécu ses premières années comme un petit paysan dans la plaine brûlante de la Mésopotamie, quelque part au nord de Bagdad...

Révolutionnaire : Saddam Hussein est blessé en 1959 en attaquant la voiture de l'homme fort de l'époque, le général Kassem, celui qui avait renversé la monarchie hachémite. Il fuit. En Syrie, puis au Caire.

Militant : il entre au Parti Baas arabe et socialiste, dont le fondateur était Michel Aflak, un Syrien, ancien de la Sorbonne. Il en gravira successivement les échelons.

Dauphin : lorsque le Baas prend le pouvoir en 1968 avec le général Hassan el-Bakr. Il deviendra rapidement le chef incontesté du pays, respecté mais redouté.

La guerre dans laquelle il fait basculer son pays en septembre 1979, après maintes provocations iraniennes, compromet gravement le programme de modernisation. Elle durera huit ans. Mais les Irakiens de confession chiite ne trahiront pas. Le soutien de l'URSS et de la France, les capacités de l'industrie d'armement, dont les missiles atteindront Téhéran, et la brutalité des méthodes (emploi des gaz) auront raison de la combativité iranienne.

C'est dans l'ancien palais, sévèrement gardé, de l'Assemblée nationale que Saddam Hussein reçoit. Les mesures de sécurité sont strictes. Le président accueille l'envoyé spécial du Figaro dans un salon : tapis à dominante bleue, paravent de laque noire. Souriant, Saddam Hussein est assis dans un fauteuil. Il raconte l'Irak d'avant la révolution de 1968, lorsque 70 % de la population était analphabète. Il s'explique aussi sur ses méthodes autoritaires : « La fermeté était nécessaire pour une minorité de la population qui quelquefois essayait d'entraver l'application des décisions de la majorité. »

La voix est posée, calme. La silhouette carrée, un peu lourde. L'essentiel, ce sont les yeux qui ne lâchent pas l'interlocuteur, des yeux noirs, pas méchants mais intenses présents.

C. L.

LE FIGARO. — L'Union soviétique étant accaparée par ses problèmes internes, les États-Unis deviennent de ce fait la seule superpuissance. Notamment au Proche-Orient. Comment jugez-vous cette évolution ?

Saddam HUSSEIN. — Il est très dangereux que les États-

internationales, c'est quelque chose de grave, et même quelque chose de dangereux. Qu'un seul pays ait le rang de superpuissance constitue un danger pour le monde entier. Revenons au Proche-Orient. Si les États-Unis y sont la seule superpuissance, la liberté des Français, des Anglais, des Japonais et même, à l'avenir, de

sont permises à certains pays, mais pas à d'autres. Que ce soit dans le domaine de la science, de la technologie, de l'acquisition ou de la fabrication des armements, et même au niveau de la souveraineté.

— Monsieur le Président, vous faites depuis six mois la une de la presse internationale. De façon flatteuse quand vous lancez la fusée al-Abid, qui est capable de mettre des satellites sur orbite. En provoquant la peur quand vous évoquez l'éventualité de dramatiques représailles chimiques contre Israël. En choquant quand vous refusez la grâce du

journaliste de l'« Observer » Feyzal Barzoff, exécuté le 15 mars dernier à Bagdad. Il y a un « mystère Saddam ».

— Si la presse occidentale voit Saddam Hussein à travers les trois thèmes que vous avez évoqués, c'est qu'il parle sans détour. Certains milieux occidentaux sont irrités ou embarrassés par la franchise avec laquelle nous nous adressons à l'opinion publique irakienne et arabe.

— N'empêche, les « affaires » des derniers mois ont conduit certains media occidentaux à vous dépeindre comme l'« homme dangereux du Proche-Orient », voire comme l'« ennemi de l'Occi-

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAUDE LORIEUX

Unis soient aujourd'hui la seule superpuissance. C'est une menace pour le monde entier. Pas simplement pour les Arabes et leur région.

Nous ne formulons pas ce jugement par haine des États-Unis ou parce que nous avons des arrière-pensées contre ce pays. Non, nous procédons seulement à une analyse objective de la situation, telle que nous la voyons. Et je vous assure que notre appréciation serait la même si nous parlions d'un autre pays que l'Amérique.

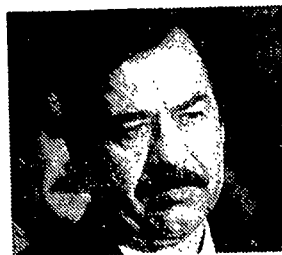
Confier le pouvoir à une seule personne ou à un seul parti, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou dans les relations

l'Union soviétique va s'en trouver réduite. Car les États-Unis, en dominant les sources d'énergie du Proche-Orient, vont peser sur le développement de ces pays.

— L'Irak supporte mal les contraintes ?

— Je constate une grande contradiction entre les déclarations et les comportements des Occidentaux. En fait, j'ai du mal à les comprendre. Ils parlent de liberté et de démocratie, mais ils s'attaquent à cette liberté — j'allais dire : ils la tuent — quand un pays qui n'est pas occidental use de cette liberté pour manifester sa fierté, sa souveraineté.

En fait, il y a des choses qui



« Enlevez les lunettes noires des influences sionistes. »

dent ». Vous reconnaissez-vous dans cette image ?

— Nous sommes bien sûr navrés de voir que les media occidentaux s'abaissent jusqu'à affubler de tels adjectifs des gens qui ne le méritent pas. Saddam Hussein, ennemi de l'Occident ! Quand a-t-on découvert cela ? Il y a tout juste quelques mois. Quant à la formule l'« homme le plus dangereux », elle vise à exciter, à provoquer la haine, à mobiliser les esprits.

Mais, bien que nous soyons désolés d'entendre de tels qualificatifs, ce qui compte, pour nous, c'est l'opinion de notre peuple et de la nation arabe. Or vous savez que le peuple irakien et la nation arabe ne nous jugent pas comme la presse occidentale, en particulier celle qui est influencée par le sionisme.

Il s'agit donc d'une campagne récente. Elle a commencé après notre victoire contre l'Irak. Les media et les cercles sionistes ont pris conscience du potentiel irakien. Ils ont compris qu'en conjonction avec celui de nos frères arabes il contribuerait efficacement à empêcher les sionistes de poursuivre leur politique d'expansion et de conserver les territoires arabes usurpés, y compris ceux des Palestiniens.

L'Irak et Saddam Hussein ne sont pas un danger pour l'Occident qui a exprimé clairement son intention d'établir des relations complètes et équilibrées avec les pays arabes.

L'Irak et Saddam Hussein ne sont dangereux que pour ceux qui ont conçu des plans expansionnistes et qui attendent le bon moment pour les appliquer aux dépens des Arabes.

Permettez-moi de vous parler avec franchise, même si je sais que ma franchise est parfois gênante. Je vous dis à vous autres Occidentaux : pour voir les couleurs du monde tel qu'il est, enlevez vos lunettes noires. Ces lunettes, ce sont les influences sionistes sur vos media, sur votre presse, sur vos investissements financiers dans votre propre pays, sur les élections de vos présidents, sur la désignation des responsables du gouvernement de votre pays. Si vous n'agissez pas ainsi, vous ne serez jamais libres.

— Pendant plusieurs semaines, la France a été sous le choc de la profanation d'un cimetière juif à Carpentras. Qu'avez-vous pensé de cette mobilisation ?

— Cette action va à l'encontre de nos traditions, de nos principes, des valeurs de notre civilisation et de notre religion. Il s'agit d'un acte barbare, inhumain, qui reflète une sorte de négation de l'exis-

tence de Dieu. Profaner un cimetière est interdit par la religion, mais exhumier un corps c'est, comment dirai-je, un acte d'une grande lâcheté. Si quelqu'un a des comptes à régler, qu'il les règle avec les vivants, pas avec les morts.

— Vous déclariez le 2 avril : « Si Israël tente quoi que ce soit contre l'Irak, je m'engage devant Dieu à détruire par le feu la moitié de ce pays. » Cette déclaration a contribué à noircir votre image dans la presse occidentale.

— Beaucoup de commentateurs ont oublié le « si ». « Si Israël tente quoi que ce soit contre l'Irak... » Et pourtant, ils savent très bien que le « si » prononcé ce « si », qu'il existe. En fait, je confirme que les Arabes ne sont pas agressifs, mais qu'ils n'acceptent pas d'être agressés, ni de ne pas répondre à l'agression. C'est le sens de notre déclaration du 2 avril.

— Le gouvernement israélien veut stopper l'intifada, la « révolte des pierres » des territoires occupés. Ariel Sharon, le ministre du Logement, vient d'annoncer qu'Israël accueillera « jusqu'à un million de juifs » soviétiques avant la fin de l'an prochain. Qu'en pensez-vous ?

— Je voudrais d'abord vous poser une question. Les Occidentaux s'inquiètent-ils du sort des Arabes, un peuple qui a le droit de vivre, quand ils savent qu'Israël possède la bombe nucléaire et que les Arabes ne l'ont pas ? L'Occident et la presse occidentale ne s'inquiètent-ils pas — d'un simple point de vue humain — quand Israël refuse de restituer à d'autres des droits qu'il a usurpés, Comme le lui demande l'opinion publique internationale ?

En ce qui concerne l'afflux de juifs soviétiques, je vous rappelle qu'au sommet de Bagdad, en mai dernier, les Arabes ont adopté une résolution commune qui a été communiquée aux pays concernés.

En ce qui concerne la volonté du gouvernement israélien d'écraser l'intifada, nous sommes convaincus qu'elle échouera parce qu'aucun gouvernement au monde ne peut écraser la volonté d'un peuple. Nos frères palestiniens, ceux des territoires occupés comme ceux de l'extérieur, sont plus décidés que jamais à continuer l'intifada jusqu'au bout. Prenez le cas de Ceausescu. Il vous servait, à vous Occidentaux, de passerelle vers l'ensemble du monde communiste. Vous avez fait la louange de son esprit tolérant et de ses positions modernes. Il a été votre ami jusqu'aux derniers mois qui précéderent l'insurrection de Roumanie. Eh bien, Ceausescu, avec tous les moyens de sa dictature, a-t-il pu écraser la volonté du peuple rou-

main quand celui-ci a voulu jouir de la liberté ? Non ! Alors, comment voulez-vous que le gouvernement d'Israël parvienne à écraser la volonté des Palestiniens ?

— Vous avez la réputation d'un chef d'État moderne. Pendant huit ans de guerre contre l'Irak, vous avez combattu, selon votre expression, « une expérience inquiétante et barbare ». Vous venez d'offrir un terrain pour la construction d'une cathédrale chrétienne à Bagdad. Mais, le 12 mars, le Conseil de la révolution nationale a adopté un décret qui prévoit que « qui tue avec préméditation sa mère, sa fille, sa cousine ou sa nièce coupable d'adultère ne sera plus poursuivi ».

— Tout d'abord, pourquoi mettez-vous le chef de l'État en cause dans cette affaire. Vous le dites vous-même, ce décret a été voté par l'Assemblée nationale qui représente le peuple et qui a été émise de manière démocratique. Ensuite, vous devriez savoir que le chef de l'État a fait usage de ses prérogatives pour arrêter la procédure et empêcher l'application de la résolution. Les deux décisions, celle du Conseil de la révolution et celle du chef de l'État, ont été publiées au Journal officiel.

C'est le premier aspect du problème. Passons au second. Chaque pays a ses traditions. Il faut les respecter, car elles représentent l'héritage de chaque nation.

Je vais vous donner un exemple. Lorsque les Britanniques ont promulgué des lois qui autorisent l'homosexualité, nous n'avons pas fait d'objections. Pourtant, notre religion interdit l'homosexualité. Nous n'avons pas protesté non plus contre la dégradation morale dans les pays occidentaux. C'est elle qui a conduit au Sida dont la cause est précisément l'homosexualité. Cette maladie porte atteinte non seulement aux pays concernés mais à l'humanité tout entière. Il faut ajouter que nous vivons ici en Irak avec des lois modernes.

— Passons à vos relations avec l'Irak. Pour la première fois depuis plus de dix ans, des avions irakiens se sont posés à Téhéran. Ils apportent des secours pour les victimes du tremblement de terre. Le président Rafsandjani vient de vous en remercier. Les deux minis-

tres des Affaires étrangères, MM. Tarek Aziz et Ali Velayati, ont eu un premier tête-à-tête il y a quelques jours à Genève. Croyez-vous que l'Irak veut un accord de paix ?

— Les Iraniens, et en particulier le président de la République, M. Rafsandjani, semblent disposés à répondre favorablement à notre initiative, en vue d'une rencontre au sommet. Je crois que les Iraniens sont maintenant prêts à discuter sérieusement pour aboutir à un règlement rapide, complet et définitif, des problèmes qui existent entre nous. L'objectif étant d'arriver à une paix durable et permanente entre nos deux pays.

— Un sommet Saddam Hussein-Hachemi Rafsandjani est donc possible dans les trois mois ?

— On ne peut pas encore parler des chances ni de la date d'une telle réunion. Il faut que les deux parties se mettent d'accord.

— La négociation risque d'achoper sur la définition de la frontière dans le Chatt al-Arab, l'estuaire commun du Tigre et de l'Euphrate ?

— La question du Chatt al-Arab n'est pas la seule où il y ait divergence d'opinion entre nous et l'Irak. D'autres problèmes sont en suspens. Tous ces sujets seront traités dans le cadre de la solution politique à laquelle nous espérons arriver.

Notre priorité, c'est d'instaurer la paix. Il s'agit d'obtenir qu'il n'y ait pas d'ingérences dans les affaires de l'autre. Qu'aucune partie n'essaie d'imposer ses choix à l'autre. Il est donc important que les deux États s'engagent sur un accord et qu'ensuite ils le respectent.

Cet accord doit avoir la forme d'un contrat. On ne doit pas le prendre morceau par morceau. Ce doit être un contrat global qui englobe la solution de tous les problèmes en suspens. En outre, ce contrat, ou, si vous préférez, cet accord, doit indiquer clairement les droits des deux parties et leurs obligations, de manière que la résolution sur la paix soit une résolution définitive.

— Feyzal Barzofi a été pendu. D'un point de vue strictement politique et diplomatique, ne regrettez-vous pas d'avoir refusé sa grâce ?

— Si l'Occident n'avait pas adopté dans cette affaire une position injuste, qui représentait pour nous une tentative intentionnelle d'humilier l'Irak, le chef de l'État aurait pu envisager de faire usage de son droit de grâce. Même si nous estimions que le verdict était juste et correct. Nous avons gracié d'autres condamnés dans le passé.

Mais, quand nous avons constaté de la manière la plus

« Israël possède la bombe nucléaire, les Arabes non. »

claire que certains milieux essayaient d'exploiter cette affaire pour humilier l'Irak et pour l'obliger à faire davantage de concessions, nous avons alors décidé de ne pas faire usage du droit de grâce et de maintenir ce jugement correct et juste.

— Est-il exact qu'Abou Nidal, qui avait dû quitter l'Irak en 1983, y soit à nouveau installé ? Ou qu'il s'apprête à le faire ?

— Abstraction faite de ce qui a pu être écrit par tel ou tel journal à ce propos, je vous dis en toute franchise que tout Arabe est le bienvenu à Bagdad, s'il veut y vivre en exil et y trouver son refuge. Et cela, quelle que soit l'opinion que certains États ont sur lui...

Mais il y a une différence entre faire de Bagdad un refuge où vivre tranquillement, et y agir d'une manière qui soit contraire à nos principes et à notre politique. Notamment les accords que nous avons conclus sur le plan international.

— Et la France. Elle a pris des risques en vous soutenant dans votre guerre contre l'Iran. Aujourd'hui, on a l'impression d'un désenchantement. L'Irak se plaint d'un manque d'empressement des Français. Et la France a l'impression d'être pénalisée par l'énorme dette

irakienne à son égard.

— La France n'avait pris aucun risque. La preuve en est que la France n'a rien perdu. Au contraire, elle a beaucoup gagné en soutenant l'Irak parce qu'elle soutenait aussi la justice. Elle a aussi amélioré la réputation de ses armements et elle a rendu son amitié plus crédible. La réputation qu'elle avait acquise grâce à ses relations avec l'Irak l'a aidée dans ses relations avec tous les pays arabes.

L'Irak aussi avait pris des risques, avant la France, en prenant, dès 1972, l'initiative de nouer des relations économiques privilégiées avec la France. Et nous avons élargi le champ de ces relations à un grand nombre de domaines, y compris, dès 1974, à la fourniture d'armes. Ces relations, savez-vous, ne faisaient pas plaisir à certains pays, comme l'URSS, qui est un pays ami de l'Irak, ou les États-Unis.

Nous avons toujours insisté pour consolider ces relations franco-irakiennes. Quant au contentieux financier avec Paris, l'Irak n'en est pas responsable. Les responsables du problème actuel, ce sont les spécialistes, les experts français.

Sur ce sujet, nous voulons trouver une solution le plus tôt possible pour que cette im-

passé persistante ne fasse pas obstacle à l'élargissement des relations économiques entre nos deux pays. Mais les Français doivent se méfier de certaines interventions qui font obstacle à une solution.

— Vos relations avec Jacques Chirac avaient marqué le printemps des rapports franco-irakiens. Avez-vous gardé le contact avec l'ancien premier

ministre de Valéry Giscard d'Estaing ?

— Je respecte toujours M. Chirac. Malgré les critiques dont il a fait l'objet dans certains milieux arabes en raison de quelques prises de position hâtives au cours de la campagne électorale de 1988. Elles avaient nui à son image et à l'estime que lui portaient les Arabes.

Nous considérons M. Chirac comme un ami, de même que d'autres hommes politiques français. Nous sommes soucieux de garder avec eux des relations d'amitié, comme d'ailleurs avec tout gouvernement français qui veut poursuivre ses relations de coopération avec l'Irak et les pays arabes. — Vous êtes très fier, dit-on, d'avoir appris à lire à vos compatriotes. Trouvez-vous le temps de lire ? Des livres d'histoire, de politique, des romans policiers ?

— Non, les romans policiers, nous considérons que c'est pour les adolescents ! Mais je crois que chez vous, en Europe, les adultes en lisent aussi. Cela étant, nous continuons de lire. Si un homme ne lit pas et ne lit pas dans tous les domaines de la vie, son esprit se tarit, ses conceptions deviennent étriquées, ses capacités créatrices diminuent. Un responsable de haut niveau ne peut cantonner ses lectures à un seul domaine. Tous les chapitres de la vie sont importants.

Et, en plus, je lis tous les jours une petite revue sur les médias et la presse occidentale.

— Les analyses de cette presse vous plaisent-elles ?

— C'est une bonne lecture. J'y trouve des analyses politiques et économiques intéressantes, encore que parfois un peu boiteuses, notamment en ce qui concerne le Proche-Orient.

Barzof : « Si l'Ouest n'avait pas tenté de nous humilier... »

ministre de Valéry Giscard d'Estaing ?

— Je respecte toujours M. Chirac. Malgré les critiques dont il a fait l'objet dans certains milieux arabes en raison de quelques prises de position hâtives au cours de la campagne électorale de 1988. Elles avaient nui à son image et à l'estime que lui portaient les Arabes.

Nous considérons M. Chirac comme un ami, de même que d'autres hommes politiques français. Nous som-

LE QUOTIDIEN DE PARIS, 11 juillet 1990

Iran : frustrations kurdes

● Soutenu par la Ligue des droits de l'homme, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) continue de se battre pour que l'affaire de l'assassinat à Vienne (Autriche), il y a un an, le 13 juillet 1989, d'Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI, et de deux autres personnalités kurdes ne soit pas enterrée. Partisans d'une solution négociée dans la lutte qui les opposait au gouvernement iranien pour l'autonomie du Kurdistan depuis la fin de l'éphémère République autonome du Kurdistan (janvier-décembre 1946) écrasée par le gouvernement central, ils devaient conclure un accord le jour même avec des émissaires iraniens.

La police autrichienne a rapidement soupçonné ceux-ci d'avoir commis ce triple meurtre, à la suite des témoignages jugés contradictoires de deux d'entre eux (le troisième ayant disparu) et de l'expertise balistique. Le ministère de la Justice n'a cependant pas réagi, expliquant que les résultats de l'enquête lui ont été communiqués oralement et non sous la forme d'un dossier. Les trois émissaires, sous le coup de mandats d'arrêt internationaux depuis le 28 novembre 1989, sont aujourd'hui en Iran.

Les autorités autrichiennes semblent aujourd'hui préférer oublier cette affaire, refusant de la porter devant la Cour internationale de justice de La Haye comme le lui demande le PDKI, afin de ne pas compromettre les relations économiques qu'elles entretiennent avec l'Iran. Et une personnalité kurde, le Dr Saïd, de voir sa demande de rencontre avec les autorités autrichiennes repoussée à l'automne.

H.V.

● MERCREDI 11 JUILLET 1990

Libération

AUTRICHE

Vienne : black-out sur un triple meurtre

Un an après, l'assassinat de trois opposants kurdes au régime de Téhéran n'est toujours pas élucidé. Mais les suspects iraniens ont bénéficié d'étranges facilités pour quitter l'Autriche.

Hélène Ghassemlou, épouse du dirigeant kurde assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne, a accusé hier, lors d'une conférence de presse à Paris, « le gouvernement iranien d'avoir organisé et fait exécuter Abdul Rahman Ghassemlou, Abdullah Kaderi-Azar et Fadhel Rassoul ». « J'accuse la justice autrichienne d'hypocrisie et de dépendance à l'égard de son gouvernement qui place la raison d'Etat au dessus de la justice », a-t-elle ajouté. En raison de nombreux « mastics » qui en ont gravement altéré la lecture, et dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs, nous republions l'article de Marc Kravetz, qui faisait le point dans nos éditions d'hier sur cette affaire.

Vienne, envoyé spécial

Le 13 juillet 1989, trois personnalités kurdes étaient assassinées à Vienne, Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), Abdullah Kaderi-Azar, représentant du PDKI en Europe, et Fadhel Rassoul, un professeur originaire du Kurdistan d'Irak mais de nationalité autrichienne. C'était il y a un an, et l'affaire est aujourd'hui au point mort. Les responsables autrichiens semblent surtout soucieux d'oublier ce tragique épisode. Le journaliste étranger qui tente d'en savoir plus ne rencontre, au niveau officiel du moins, que des portes closes, nous en avons fait l'expérience. La semaine dernière, le D' Saïd, qui avait succédé à A.R. Ghassemlou à la tête du PDKI, a demandé plusieurs audiences aux ministres autrichiens concernés pour évoquer l'affaire. On lui a conseillé de reporter sa visite à septembre prochain...

Le mystère ne dura guère...

La presse autrichienne a tiré un trait sur l'histoire, et bien rares sont ceux qui, en Autriche ou ailleurs, se battent

pour que l'affaire ne soit pas classée. La personnalité exceptionnelle du D' Ghassemlou lui vaut encore quelques hommages posthumes, mais pas au point, il faut croire, de lui rendre justice et, à défaut de pouvoir les châtier, au moins de désigner clairement ses assassins. Tout au long de cette semaine, à Paris et à Vienne, plusieurs manifestations tenteront de rouvrir un dossier que tout condamne au silence et à l'oubli. Mais, comme nous le confiait lucidement Hélène Ghassemlou, l'épouse du leader kurde, « ce premier anniversaire est aussi l'ultime occasion d'en parler et d'agir pour que justice soit rendue, après il sera trop tard ».

A.R. Ghassemlou et A. Qaderi étaient venus dans la capitale autrichienne pour négocier avec des émissaires du gouvernement iranien, le professeur Rassoul ayant servi d'intermédiaire pour organiser ces conversations. Elles n'étaient pas les premières. En décembre et janvier déjà, les deux parties s'étaient rencontrées à Vienne pour tenter d'aboutir à une solution politique au Kurdistan iranien après dix années de guerre quasi ininterrompue, selon les principes du PDKI résumés dans le slogan « Autonomie pour le Kurdistan, démocratie en Iran ». Après la mort de Khomeini, la marge de manœuvre semblait plus large au D' Ghassemlou, qui a donc accepté de rencontrer une nouvelle fois, toujours en secret, les émissaires de Rafsandjani.

Les conversations, qui avaient commencé le 12 juillet à Vienne devaient s'achever le lendemain. C'est donc à l'heure des conclusions, au moment où les deux délégations allaient se séparer, que le crime eut lieu. Si, dans les heures qui suivirent, plusieurs hypothèses furent évoquées, le mystère ne dura guère. L'enquête policière ne laissait pas la place aux doutes, les tueurs n'étaient autres que les émissaires venus de Téhéran. Il n'en fallut pas moins attendre le 28 novembre 1989 pour que les autorités de Vienne

délivrèrent des mandats d'arrêts internationaux contre Mohammad Jafar Sahraroudi (alias Rahimi), Hadji Mostafawi (alias Ajvadi ou Lajeverdi) et Amir Mansour Bozorgian.

Une affaire étouffée

A ce moment, les trois hommes étaient hors d'atteinte. Mais ils ne l'avaient pas toujours été. Si l'un d'eux, Mostafawi, avait disparu le soir du 13 juillet, les deux autres étaient non seulement toujours à Vienne mais entre les mains de la police autrichienne. Blessé au cours de l'action, dans des circonstances qui n'ont jamais été éclaircies, Sahraroudi, le chef de la mission, était hospitalisé ; de son côté, Bozorgian avait été interpellé devant l'immeuble où se tenait la réunion, quelques minutes après le triple meurtre.

Les deux hommes furent interrogés. Leurs versions des faits se contredisaient, et leurs explications étaient démenties par les constats des policiers. Les présomptions pesant sur les deux hommes étaient de plus en plus lourdes. L'un des policiers responsables de l'enquête avait même déclaré aux proches de l'une des victimes que, s'il s'était agi d'une affaire criminelle « ordinaire », ces présomptions auraient justifié largement l'arrestation des suspects. Il faut croire que cette affaire était tout sauf « ordinaire ». Le 22 juillet, au lendemain de sa sortie de l'hôpital, Mohamed Jafar Sahraroudi quittait Vienne à destination de Téhéran, protégé par une forte escorte autrichienne à la demande de l'ambassade d'Irak. Le chef parti, le n°2 disparu, il ne restait plus à Vienne que le troisième homme, Ahmed Mansour Bozorgian, inaccessible lui aussi derrière les murs de son ambassade. Sous le coup d'un mandat d'arrêt, il lui était interdit de quitter le pays. Pourtant, Ahmed Bozorgian est aujourd'hui, lui aussi, à Téhéran.

Le gouvernement autrichien en a été informé par les autorités iraniennes lors de la visite à Téhéran d'une délé-

gation autrichienne de haut niveau, qui a eu lieu du 20 au 28 juin dernier. C'est du moins ce qui ressort d'une déclaration du ministère autrichien des Affaires étrangères, selon laquelle, lorsque la question du triple assassinat de Vienne a été abordée à Téhéran, les autorités iraniennes ont répondu : 1) Qu'elles n'avaient rien à y voir. 2) Que les personnes réclamées par la justice autrichienne étaient à Téhéran et disposées à y répondre à toutes les questions. 3) Qu'il n'était pas question de les laisser aller en Autriche.

Les circonstances dans lesquelles nous avons obtenu cette « déclaration » méritent une explication. Elle n'avait pas été rendue publique, en effet, lorsqu'elle nous a été transmise au téléphone, le 2 juillet à Vienne, par le D' Stojan, un des porte-parole du ministère, au nom de M. l'ambassadeur Schmidt, diplomate de haut rang qui avait suivi ce dossier depuis le début et n'avait pu nous recevoir malgré des demandes répétées. Nous n'avons pas pu obtenir d'autres précisions ni, *a fortiori*, de commentaires autorisés, sinon que les « personnes » désignées dans la réponse iranienne étaient bien au nombre de trois, confirmant ainsi que Bozorgian, dont le nom n'est pas mentionné dans la déclaration autrichienne (celui des autres non plus) était lui aussi en Iran. Depuis quand ? Comment a-t-il quitté l'Autriche ? Nous l'ignorons et les autorités autrichiennes ne souhaitent visiblement pas en dire davantage au journaliste. Ni à d'autres.

Durant l'année parlementaire écoulée, Peter Piltz, député européen et chef de file des Verts au Parlement autrichien, a posé quarante-deux questions écrites ou orales aux différents ministres concernés par le dossier, sans guère plus de succès. « Il est clair depuis longtemps, souligne-t-il, que le gouvernement veut par tous les moyens étouffer l'affaire, mais il en a été ainsi dès le premier jour, à commencer par l'enquête conduite de manière catastrophique, comme si on ne

voulait surtout pas attraper les coupables. Entre la justice et les relations économiques avec l'Iran, notre gouvernement a choisi, et ce n'est pas en faveur de la justice.»

D'autres explications courent à Vienne, qui lient notamment l'attitude des autorités autrichiennes au «scandale Noricum», une affaire de ventes d'armes à l'Iran aujourd'hui entre les mains de la justice, et qui implique, à travers une entreprise autrichienne, des personnalités éminentes tant de la politique que du business, l'Iran disposant ainsi de puissants moyens de chantage. On sait en tout cas que, dès le commencement de l'affaire, Téhéran n'avait pas hésité à recourir aux pressions et aux menaces pour contraindre les responsables autrichiens à laisser partir Sahraroudi et Bozorgian. Et pas seulement en paroles.

Selon de bonnes sources à Vienne, on a appris notamment que les 15 et 16 juillet 1989, quand Sahraroudi était encore à l'hôpital, deux groupes iraniens de 12 à 16 hommes, militairement organisés, ont débarqué à Vienne, l'un en provenance de Berlin-Est, l'autre d'un pays non précisé mais qui pourrait être la Suisse. Ils étaient tous porteurs de passeports de service et se sont installés dans des hôtels viennois qu'ils n'ont quittés qu'une fois Sahraroudi lui-même reparti pour Téhéran. Les mandats internationaux délivrés le 28 novembre auraient pu l'être bien plus tôt. Il manquait, il est vrai, des pièces essentielles au dossier. L'expertise balistique complète, qui établit définitivement que les tueurs n'ont pu venir du dehors comme le prétendait Sahraroudi, n'a été déposée elle-même qu'en novembre. Simple confirmation, en fait : les enquêteurs avaient tiré les mêmes conclusions en juillet, mais elles n'avaient pas été alors communiquées au procureur de la République, qui renonça à inculper Sahraroudi, faute de preuves.

« Pas d'autre solution que le scandale »

Le ministère autrichien de l'Intérieur avait lui-même admis que des «erreurs» avaient été commises dans le cours de l'enquête. Elles sont en effet nombreuses, et aggravées par une procédure pour le moins erratique. Ainsi, par exemple, attendit-on vingt-quatre heures pour soumettre Bozorgian au test à la paraffine, qui permet de déceler — mais seulement «à chaud» — des traces de poudre sur les mains d'un suspect, ce même Bozorgian qui bénéficia ensuite d'un mandat d'arrêt à éclipses. Et la liste est longue...

«A ce stade malheureusement, nous ne pouvons que constater la gravité de ces erreurs», affirme pour sa part le D^r Weidinger, avocat viennois qui représente Hélène Ghassemloou à Vienne. «La justice ne peut se contenter d'hypothèses et nous n'avons pas la

preuve que l'enquête a été délibérément orientée pour ne pas aboutir.» Le D^r Weidinger souligne également que, la justice autrichienne ignorant les procès *in absentia*, l'affaire ne peut donc être jugée tant que les suspects ne seront pas arrêtés. «Mais ceci n'est que l'aspect criminel de l'affaire, ajoute-t-il, et il y a l'autre, qui relève de la politique étrangère. L'Autriche serait parfaitement fondée à la porter devant la Cour internationale de justice, les trois personnes suspectées du meurtre étant des émissaires officiels de l'Iran.» Encore faut-il que le ministère de la Justice autrichien soumette le dossier aux Affaires étrangères; or, pour le moment, les deux ministères semblent se renvoyer la balle pour

surtout n'en rien faire.

«Il n'y a pas d'autre solution que le scandale», estime de son côté Peter Piltz, qui a pris l'initiative de réunir, le 18 juin à Vienne, des juristes et des universitaires autrichiens de renom pour révéler l'ensemble du dossier au cours d'un «procès» public. La petite communauté kurde iranienne de Vienne s'emploie, elle, à réunir des signatures prestigieuses pour proposer la candidature du D^r Ghassemloou au prix Nobel de la paix. L'espoir est mince, mais ils entendent ainsi lutter contre l'oubli, comme les autres tentent, avec guère plus de moyens, de ne pas désespérer des valeurs de la démocratie et de la justice.

Marc KRAVETZ

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

THURSDAY JULY 12, 1990

JUSTICE FOR THE THREE PROMINENT KURDS ASSASSINATED IN VIENNA

On July 13, 1989, Dr. Abdul Rahman GHASSEMLOU, secretary general of Kurdistan Democratic Party of Iran, and two other prominent Kurds, Abdullah GHADERI-AZAR and Dr. Fadhel RASSOUL, were assassinated in Vienna by official emissaries from the Islamic Republic of Iran. They were assassinated during negotiations destined toward a peaceful settlement to the Kurdish question in Iran.

A year later, the Austrian government has neither revealed the truth nor put into action all the means available to a democratic state so that justice might be done without further hindrance.

We, the signatories, will not allow this crime to remain unpunished and demand that light be shed on this affair — that the organizers of this triple assassination be subject to international opinion and be brought before the courts.

We only ask that JUSTICE BE DONE!

FIRST SIGNATORIES

Lord AVEBURY, chairman of Parliamentary Group on Human Rights; Patrick BAUDOIN, secretary general of the International Federation of Human Rights (F.I.D.H.); Claude BOURDET, journalist; Michel BLUM, honorary president of the F.I.D.H.; M. BONNOT, founder and former president of International Medical Aid (A.M.I.); Gérard CHALIAND, writer; Edmond CHARLES-ROUX, writer and journalist; S. CHARAFKANDI, secretary general of K.D.P-Iran; B. GALLEY, MP; R. GALLISSOT, professor at the University of Paris VIII; C. GAVRAS, film-maker; A. GORGIN, writer and Iranian poet; B. GRANJON, vice-president of Médecins du Monde; Thomas HAMMARBERG, former secretary general of Amnesty International, chairman of the Swedish committee in support of the Kurdish people; E. HARALDSSON, professor at the University of Reykjavik, Iceland; F.E. JACOB, member of the CC of the French League of Human Rights; Daniel JACOBY, president of the International Federation of Human Rights; Yves JOUFFA, president of the French League of Human Rights; E. KAISER, founder of Terre des Hommes, Switzerland; N. KHAKSAR, Iranian writer; E. KHOI, Iranian poet; A.K. LAHIDIJI, president of the Iranian League of Human Rights; Jacques LEBAS, president of Médecin du Monde; Claude LIAUZU, professor at the University of Paris VII; J. LITTMANN, president of A.M.I.; Léo MATARASSO, lawyer; Juliette MINCES, writer; Alexandre MINKOWSKI, professor of medicine; Kendal NEZAN, president of the Kurdish Institute in Paris; B. NIRUMAND, professor at the University of Paris VII; Henri NOGUERES, honorary president of the French League of Human Rights; N. PAKDAMAN, professor at the University of Paris VII; V. PARRATO, Italian writer; Maxime RODINSON, director of studies at l'Ecole pratique des Hautes-Etudes; Laurent SCHWARTZ, professor at Polytechnique; B. STORA, professor at the University of Paris VIII; F. TARABLUSSI, Lebanese writer; M. TEHRANI, Iranian writer; Dr. Martin van BRUINNESSEN, Dutch ethnologist; P. VIDAL-NAQUET, professor at l'Ecole pratique des Hautes-Etudes; Elie WIESEL, Nobel Peace Prize, U.S.A.

Please send your signature to the following address:
Association Franco-Kurde (AFK), BP 102, 75623 Paris cedex 13

Le Monde

• Vendredi 13 juillet 1990 •

JUSTICE POUR LES 3 PERSONNALITES KURDES ASSASSINEES A VIENNE

Le 13 juillet 1989, le Dr. Abdul Rahman GHASSEMLOU, Secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, ainsi que deux autres personnalités kurdes, Abdullah GHADERI-AZAR et le Dr. Fadhel RASSOUL, ont été assassinés à Vienne par des émissaires officiels de la République islamique d'Iran, lors de négociations destinées à trouver une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Un an après, le Gouvernement autrichien n'a ni révélé la vérité, ni mis en œuvre tous les moyens dont dispose un Etat de droit afin que la Justice poursuive sans entraves son action.

Nous, les signataires, refusons que ce crime reste impuni et demandons que toute la lumière soit faite sur cette affaire, que les résultats de l'enquête soient rendus publics et que les organisateurs de ce triple assassinat soient désignés à l'opinion internationale et traduits devant la Justice.

Nous demandons simplement que JUSTICE SOIT FAITE !

PREMIERS SIGNATAIRES

Lord AVEBURY, président du Groupe des Droits de l'Homme au Parlement britannique; Patrick BAUDOIN, secrétaire général de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme; Claude BOURDET, journaliste; Michel BLUM, président d'honneur de la F.I.D.H.; M. BONNOT, fondateur et ancien président d'Aide Médicale Internationale; Gérard CHALLIAND, écrivain; Edmonde CHARLES-ROUX, écrivain et journaliste; S. CHARAFKANDI, secrétaire général du P.D.K.I.; B. GALLEY, député; R. GALLISSOT, professeur à l'Université de Paris VIII; C. GAVRAS, cinéaste; Atefe GORGIN, écrivain et poétesse iranienne; Dr. Bernard GRANJON, vice-président de M.D.M.; Th. HAMMARBERG, ancien secrétaire général d'Amnesty International, président du Comité suédois de soutien au peuple kurde, Suède; E. HARALDSSON, professeur à l'Université de Reykjavik, Islande; F.E. JACOB, membre du CC de la L.D.H. ; Daniel JACOBY, président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme; Yves JOUFFA, président de la Ligue des Droits de l'Homme; E. KAISEK, fondateur de Terre des Hommes, Suisse; N. KHAKSAR, écrivain iranien; E. KHOI, poète iranien; A.K. LAHIDJI, président de la Ligue iranienne des Droits de l'Homme; Jacques LEBAS, président de Médecins du Monde; Claude LIAUZU, professeur à l'Université de Paris VII; J. LITTMANN, président d'Aide Médicale Internationale; Léo MATARASSO, avocat; Juliette MINCES, écrivain; Alexandre MINKOWSKI, professeur de médecine; Kendal NEZAN, président de l'Institut Kurde de Paris; B. NIRUMAND, écrivain iranien; Henri NOGUÈRES, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme; N. PAKDAMAN, professeur à l'Université de Paris VII; V. PARLATO, écrivain, Italie; Maxime RODINSON, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes; Laurent SCHWARTZ, professeur à l'Ecole polytechnique; B. STORA, professeur à l'Université de Paris VIII; F. TARABLUSSI, écrivain libanais; M. TEHRANI, écrivain iranien; Dr. Martin Van BRUINESSEN, ethnologue, Pays-Bas; P. VIDAL-NAQUET, professeur à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes; Elie WIESEL, Prix Nobel de la Paix, Etats-Unis.

Merci d'envoyer votre signature à l'adresse suivante:
Association Franco-Kurde (AFK), BP 102, 75623 Paris cedex 13

INFLATION GALOPANTE, AGGRAVATION DU CHOMAGE

Coûteuse facture du libéralisme en Turquie

LE coup d'Etat militaire d'avril 1980 avait permis de créer des conditions favorables à l'ouverture sur l'extérieur de l'économie turque, conformément aux exigences de l'intégration mondiale. Dix ans après, et malgré d'indéniables succès, le coût social de cette politique commence à se faire plus durement sentir tandis que les insuffisances structurelles de l'économie n'ont pas été surmontées. A coup sûr, ces handicaps pèsent sur la politique étrangère, dans une région qui subit de plein fouet les effets des bouleversements à l'Est et au Proche-Orient.

Par AHMET et JANINE SAHINOZ *

Au lendemain de sa victoire écrasante lors des élections législatives de novembre 1983, M. Turgut Ozal, artisan du « modèle économique du 24 janvier 1980 », premier ministre de 1983 à 1989 et aujourd'hui président de la République, avait déclaré : « Notre politique économique libérale n'a pas d'alternative. » De fait, c'est grâce à sa politique dite « libérale » que la Turquie a pu sortir de la pénurie de devises de la fin des années 70. Mais le succès aura été de courte durée. Une inflation galopante, la dégradation du pouvoir d'achat des salariés, des agriculteurs et des petits commerçants-artisans, le ralentissement de la croissance puis la stagnation, la recrudescence du chômage et, pour finir, une série de scandales à propos d'exportations « imaginaires » (1) ont marqué la deuxième phase de sa politique économique. Pour affirmer son opposition, la population a saisi l'occasion des élections municipales de mars 1989 pour voter à près de 80 % contre les représentants du parti au pouvoir.

Actuellement, la question n'est plus celle de l'opportunité d'une « alternative » mais bien du contenu qu'il convient de lui donner pour tirer le pays de ce mauvais pas.

La fin des années 70, et particulièrement 1979, évoque immanquablement, pour la population, les pénuries dans tous les domaines, les longues queues devant les magasins d'alimentation et les stations d'essence. Le souvenir de

l'atmosphère oppressante créée par l'anarchie politique n'est pas près non plus de s'estomper. Un problème crucial était alors celui de l'insuffisance de devises, car la Turquie n'arrivait plus à assurer le financement des importations de première nécessité pour faire fonctionner son industrie, chauffer et éclairer le pays, faire rouler les véhicules.

C'est dans ces circonstances catastrophiques que M. Ozal, alors vice-premier ministre, prépare les fameuses « précautions de stabilité du 24 janvier 1980 » en collaboration avec les experts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Ces décisions avaient pour but principal de restaurer les mécanismes du marché, d'intégrer l'économie turque à l'économie mondiale et d'assurer, plus tard, la paix sociale.

La politique économique, dite « ouverte sur l'extérieur », comporte l'arsenal classique des programmes d'ajustement structurel édictés par le FMI : des mesures d'austérité, accompagnées de taux de change flexibles, de la libéralisation des importations, de l'encouragement aux exportations, de taux d'intérêt réels positifs.

La suppression du droit de grève, d'une partie des syndicats et des partis par les militaires arrivés au pouvoir le 12 septembre 1980 a instauré les conditions favorables à une mise en œuvre rigoureuse de cette politique.



RÉPRESSION D'UNE MANIFESTATION A ISTANBUL, LE 1^{er} MAI 1990.
L'action policière n'a jamais permis d'atténuer les inégalités.

Les premiers succès

CES décisions de choc, ainsi que le feu vert du FMI pour l'octroi de nouveaux crédits, ont fortement secoué l'économie. C'est le secteur industriel qui, le premier, commence à redémarrer. Le taux moyen d'utilisation des capacités industrielles, qui était tombé en dessous de 40 %, s'est redressé progressivement pour franchir en deux ans le seuil de 70 %. Par ailleurs, la hausse des prix a pu être maîtrisée ; de l'ordre de 110 % en 1980, l'inflation n'est plus que de 31 % en 1983 (2).

L'élément moteur de la croissance n'est pas tant la demande intérieure que la demande extérieure. Les mesures d'encouragement à l'exportation ont consisté, d'une part, en une série de subventions aux exportations, et, d'autre part, en l'adoption de taux de changes flexibles qui, par des dévaluations incessantes, a favorisé les ventes des produits turcs sur les marchés étrangers. Mais cela aura des effets néfastes sur la stabilité des prix intérieurs et deviendra plus tard l'un des éléments principaux d'une inflation galopante et d'une monnaie fondant comme neige au soleil.

L'industrie doit être modernisée et s'orienter vers des produits incorporant plus de savoir-faire. Or cela ne peut être réalisé sans donner la priorité à la recherche, qui ne reçoit actuellement que 0,64 % du produit intérieur brut (PIB) (contre 2,25 % en France), et à la formation (6).

La politique monétariste n'est pas venue à bout de l'inflation qui, après avoir été ramenée aux environs de 30 % à 40 % au cours de sept années consé-

Les résultats ne se sont pas fait attendre. De 1980 à 1981, les exportations ont augmenté de plus de 60 % en valeur et de près de 50 % en volume, performance d'autant plus remarquable qu'elle se situe dans un contexte de stagnation du commerce mondial. Les marchés créés par la guerre irano-irakienne ont sans aucun doute contribué à cet essor (3) (voir le tableau I).

La croissance annuelle moyenne des exportations, sur la période de 1980 à 1988, s'élève à 20 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale. Ces bonnes performances ont grandement réduit le déséquilibre de la balance commerciale, le taux de couverture des importations par les exportations passant de 37 % à 74 % de 1980 à 1989 (4). Ces améliorations s'accompagnent d'une transformation radicale de la composition des exportations : la part des produits industriels, qui était de moins de 30 % en 1980, a progressé régulièrement pour s'élever à 52 % en 1983 et à 71 % en 1989 (voir le tableau II).

De même, les investissements directs étrangers ont été fortement encouragés. Entre 1980 et 1989, leur montant, soit 4 milliards de dollars, a été neuf fois supérieur au capital investi durant le quart de siècle précédent.

Cependant, malgré ces impressionnants résultats dus à des réformes courageuses dans de nombreux domaines économiques, la Turquie se trouve face à de graves problèmes et paye actuellement la facture d'une politique qui a favorisé le commerce sans pour autant créer les conditions propices à une transformation ou à une restructuration en profondeur des forces productives.

Les « Chicago boys », installés aux postes-clés du pays à partir de 1984, n'ont pas su atteler l'ensemble de l'économie, particulièrement les investissements productifs et l'amélioration de la productivité, à la force d'attraction de la relance commerciale, de sorte que les bases restent fragiles. Les exportations se sont essouffées en 1989, diminuant de 0,3 %. L'exploitation de cet avantage comparatif que sont les bas salaires (l'indice du salaire réel moyen est passé de 100 en 1979 à 60 en 1987) n'est-elle pas arrivée à son terme ? Malgré l'ouverture des frontières, l'industrie n'a pas su se renouveler. La place de la Turquie dans la division internationale du travail n'a pas changé. Elle exporte beaucoup plus de produits manufacturés mais ce sont essentiellement des produits à faible densité technologique tels que le textile (5). C'est ce qui fait la différence avec les nouveaux pays industrialisés (NPI) qui ont su, avec de gros efforts d'adaptation, s'imposer comme des concurrents redoutables.

Tableau I. - LA CEE ET LES PAYS ISLAMQUES
PARMI LES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX
(Evolution de la ventilation géographique des échanges, en pourcentage du total)

Années	Destination des exportations					Provenance des importations				
	OCDE			Hors OCDE		OCDE			Hors OCDE	
	Total	CEE	Etats-Unis	Total	Pays islamiques	Total	CEE	Etats-Unis	Total	Pays islamiques
1980	57,7	42,7	4,4	42,3	22,5	48,7	28,7	5,6	51,3	40,4
1981	48,1	32,0	5,7	51,9	41,8	47,9	28,2	6,6	52,1	40,3
1983	48,3	35,1	4,0	51,7	45,9	48,5	28,5	7,5	51,5	40,0
1985	51,5	39,3	6,3	48,5	41,9	56,0	31,3	10,1	44,0	32,9
1987	63,2	47,7	7,0	36,8	30,3	63,8	40,0	9,7	36,2	22,1
1989	61,7	46,5	8,4	38,3	24,7	62,9	38,4	13,3	37,1	18,5

Source : Sous-secrétariat du Trésor et du commerce extérieur 1980-1990, Ankara.

Tableau II. - LES TEXTILES : PLUS DU TIERS DES VENTES A L'ÉTRANGER
(Structure des exportations, en pourcentage)

	1980	1981	1983	1985	1987	1989
I. Produits agro-alimentaires	64,6	56,0	44,5	29,7	27,6	25,1
dont : produits transformés	7,2	8,8	11,7	8,1	9,4	6,8
II. Minéraux	6,6	4,1	3,3	3,1	2,7	3,5
III. Produits manufacturés	28,8	39,9	52,2	67,2	69,7	71,4
- Habillement/textile/cuir	16,3	18,8	28,4	28,6	33,6	35,4
- Métallurgie	1,2	2,1	7,8	12,2	8,4	11,6
- Divers manufacturés	8,7	17,0	13,7	23,1	22,5	17,7
TOUS PRODUITS	100	100	100	100	100	100

Source : Sous-secrétariat du Trésor et du commerce extérieur 1980-1990, Ankara.

cutives, a repris à un rythme inquiétant, dépassant 70 % depuis deux ans. Voyant là le résultat inéluctable d'une forte croissance économique (jusqu'à 8 % en 1986 et en 1987), le pouvoir a alors multiplié les mesures d'austérité, en général d'ordre monétaire, pour réduire la croissance. Mission accomplie : la croissance réelle est tombée à 3,4 % en 1988 et à 1,1 % en 1989 (7), mais les prix, eux, continuent de caracoler.

Des mesures monétaires classiques ne peuvent prétendre à elles seules juguler une forte inflation dans un pays en voie de développement comme la Turquie où il existe des dynamiques structurelles favorables à l'inflation telle que la rapide augmentation de la population (2,2 % par an) - et surtout de la population urbaine (4,4 %) - l'utilisation de techniques de production obsolètes, la nécessité de réaliser des investissements coûteux en infrastructures qui ne seront productifs qu'à long terme (8), etc.

D'autre part, l'aggravation du déficit budgétaire, passé de 1,2 % du PIB en 1980 à 4,2 % en 1988 (9), a fortement contribué à alimenter l'inflation. Et, plus encore, le choix du mode de financement du déficit a été déterminant. C'est l'endettement extérieur et inté-

rieur, y compris le gonflement du volume d'émission monétaire (10), qui a pallié l'insuffisance des recettes fiscales (celles-ci ne représentent que 23 % du PIB, contre 39 % pour les autres pays de l'OCDE) (11).

La dette extérieure s'est démesurément amplifiée, atteignant 35,3 milliards de dollars en 1989, tandis que son poids dans le PIB a doublé et s'élève à 53 % (12), ce qui fait figurer la Turquie parmi les pays les plus

endettés du monde. Le service de la dette atteint maintenant 10 % du produit national brut (PNB) et plus de 50 % des exportations. Dans un pays où le PIB par tête ne dépasse guère 1 300 dollars, l'obligation pour chaque citoyen de dégorger un excédent annuel de 130 dollars à 150 dollars, pour de longues années à venir, afin de financer le transfert vers l'étranger, montre combien la politique économique des années 80 a hypothéqué les ressources matérielles et financières des années 90.

L'endettement intérieur est venu prendre le relais des réserves internationales forcément limitées. D'environ 17 % au début des années 80, la dette intérieure s'est élevée à 27 % du PIB en 1989 (13). Cela se traduit par une nouvelle répartition des dépenses budgétaires au détriment des investissements des services sociaux (14).

L'agriculture fait figure de parent pauvre de cette politique libérale, bien qu'elle emploie 55 % de la population active. Elle a, en premier lieu, souffert de la dégradation des termes de l'échange, alors qu'en 1980 il fallait 10,5 kg de blé pour payer 100 kg. d'engrais chimiques, en 1988, il en fallait 107,5 kg. Cela est le résultat, entre autres, de la diminution des subven-

tions aux imputs agricoles (engrais, pesticides...). Les crédits au secteur primaire se sont faits plus rares (15) et plus onéreux. D'où une augmentation très ralentie de la production et un plafonnement des rendements (16).

Les canaux par lesquels peut s'exprimer le mécontentement des agriculteurs sont très limités, mais la présence de « casquettes » (couvre-chef favori des paysans) lors des meetings politiques est un baromètre qui ne trompe pas. On a pu encore le vérifier lors de l'annonce du prix du tabac (trop bas) en janvier 1990. Le pouvoir militaire n'avait guère à se soucier du poids électoral des paysans. Si M. Ozal continue à trop le négliger, qui sait à quelles difficultés il devra faire face.

La part des revenus des agriculteurs dans la valeur ajoutée nationale a connu un net recul, de 24 % à 15,5 %. La dichotomie ville-campagne s'en est trouvée renforcée et l'exode rural n'est pas près de se ralentir, d'autant que 25 % des familles agricoles ne possèdent pas de terres. A cet égard, une réforme agraire s'impose, qui ne soit pas qu'une réforme foncière mais fasse aussi une large part à la vulgarisation des techniques agricoles et à une rationalisation des circuits de commercialisation qui rendrait inutiles les innombrables intermédiaires spéculateurs. Il n'y a pas d'autres moyens de faire reculer le semi-féodalisme qui existe encore dans certaines régions du pays.

La baisse indéniable du niveau de vie à la campagne est cependant atténuée par la capacité d'autarcie propre à toutes les paysanneries du monde, surtout celles des pays en voie de développement. Si c'est souvent la pauvreté, ce n'est pas la misère.

De même, les ruraux qui viennent quotidiennement grossir les villes ne sont pas dans le dénuement. La solidarité familiale n'est pas un vain mot. L'oncle ou le cousin qui vient pour quelque affaire en ville, va aussi rendre visite à sa famille dans les *gece kondu* (bidonvilles) et l'approvisionner en beurre, volailles et légumes, améliorant substantiellement l'ordinaire de la famille. C'est pourquoi, si la Turquie figure parmi les pays de grandes inégalités, la rigueur des chiffres est atténuée par des pratiques sociales difficiles à saisir par le statisticien.

* Ahmet Sahinoz est maître de conférences à l'université de Hacettepe, Ankara. Janine Sahinoz est économiste.

Changer de politique fiscale

UNE autre réalité que les chiffres ne parviennent guère à appréhender concerne les activités informelles. Il suffit de déambuler dans les rues, surtout des quartiers populaires, pour mesurer combien l'imagination des petits revendeurs est sans limites. Le cirreur de chaussures et le vendeur de *simits* (pain au sésame) ont toujours animé le paysage urbain, mais les difficultés économiques ont fait fleurir des activités aussi variées que précaires : un tel ouvrira à même le trottoir un attaché-case contenant des broches à dents ou des enveloppes qu'il revendra avec un petit bénéfice ; tel autre se proposera de remplir votre briquet à gaz ou de vous aider à garer votre voiture. C'est sans doute tout cela qui permet au tissu social pourtant bien distendu de ne pas se rompre. Le transfert de richesse qui en résulte, aussi minime soit-il, rend moins lancinant le problème du chômage. Le nombre de chômeurs s'est accru de 8,2 % de 1988 à 1989, soit environ 4 fois plus vite que la population, touchant en premier lieu les jeunes (un jeune actif sur trois).

Ceux qui ont la chance d'avoir un travail n'ont pas non plus été dispensés de sacrifices. De 1980 à 1989, la part des revenus salariaux dans la valeur

ajoutée a diminué de moitié, tombant de 27 % à 14,1 %, tandis que la part des revenus du capital s'est sensiblement accrue, passant de 49 % à 70 % (17). Ce dernier groupe, par contre, ne paye que 37 % du total des impôts sur le revenu. Une politique fiscale plus équitable s'impose, pour atténuer les inégalités les plus criantes et éviter de laisser jouer à l'inflation un rôle de percepteur aveugle.

Au début des années 80, fatigués des troubles économiques et politiques qui minaient le pays, les salariés et les agriculteurs avaient accepté, à contrecœur, de payer le prix pour sortir de la crise. Quelques années plus tard, les espoirs d'amélioration sont déçus, conduisant certains à se tourner vers l'intégrisme. Les mirages de l'enrichissement facile et rapide ont disparu. Dans ces conditions, reconquérir la confiance et obtenir un minimum de consensus social demandera du temps, et cela n'est pas envisageable sans démocratie. Pour mobiliser la population autour d'un projet, il faut notamment multiplier les canaux d'expression, lever les obstacles au développement des associations démocratiques, sans quoi les mesures proposées d'en haut seront vouées à l'échec.

(1) Des exportateurs ont parfois exporté des emballages pour toucher des subventions. Cf. aussi le dossier « La Turquie aux marches de l'Europe », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(2) *Les solutions pour le développement stable et la reprise de l'industrialisation*, Association des hommes d'affaires et des industriels de Turquie (TUSIAD), Istanbul, 1989, p. 6.

(3) La part des pays islamiques dans les exportations turques s'est élevée de 22,5 % à 42 % de 1980 à 1981. En 1989, elle était retombée à 24,7 %. (Voir le tableau 1.)

(4) Le solde des transactions courantes est même devenu positif en 1988, aidé en cela par une hausse des revenus liée au tourisme de 37 % par rapport à l'année précédente.

(5) Le taux de couverture pour ces produits est de 184 %, contre 10 % pour les produits à haute densité technologique. Cf. *OCDE en chiffres*, Paris, n° 158, 1989, p. 37.

(6) Les dépenses pour l'enseignement public représentent 2,28 % du PIB, soit moins de la moitié de la plupart des pays de l'OCDE. Cf. *OCDE en chiffres*, n° 158.

(7) La forte réduction de la croissance du PIB de l'année 1989 est à imputer en grande partie à la croissance négative de 10 % du secteur agricole, qui constitue un peu moins de 20 % du PIB, à la suite d'une grave sécheresse.

(8) Par exemple, la Turquie investit des milliards de dollars depuis une dizaine

d'années pour le fameux projet du GAP (Projet d'irrigation de l'Anatolie du Sud-Est) qui n'entrera en activité qu'à partir de 1991-1992.

(9) *Rapport économique*, T. Is Bankasi, Ankara, 1990, p. 38.

(10) Par exemple, le volume d'émission a augmenté de 82,7 % en 1989 par rapport à 1988. *Economie turque 1990*, TUSIAD, Istanbul, p. 64.

(11) *Rapport économique 1989*, T. Is Bankasi, Ankara, 1990, P. 36.

(12) *OCDE en chiffres*, n° 158, p. 31.

(13) *Economie turque 1990*, TUSIAD, Istanbul, 1990, pp. 3, 42.

(14) La part des investissements est passée de 21 % à 13 %, celle des dépenses de santé de 4,2 % à 2,8 %.

(15) 13 % du total des crédits en 1988 contre 35 % en 1970. Cf. *Rapport économique 89*, Union des chambres de commerce et d'industrie et de la Bourse de Turquie (TOBB), Institut de statistiques d'Etat (INSE), Ankara.

(16) Les rendements céréaliers avaient doublé entre 1960 et 1980, atteignant 2 000 kg à l'hectare. Ils n'ont pas augmenté depuis.

(17) *Répartition du revenu national*, Fondation d'études économiques et sociales de Turquie (TUSES), Istanbul, septembre 1989. S. Özmucur, *Cumhuriyet*, 28 novembre 1989.

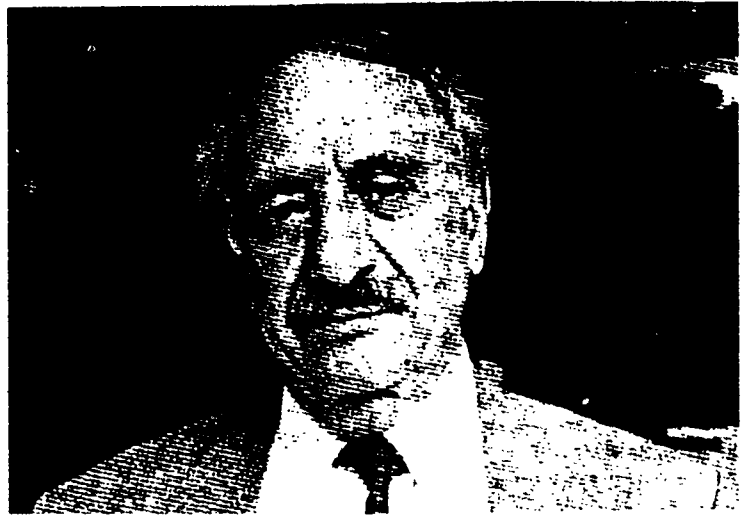
RIYA TEZE, 14. 07. 1990

ШЭР'ВАНЕ БОНА Э'ДЛАЙЕ, АЗАЙЕ У ДЕМОКРАТИАЕ

13-е ийуле сала 1990-и салэ-кэ кóштна шóхóлване н'эжан-дына к'óрдайэ млэтиэ—азада-риейи мэзын, к'атьбе Партия К'óрдстана Иранейэ демокра-тиейи сэрэке, доктор Э'бдóл-р'óһ'ман Қасымло т'эмам бу. Эви т'эмаийа э'мре хвэ п'еш-к'еши қóлхк'ьрна щьмэ'та хвэ, К'óрдстане, азайи у де-мократиае к'ьр.

Э'бдóлр'óһ'ман Қасымло 22-е декабре сала 1930-и мала к'óр-дайэ п'ьр'нэфэр ль бажаре Урмиае (К'óрдстана Иране) жы д'яа хвэ буйэ. Эв нэла хортэки 15 сали бу, гава сала 1945-а к'этэ нава Партия К'óрдстана Иранейэ демократиейэ (ПК'ИД) т'эзэсазбуи, ле сала 1946-а вэк'илед шаһ'лед к'óрдайэ ма-йинр'а т'эвайи т'эви т'óшк'ил-к'ьрна р'еспублика к'óрдайэ Менабаде бу. Паши бóлак'ьрна р'еспублика к'óрда гэлэк гьрэ-гьред к'óрда хатнэ дардак'ьрне, we р'эқэмеда óса жи президен-те р'еспубликае Қази Мəһ'мэд, ед майин р'эви, жы Иране чун бона хвэ жы бəйантиед ордийа Иране хвəйк'ьн. Э'. Қасымло чэнд т'эрэфдаред хвэр'а т'эва-йи дьр'эвэ, те Т'Р'СС. Р'еспу-блика Менабаде к'эт, ле эв нава биранина к'óрдада ма чава ди-нарбуна хэм—хийалед ван бо-на хвəррарк'ьрне. Ви чахи жи эв гази хóлқи: „Демокра-тия бона Иране, автономна бо-на К'óрдстане“. Веда эв фьк-ра к'ур нəбу, вэки хвəррарк'ь-р'на млэте бьч'ук бь шур'е ав-тономиае жи нэр т'эне қəвлед вəгóнастьнед демократиейэ н'им-ли т'эмаийа вэлэтда дькарэ бе сери.

Эмиграсна Э'. Қасымлойэ политикне си сала зедəт'ьр к'ь-шанд, эв щар—щара дьзикава дьчу К'óрдстана Иране (нэр т'эне сала 1952-а эв легал чу К'óрдстане, гава Иранеда ди-ван дэсте н'óкóмэга доктор Моссадиқэ р'адикалда бу). Га-



ва Э'. Қасымло ль Т'Р'СС бу. Эви хвэнд, һини экономикае у óлмед гуманитар бу. Сала 1960-и эв дьчэ Чехословакияе, университета Прагаеда дьхэбь-тэ, дэрсэ дьдэ. Ведэре жи эв дьзэвьщэ. Гава эскэред вэлэт-т'эвгэлэд Пəймана Варшавае дь-к'эвьнэ Чехословакияе, Э'. Қас-ымло дьчэ П'аризе, универси-тета Сорбонедэ шóхóлванийа хвəйэ óлми у дэробежне пеш-да дьбэ. Ус'яна салед 1968—1969-а ль К'óрдстана Иране, һ'ьнщ'ьр'андьна we, тер'ор у р'епреснаед массайи, кó р'е-жима шаһ мқабьли пешмэргед к'óрд, илаһи эндэмед ПК'ИД дьда хэбате, партия сыст к'ьрн у н'óкóме we сэр массаед к'óр-да кем к'ьрн. Г'эмщ'ьннэ ПК'ИД 3-да (сала 1973-а), ль к'ó Э'бдóлр'óһ'ман Қасымло ха-тэ бжартыне чава к'атьбе пар-тияейи сэрэке, мəн'ниед алт'бу-на ус'яна к'óрда бь политикнэ хатнэ анализк'ьрне. Иди ви чахи Э'. Қасымло шóхóлванэки политикнейи п'ьр'занəбу, хвəйе щер'бандьна шэр'к'арийа мқабь-ли р'ежима шаһ бу, хóдане чэнд хэбатед óлми бу дэрнəқа проблема к'óрда ль Иране, чэнд зманед вэлэтэд дэрэке заньбу, э'йнси интеллигент бу...

К'этына р'ежима шаһ у р'е-вол'усна Иранейэ сала 1979-а мэщал данэ Э'. Қасымло жы П'аризе вəгэр'э Иране у бьк'э-вэ нава шэр'к'арийа политикне. Иди мəһед һəйэтийа Р'еспубли-ка Иранейэ Исламиейэ пешьн нишан дан, вэки щьмэ'та к'óр-да бэрк' қрар к'ьрийэ шэр'к'а-рие бькэ бона эхтиярнед хвэ, автономиае. ПК'ИД бь сэрэква-нийа Э'бдóлр'óһ'ман Қасымло, кó щергед хвэ эп'ешэи да зе-дэк'ьрне, нава бнəлийед Иранейэ к'óрдда бу қəватэ лапэ э'йан у политикнейэ сэрэке. Нава партияед политикнейэ майин у т'эшк'илэтэд млэтэд Иранейэ бьч'укэ млэтиедэ ПК'ИД бу йа авангардие шэр'к'арийа бона ав-тономиаеда.

Қəвмандьнед пəй р'евол'у-сна Иранер'а нишан дан, вэки диwana исламиейэ т'эзэ, чава кó р'ежима монархиейэ бэре бу, нахвэзэ бь р'йа э'д'ьли пьрса к'óрда сафикэ, ле we мет'оде дьдэ хэбате, чь кó шаһ вэ-те хвэда дьда хэбате. Диса К'óрдстана Иранеда шэр' пеш-да хат орт'а пешмэргед к'óрда у эскэред Иранеда. ПК'ИД у қəватэд к'óрдайэ ч'опейэ майини дэ'ва автономиае дьк'ьрн, ле диwana, Иране нэр т'эне мэщэ-

LE MONDE, 14 juillet 1990

□ IRAN : les autonomistes kurdes affirment avoir tué 179 soldats. —

Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a affirmé, jeudi 12 juillet, que ses militants avaient tué, durant la période du 6 au 10 juillet, 179 soldats iraniens pour venger la mort de son ancien secrétaire général, Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné à Vienne, le 13 juillet 1989, alors qu'il négociait avec le régime de Téhéran.

Les autonomistes kurdes — qui disent avoir perdu 7 des leurs dans les combats — assurent avoir également fait plus de 100 prisonniers. — (AFP.)

LIBÉRATION, 14 juillet 1990

Autriche : Kurdes

L'attitude passive de l'Autriche dans l'affaire de l'assassinat, toujours non élucidé, de trois opposants kurdes au régime iranien, le 13 juillet 1989 à Vienne, a été dénoncée hier par un comité international où figure le prix Nobel de la paix Elie Wiesel, relayé par la famille des victimes et plusieurs journaux autrichiens.

ла дьгэр'ийа бона н'эжандьна к'ордайэ автономистие бын'эн шьр'инэ. Бавина сала 1979-а ПК'ИД хатэ қадэхэкрьне, ле э'бдблр'эһ'ман Қасьмло хатэ э ламкьрне чава мэрвьэки жь законе дэр. Сент'ябра сала 1980-и дәстбь шэр'е Ираце — Иране бу у п'асдарана шэр' кь рын чава мқабьли эскәред Ираце. Өса жи к'ордед К'ордстана Иране. Э'. Қасьмло чәнд шара шаб сәр аят'олла Хомейнида шанд у пешданин кьр дәстәед пешмәргед ПК'ИД силһ'кьри алиэ қәватед Иранеда текнэ шэр' бона К'ордстана Иране жь дьжмьна хвэйкьн у дәвса we йәке диван автономиа к'орда наскә. Ле эва пешданина жи нәһатә қәбулкьрне.

Лазьмә бьднә к'эвшә, wәки шэр'к'арийа шьмә'та к'ордайэ һәқ бона әхтиярнед хвә ль Иране хатә наскьрне у жь алиэ к'оме мэхлуқәтиһа һ'әмднйәвәйә фьрәда хатә хвэйкьрне (мәсәлә, т'әшкиләтед „Дохтрәд дьн'йәе“ у „К'омәқдарийа дохтрие-йә орт'әмләтиә“ нава т'әмәмиһа wә'де шәр'е орт'а Иране у Ираце нқьткәд wанә дохтрие һәбун ль К'ордстана Иране, к'омәқ дьданә нәхwәша у бриндара). Партнаед комунистие, сосиал — демократие, т'әшкиләтед орт'әмьләтиә мэхлуқәтиә алиқ'арийа моралие данә шәр'к'арийа к'ордед Иране мқабьли р'әжима Иранейә исламие.

Паци к'бтабуна шәр'е Иране-Ираце сала 1988-а диwана Иране п'өвгьредан т'әстиқ кьр т'әви ПК'ИД бона дәрбазкьрнә һәвр'ахәбәрдана. Wәхте р'астһатнәкә өса т'әви wәк'иләд Иране 13-е ийүле сала 1989-а п'ай-т'әхте Австриае — Виеннаеда к'атьбе ПК'ИД сәрәкә Э'бдблр'эһ'ман Қасьмло, wәк'илә ПК'ИД ль Европае Э'бдблә Қадьри Азәре 37 сали у хәбатк'арә университетта Виеннае Фадил Р'әсуле 38 сали we квар-

тираеда бь нәмами һатнә кьшты-не, ль к'ө готи р'асти се әми саред Иране бьһатана. Полисна Австриае э'йан кьр, wәки мер кьжа дәрә квартирае нәшкә-пандьна, демәк делегасна к'орда маләкә наса буйә. Тә'дәбәхт-р'а полисна Австриае һ'әтәви иһа жи шөхблә кьштына гьрәгь-ред к'орда ль Виеннае к'өтә нә кьрнйә, ле ПК'ИД э ламәтиһа р'әсмнда бона we wәһ'иштые қөльхкьрнед Иранейә мәхсус гөбнә'ар кьр. Көштына Э'. Қасьмло у к'омәқдарәд wи т'әми мийа К'ордстана у һ'әму к'орд һыгавт. Бона дөфьнкьрнә wан бь һ'әзара к'орд жь wәләтед Р'өһьлата Незик у Навин, Европае хатнә Паризе. 20-е ийүле Паризеда манифестасна г'ьр' һ'әзәрә дәрбаз бу. Гор'ьстанә Пер Лашеэеда бу митинга шинә, ль к'ө Э'бдблр'эһ'ман Қасьмло у Қадьри Азәр хатнә дөфьнкьр-не (чәнд метра жь мәзәлә артист у р'әжисоре к'орд э'йан Иьлмаз Гьуней wедәтър). We к'иләд һ'өкөмәта Франсиаейә р'әсми, сенатор, шөхбдванә мэхлуқәтиә, кь wәк'иләд партиә у т'әшкиләтед өса бун, чава Партия Франсиаейә сосиалистие, амнистия орт'әмләтиә, филналь Шведиае йа комитеа хвэйкьр-на әхтиярнед мервьә орт'әмь-ләтиә, дохтрәд дьн'йәс, к'омәқ-дарийа дохтриейә орт'әмләтиә, т'әшкиләта Франс — Либертсийә гуманитар у гәләк — гәләкәд майнш бун, т'әви митинга шинә бун.

Навә Э'бдблр'эһ'ман Қасьм-ло, чава кь навә Барозшици, Қази Мәһ'мәд, Мөстәфа Барзани у гәләк мерхәсәд К'ордста-на қәлснәбуйә мләтиә we һ'ә-та — һ'әтайә бира шьмә'тедә бьминьн. Сианәт мерхәсәр'а, кь әмре хвә дан бой навә шөхб-лә шьмә'та хвәйн зийәрәти!

Арт'урә ШӘКРО.

RIYA TEZE, 14. 07. 1990

К'ТЕБЕД Т'ЭЗЭ

„Т'АРИХА ЭРДЭЛАНЕ“

Ван ахьрийа жь алие нөшърета „Наука“-да жь щерга „Һөйкөлед р'оһьлатейә нвисар“ хроника шайир у т'арихивиса ниве қор'на XIX пешьн Маһ Шәрәф-ханьм К'брдстаниейә „Т'ариха Эрделане“ бь т'әршма ур'ьси р'онайи дитийә. Эва хөбата бь т'өмами п'ешк'еши қөзакө К'брдстана р'оһьлате— Эрделане кьрийә, к'идаре малбөтед әмиред к'брда һ'өкөмдари дькьрын.

Хөдана т'әршма жь змане фарси, пешхөбәре у нвисарнасие Е. И. Василевайә, к'ижане к'т'ебеда көрт дәрһөқа сәрһатийа мала Маһ Шәрәф-ханьм К'брдстание, әмре ве у хроника веда нвисийә.

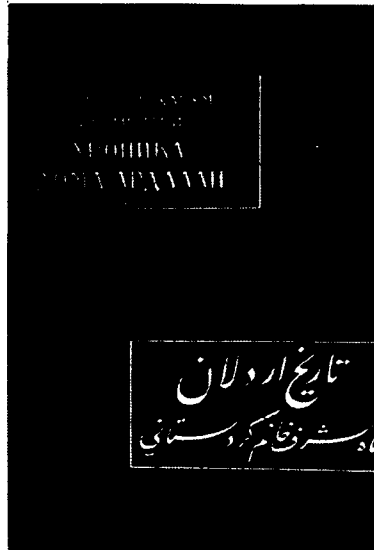
Анәгори шәдәтиийа Е. И. Василевае дәрһөқа Маһ Шәрәф-ханьм К'брдстаниеда, кө бса жи бь наве Мәст'уре ә'йанә, һындьк избати гһиштьнә мә. Нөшъркьред хроникае у шьред авторе Насир Азадп'ур у Йәһйа Мә'рифәт дәрһөқа әмре веда гәләккә көрт дьнвисьн, чьмки Мәст'уре хвөхва дәрһөқа хвөда баһар бьки г'ө тышт әлам нөкьрийә.

Маһ Шәрәф-ханьм К'брдстани (Мәст'уре) ль п'айт'өхте Эрделане — бажаре Сәнәндәщәда сала 1220-и (1805—06) жь дйа хвө буйә. Маһ Шәрәф-ханьм жь малбөтөкө ә'йан буйә. Һын дйа ве, һын жи баве ве жь малбөтед К'брдстана Эрделанейә нав у дөнг бунә. Ле малмеранед ве жь мала Бәни Эрделана бунә, кө ве һене Эрделанеда һ'өкөмдари дькьрын.

Баве Мәст'уре — Ә'бол һ'әсән—бөг гһндарикә мөзьн данийә сәр т'әрбийәткьрынә қизе. Әв хвөхвә жи мәрики хвөнди у занә буйә, әвн қиза хвө жи дайә хвөндьне у занәбунед ве йә интеллекте данә к'уркьрынә.

Мәст'уре бәре ә'вльн һ'әсаб дьбө чава шайир, хөдана чәнд диванед шьеранә. Һ'әваск'арийа өлмдара бәрбь хроника у ә'франдьнед ве йә поэтикке дөстпәбуна қор'на мөда пешда һатийә. Дивана шьеред ве йә пешьн бь змане фарси сала 1926-а бь дәсти өлмдаре к'брд һ'өши Шайх Йәһйа Мә'рифәт чап буйә. Ле хроника Мәст'уре

бист сала шунда — сала 1946-а, паши пешдаһатьна автономна К'брдстана Шьмале у т'өстиқбуна р'ежима демократие, нөшър буйә. Нөшъркьрынә „Т'ариха Эрделане“ өлмдаре к'брд Насир Азадп'ур бажаре Сәнәндөщәда миасәр кьрийә.



Хроника Маһ—Шәрәф—ханьм К'брдстание, чава те к'өвше, вөхта нөшъркьрынә бь қөвли һатийә навкьрынә „Т'ариха Эрделане“, нөһһер'и, вөки әва хөбата нә әвқаси дәрһөқа т'ариха қөза Эрделанеданә, чьқаси дәрһөқа һ'өкөмдаред мала Бәни Эрделанаданә. Бь шәдәтиийа Мәст'уре хвөхва, гава әв буйә бука малбөта Бәни Эрделана. әве борще хвө һ'әсаб кьрийә т'ариха Бәни Эрделана бьнвисә у сәрһөвда бинә, чьмки бәри ве дб т'арихивиса — Мәлә Мөһ'әмәд Шәрәф у Хосров ибн Мөһ'әмәд иди т'ариха ве малбөте нвисибун. Ле паше әв жь ви мәрәме хвө пашда вөдк'өшә у жь нвисара т'ариха вөк'илед мала Бәни Эрделана — Әманоләһ—хан у Хосров хан дөстпә дькә. К'т'ебеда 50 сәрнвисар һәнә у һәр п'арәк бь сәрһатийә әмре әрдәланийава дөстпә дьбө.

Жь хөбата Мәст'уре те к'өвше, вөки әве чава сәркани, бса жи хөбәте Шәрәф—хан Бидлисийә „Шәрәф—наме“, Мәлә Мөһ'әмәд Шәриф у Хосров ибн Мөһ'әмәд данә хөбәте. Р'астә, әв хвөхва ве йәке кем бир тинә, ле әв йәк жь хөбата

ве те к'өвше. Мәсәлә, Маһ Шәрәф—ханьм жи сәре „Дәрһөқа хөльқандьна малбөта Баба Эрделанада“ ве версияе пешда дьк'шинә, вөки гьва к'брд п'арөвөйи сәр 4 „т'ө'йфа“ дьбун, ле дөвса қөбила көлһора (анәгори „Шәрәф—наме“) әв әла Бәни Эрделана датинә, р'әх һәрсе т'ө'йфед к'брдайә майин— көрманща, горана у лура; Р'астә, Мәст'уре сәрканиед, майин жи данә хөбәте, ле сәрканиед һ'имли һәрсеке жорготинә. Ле бона Мәст'уре сәрканийа һ'имли у қимәтли әв гьли— готьн у шәдәтиед мәрвьед ве һенейә зарьн.

Маһ Шәрәф—ханьм хроника хвөда бь һургьли у бь щур'е поэтикке дәрһөқа шәр' у дө'вдөзед ве һынгеда гьли дькә. Гөләки һ'әваск'ари те хвөндьне, хазма, шәр'е бона Бәг'даде, Амәдие, К'еркуке у Мусьле бь сәрк'арийа, п'адше Эрделане Хан Аһ'мәд—хан б. Халед хан. Тыштәки һ'әваск'арә, вөки гава әв дәрһөқа қөвмандьнед т'арихида гьли дькә, версияед т'әзә у шьрөвөкьрынәд майин пешда дьк'шинә. Мәсәлә, әв дьнвисә: „Р'астә, хроникада бь һургьли нөһатьнә нвисаре, ле мьн жь кала бьһистийә, вөки...“.

Әм к'т'ебеда р'асте гәләк эпизодед шәр'е әскәрәд шаһе Иране мқабьли Әрбөстане у Ту'урәне тен, ль к'б Мәст'уре бь к'ббари нмунед ә'фатийа, чава әв дьбежә, „шере“ Эрделане бир тинә.

Қимәтәки ве хөбәтейн майин жи география ве йә фьрөйә. К'т'ебеда наве бь дөһа бажар у гөндөд т'өмамия К'брдстане те нө биранине— Бәне, К'ерманшаһ, К'еркук, Мусьл, Р'өвансәр, Шәһрезор, Сәнәндөщ, Қөсре—Ширьн у гәләк—гәләк варгед т'арихийә майин.

К'бтаскеда щийә бе готьне, вөки хроника Маһ Шәрәф—ханьм К'брдстаниейә „Т'ариха Эрделане“ һ'өгани һәда бь т'ө зманед р'оһьлате у европие нөһатийә т'әршмәкьрынә у әв т'әршма ур'ьси, кө Е. И. Василевае миасәр кьрийә, т'әршма пешьнә бь зманәки майин. Әва йәка хвөбәр лайиқи пәснандьнейә.

К'т'өб бона р'оһьлатзана, т'арихзана у хвөндөванед, кө машоқед т'ариха щьмө'та к'брданә, п'ьр' керһатийә.

Р'әгәне Р'ӘЩӘВИ.

July 18, 1990

Baghdad Threatens Oil Allies

Hussein Warns He'll Use Force to Maintain Quotas

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

CAIRO — President Saddam Hussein of Iraq on Tuesday threatened to use force against "some Arab" countries — an obvious allusion to Kuwait and the United Arab Emirates — if they did not cease their overproduction of oil, which he said had weakened prices and harmed Arab countries that depend on oil revenues as a source of income.

Speaking in a broadcast address to celebrate the 11th anniversary of his coming to power, the Iraqi leader said the policies of these countries were inspired by the United States to obtain cheap oil and harm Iraq among other nations.

"The policies of some Arab rulers are American," Mr. Hussein said. "They are inspired by America to undermine Arab interests and security." He added: "Iraqis will not forget the saying that cutting necks is better than cutting means of living."

Although Mr. Hussein did not mention particular countries by name, his oil minister, Isam Abd Rahim Shalabi, has frequently over the past few weeks singled out Kuwait and the United Arab Emirates, which are producing oil at rates far above their OPEC-mandated quotas, as the main culprits in the steep fall of oil prices.

"Oh God all mighty, be witness that we have warned them," President Hussein said. "If words fail to protect Iraqis, something effective must be done to return things to their natural course and to return usurped rights to their owners."

The speech coincided with regional changes which have brought together an association of the politically powerful oil producers in the Gulf region, led by Iraq, with the strong support of both Saudi Arabia and Iran.

Alarmed by a steep fall in oil prices of more than \$6 per barrel over the past three months because of OPEC's lack of production disci-

pline, this group moved last week to impose restrictions on the production of oil by Kuwait and the United Arab Emirates.

While OPEC has failed many times before to force rebellious countries to reign in their oil output, this is the first time in a decade the three largest military and political powers in the Gulf area have joined hands to bring about a greater sense of discipline to the cartel.

Immediately following a meeting last week in the Saudi Arabian port of Jeddah, the Saudi oil minister, Hisham Nazer, took the highly unusual move of declaring that the United Arab Emirates had agreed to end two years of unrestrained production at the rate of about 2 million barrels of oil a day and limit its output to 1.5 million barrels a day.

Furthermore, Mr. Nazer said that the agreement followed a phone call from King Fahd of Saudi Arabia to Sheikh Zayed ibn Sultan al Nahyan, the president of the United Arab Emirates, putting the Saudi monarch's prestige behind the Saudi edict.

The two countries are members of the Gulf Cooperation Council in which Saudi Arabia plays the role of military and economic godfather vis-à-vis its smaller allies: Kuwait, Qatar, Bahrain, Oman and the United Arab Emirates.

These developments have come on the eve of an important OPEC meeting in Geneva set for July 25, where the cartel hopes to set a higher price target and end the recent slide in prices.

They also coincide with a significant political realignment in the Gulf as tensions between Iran and Iraq appear to have eased and the two countries are well on their way to negotiate an end to their war, which lasted most of the past decade.

The big producers' new resolve follows a no-nonsense warning from Iraq a few weeks ago that cheating by the United Arab Emir-

ates and Kuwait had flooded oil markets, weakened prices and severely reduced Iraq's income. Iraq said every drop of a dollar in the price of a barrel of oil robbed Iraq of \$1 billion in yearly income.

Mr. Nazer's declaration is also notable on two counts.

For one thing it means that any future infraction of the quotas by the United Arab Emirates amounts to a direct challenge to Saudi Arabia, as well as to Iraq and to Iran, which had also warned against cheating on quotas.

The suggestion here, according to a senior Arab official who asked for anonymity, is that the United Arab Emirates cannot expect any protection from any of these countries if it returns to its overproduction policies.

Over the past three months, oil prices had dropped by about \$6 a barrel as both the United Arab Emirates and Kuwait produced close to 2 million barrels of oil a day, raising overall OPEC output to 23.5 million barrels a day, drowning in the process oil markets and pushing prices down.

Of equal significance in the past two weeks was Iran's open alliance with Iraq, once its bitter enemy, in pressuring all Arab oil-rich countries to observe the OPEC quota system.

Iran and Iraq fought an eight-year war that ended in an armistice in 1988. Two weeks ago they began to negotiate a final peace treaty with direct talks in Geneva.

Ever since the Iraq-Iran war began in 1980, the rivalry between both military powers in the Gulf prevented the maintenance of a unified production and pricing policy within OPEC, an organization of which both are founding members and prominent players.

Together, they form a powerful block that may even stand up to Saudi Arabia, especially when it comes to their desire for much higher oil prices to boost their revenues.

The Iranian oil minister, Gholamreza Aqazadeh, underlined the new alliance in a statement to the Iranian news agency in which he said, "Concerning oil policies our views conform with those of Iraq and this also applies to other members and should not be disregarded."

Mr. Aghazadeh added that there were no more tensions either between Iran and Saudi Arabia when it comes to pushing oil prices back up to the OPEC target of \$18 a barrel.

Part of the tacit deal that was concluded in the Jeddah meeting on July 12 was to grant the United Arab Emirates the right to produce more oil than its official quota but less than what it was requesting.

An Arab oil official who took part in the talks said that any further infractions of the production quota by Kuwait would "not be tolerated" by Saudi Arabia either.

That suggests that Saudi protection will not be extended to Kuwait in the face of Iraqi anger at quota busting.

Under the new proposal, which will be put forward to the OPEC meeting in Geneva, both Kuwait and the United Arab Emirates can produce no more than 1.5 million barrels a day each.

Since the Jeddah declaration, oil prices reacted favorably to what oil analysts say is a new resolve in OPEC to push prices up. The price of a benchmark crude known as Brent oil, which is widely traded in London, has jumped from \$16.53 on July 11 to \$18.17 at midday Tuesday.

"A strong consensus has emerged that prices be above \$18 a barrel," commented OPEC's conference president, the Algerian oil minister, Sadek Boussena, who played a major role behind the scenes to create the accord between the big three OPEC oil powers, Saudi Arabia, Iran and Iraq, on the one hand, and Kuwait and the United Arab Emirates on the other.

INTERNATIONAL
HERALD
TRIBUNE
July 18, 1990

Iran's Islamic Police: Heavy-Footed Toeing of the Moral Line

By Philip Shenon
New York Times Service

TEHRAN — "My socks, my socks," the panicky Iranian woman said, throwing off her shoes and hurriedly trying to pull socks over her bare feet as the officer approached the taxi. Noticing that the young woman was accompanied by a Western visitor, and apparently wanting to avoid an incident, the officer waved the car on without inspection.

As the taxi pulled away from the roadblock, the young woman relaxed. "You get so scared and angry," she said. All this trouble, she said, because somebody thinks a glimpse of a naked ankle "is a sin."

Of all the government agencies created as a result of the 1979 Islamic revolution in Iran, perhaps none is more feared or detested than the Komiteh, or Committee. It is the national disciplinary patrol responsible for enforcing the Islamic regulations on social behavior.

The police in Iran are charged with enforcement of laws dealing with common crimes such as burglary or assault. But the armed officers of the Komiteh walk the streets in their olive green fatigues, making sure that the strict moral standards of Islam are upheld.

It is their job to make certain that unmarried men and women do not hold

hands or walk together on the sidewalk, that storekeepers display large, glossy photographs of the nation's senior Islamic clerics in their shops, that liquor is not being served at private parties, and that women keep their hair, arms, and feet covered, preferably in the black robes called *chadors*.

There are thousands of officers working for individual Komitehs throughout Iran. Their white patrol cars are identified by the "K" in Persian on one side of the license plate. "The Komiteh has more power than the police, and of course that's not surprising in a country that puts Islam above all else," said a Western diplomat in Tehran. "The problem is that in the name of religion, these people can act like thugs."

The diplomat said he has been harassed more than once. More than a decade after the Iranian revolution and a year after the death of Ayatollah Ruhollah Khomeini, foreigners who know Iran marvel at what they describe as the new freedom.

Iran is, for example, encouraging private companies to enter industries that have long been nationalized. Also, travel restrictions on Western journalists have eased.

But Iranians from all social classes complain that too little of this liberty is appar-

ent in their day-to-day lives. That is due in large part to the influence of the Komiteh. In scores of interviews, Iranians, rich and poor alike, in cities and the countryside, told of their experiences with the Komiteh, offering these examples of its power:

● A 24-year-old store clerk in the northern city of Rasht was pulled from the street and thrown against a wall as officers of the Komiteh dabbed cotton into a jar of cold cream and wiped it against her lips. They were looking for any sign that she might be wearing lipstick, which is forbidden in public for women in Iran.

● A well-to-do woman from Tehran in her early 40s and a teenage boy were stopped, separated and asked why they were walking together. Officers sneered and suggested to the humiliated woman that she was a prostitute and that the boy was a client. The pair was freed after the woman produced an identity card proving that she was the boy's mother.

● An 18-year-old boy's acceptance to one of the nation's most prestigious universities was withdrawn after investigators from the Komiteh telephoned his home and overheard banned Western music in the background.

The Komiteh has broad powers of arrest and imprisonment. Islamic law, as inter-

preted by the government, permits officers of the Komiteh to jail suspects for the slightest offense against Islam or the leaders of the nation.

A young woman was recently released from prison after being confined for three years on charges by the Komiteh that she had placed a small sticker on a classroom wall, that read: "Down with Ayatollah Khomeini." The girl was 14 at the time.

"It's all crazy," an Iranian woman educated in the West said. "The sad thing is how we have gotten used to this madness. People don't complain, because it won't do any good and it will probably get you arrested."

Among Western diplomats and businessmen, there is a belief that President Hashemi Rafsanjani would prefer to curb the power of the Komiteh, which is seen by some as a tool of his Islamic fundamentalist opponents in the government. At the moment, however, Mr. Rafsanjani is occupied with trying to rescue the nation's beleaguered economy and battling those same political enemies over his desire to broaden diplomatic ties with Western nations.

"Unfortunately, dealing with the Komiteh can't be high on anyone's list of priorities right now," a European diplomat said.

The influence of the Komiteh extends to

all phases of life in Iran. University students say the Komiteh employs informers among the student body, and that these spies report on instances of drinking or romantic involvement among students.

Komiteh officers also work in hotels with government affiliations, watching the guests, and have obvious influence at other hotels and restaurants.

At the Laleh International Hotel in central Tehran, which before the revolution was the Tehran Inter-Continental, employees want no trouble from the Komiteh. They keep a close watch on the attire and the behavior of guests, particularly women. One day recently, some Iranian women got together to have afternoon tea at the Laleh. One woman's scarf had fallen back, exposing a few inches of her black hair.

As he served a pot of tea, a waiter noticed the offending hair, walked quickly from the table and returned to present the woman with a small, printed card. In flowery language, it in effect warned the woman to adjust her scarf if she wanted to remain in the hotel.

"Dear Sister," it said, "following Islamic laws helps keep the place of women in society so high. Please respect the rules and let us have the pleasure of serving you." The woman, embarrassed, pulled her scarf forward, and the tea was served.

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

FRAD194 4 I 0301 BAH /AFP-IP8A

Irak-politique lead

Le parlement irakien recommande l'élection à vie du président Saddam Hussein

BAGDAD, 19 juil (AFP) - Le Conseil national irakien (structure consultative) a recommandé l'élection à vie du président Saddam Hussein, rapporte jeudi la presse officielle irakienne.

Selon la presse, le Conseil national, réuni depuis le début de la semaine pour discuter le projet de la nouvelle constitution irakienne, a recommandé l'élection à vie du président Saddam Hussein, qui dirige l'Irak depuis juillet 1979.

Le projet de la nouvelle constitution, qui établit un mandat présidentiel de sept ans, prévoit l'élection au suffrage universel direct du président de la république pour la première fois dans l'histoire de l'Irak. Cette élection doit intervenir avant la fin de l'année en cours, a indiqué récemment M. Saddam Hussein.

Le projet de la constitution, qui doit être soumis à référendum, comprend également la dissolution du Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance en Irak depuis l'arrivée du parti Baas au pouvoir le 17 juillet 1968.

Outre la création d'un sénat, le projet stipule que l'Irak est "une république à régime présidentiel, sa religion officielle est l'islam et son peuple est formé d'arabes et de kurdes", précise la presse.

Le projet prévoit en outre la liberté de presse et de culte et l'instauration du multipartisme en Irak. Actuellement, trois partis sont autorisés en Irak: le Baas (parti de la renaissance arabe) et deux petites organisations kurdes: le parti démocratique du Kurdistan irakien (scission du PDK - opposition armée au régime de Saddam Hussein) et le parti de la révolution du Kurdistan.

Ces trois partis sont regroupés au sein du Front National Progressiste (FNP), au sein duquel le Baas est prédominant.

TM/bs/ml

AFP 191315 JUL 90

FAMILLE CHRETIENNE

19 juillet 1990



PERSÉCUTIONS ANTICHRÉTIENNES EN ANATOLIE

«Des voyageurs arrivés récemment à Paris en provenance de la sous-préfecture de Midyat (province de Mardine, dans le sud-est de l'Anatolie) ont confirmé les nouvelles circulant parmi les réfugiés syriaques de Turquie en France : une dizaine de membres de leur ethnie ont été assassinés ces dernières semaines dans cette zone peuplée, majoritairement, de Kurdes, entre le Tigre et la frontière syrienne, appelée le Tour Abdine, et qui est l'un des plus anciens sanctuaires chrétiens d'Asie mineure (...)

«Les syriaques (orthodoxes ou catholiques) qui étaient environ cinquante mille en Turquie il y a une ou deux générations, n'y seraient plus à présent que quelques milliers. Les autres ont émigré et quelque cinq cents familles syriaques vivent main-

tenant en France. Il y a environ deux cent cinquante mille syriaques dans le monde (dont soixante-quinze mille catholiques). (...) Les syriaques de France se sont étonnés que Mme Mitterrand, lorsqu'elle s'est rendue l'an dernier dans les camps de réfugiés kurdes irakiens en Anatolie, où elle a permis à trois cent cinquante d'entre eux de venir s'installer en Auvergne, ne soit pas allée visiter le campement des réfugiés chrétiens (assyro-chaldéens ou syriaques) installés à proximité. (...) »

Le départ des chrétiens du Moyen-Orient (toutes Eglises confondues) se généralise. Il touche la Turquie, le Liban, la Syrie, l'Irak et Israël. Qui dénonce ces émigrations forcées et généralisées ?

DER STANDARD

FREITAG, 20 Juli 1990

Helen Ghassemlou : „Ich klage an“

Vorwurf : Österreich habe Pflicht zur Strafverfolgung nach Kurdenmorden nicht erfüllt



STANDARD-Mitarbeiterin
Sissy Danninger

Wien – Mit dem Verlangen nach Einsetzung eines parlamentarischen Untersuchungsausschusses zur Überprüfung des Vorgehens der österreichischen Behörden nach der Ermordung dreier Kurden bei Ausgleichsverhandlungen mit iranischen Regierungsvertretern in Wien vor einem Jahr

endete am Mittwoch abend ein Prominenten-Hearing. Veranstalter war der österreichische „Verein der Freunde des kurdischen Volkes“ mit Unterstützung der Grünen gewesen.

Auf dem Podium Universitätsprofessor Anton Pelinka, der Kriminalsoziologe Arno Pilgram, Willi Resetarits vom Unterstützungskomitee für verfolgte Ausländer, die Journalistin Sigrid Löffler, Polito-

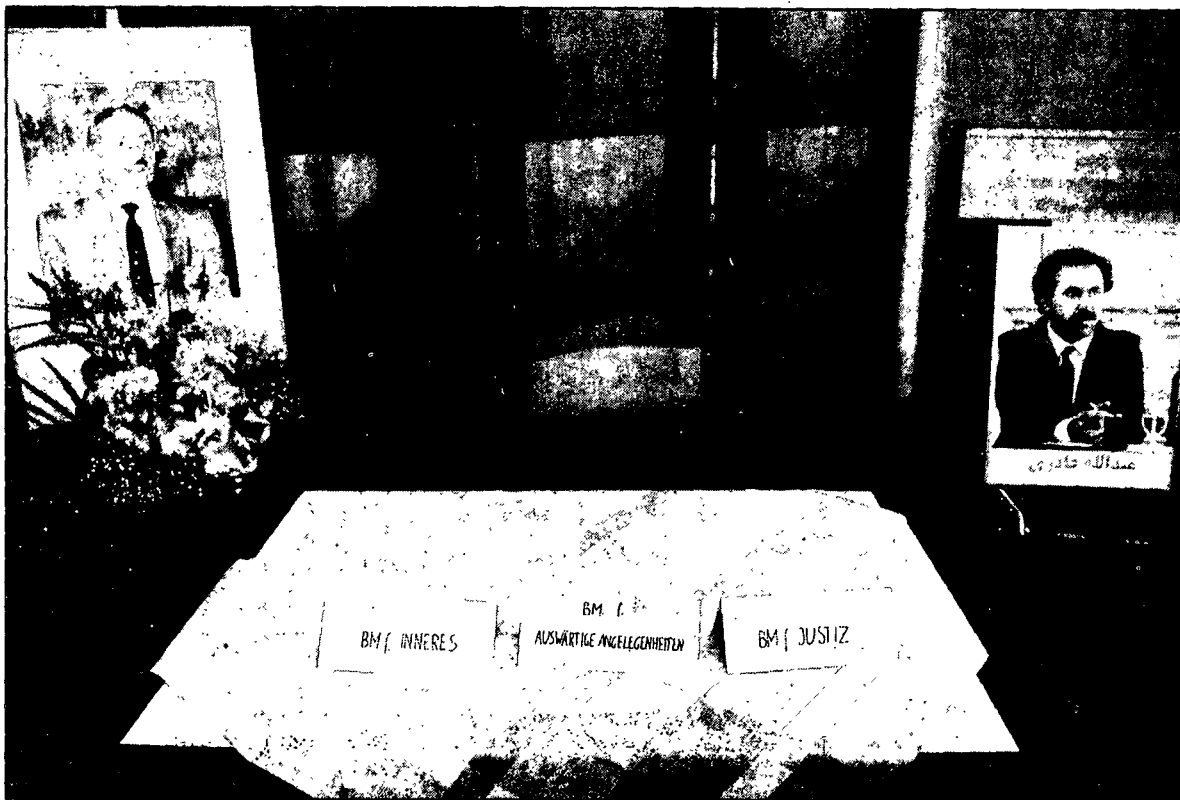
loge John Bunzl und Peter Huemer als Gesprächsleiter. Als wichtigste Auskunftspersonen standen die Witwe des ermordeten Generalsekretärs der „Demokratischen Partei Kurdistans“ im Iran, Helen Ghassemlou, und ihr Anwalt Manfred Weidinger zur Verfügung. Nicht gekommen waren die eingeladenen Vertreter der Behörden und des Iran.

Weitere Punkte des schriftli-

Der Nachfolger Ghassemlous in der Führung der Kurdischen Demokratischen Partei, Scharafkandi.

Zu dem Hearing waren auch Vertreter des Innen-, des Außen- und des Justizministeriums sowie der iranischen Botschaft in Wien eingeladen gewesen. Es kam niemand, um auf die massiven Vorwürfe zu antworten.

Fotos: Newald



chen Resumes an die Regierung:

● Weder Staatsraison noch wirtschaftliche Erwägungen könnten rechtfertigen, daß rechtsstaatliche Prinzipien mißachtet würden und der Eindruck von Souveränitätsverzicht als Präzedenzfall entstehe.

● Indem die iranische Botschaft einen mutmaßlichen Mörder dem Zugriff der Behörden entzog, sei geltendes Völkerrecht verletzt worden, was den Gang Österreichs zum Internationalen Gerichtshof in Den Haag nötig mache.

● Da trotz der Haftbefehle wegen Mordverdachts alle drei mutmaßlichen Täter mittlerweile im Iran seien, müsse Wien Teheran auffordern, im Iran ein Gerichtsverfahren einzuleiten.

● Hierzulande schließlich sollten, abgesehen vom parlamentarischen Untersuchungsausschuß, disziplinarrechtliche Überprüfung klarstellen, wie weit Behörden ihre Verantwortung nach dem Drei-

fachmord wahrgenommen oder aber verletzt haben.

Das Hearing sollte kein „Ersatzverfahren“ und auch kein Versuch sein, die Morde aufzuklären, wie Huemer betonte. Es sollten nur Antworten auf drei Fragen gefunden werden: Wurden die Ermittlungen ordnungsgemäß geführt? Gab es Druck von Seiten des Iran? Wurden die notwendigen diplomatischen Schritte eingeleitet? Die Antworten in Kürze: Nein, nein mit Fragezeichen.

Druck nicht nötig

Offen Druck auszuüben, war nach den Ausführungen Weidingers nach der Aktenlage für den Iran wohl gar nicht nötig: aus einem Aktenvermerk gehe hervor, daß schon drei Tage nach dem Verbrechen Staatspolizei-Chef Ministerialrat Anton Schulz mit Rücksicht auf mögliche diplomatische Verwicklungen gegen die Ausstellung von Haftbefehlen für Personen in der iranischen Mission interveniert habe. Während

für den Anwalt „kein Zusammenhang mit Noricum erkennbar“ ist, weist Grün-Abgeordneter Peter Pilz auf ein dagegen sprechendes Indiz hin. Der Kommandant der iranischen Revolutionswächter und mutmaßliche Mörder Mohammed Deschafar Saharudi alias Rahimi könnte mit einem 1984 auf der Liste der iranischen Auslandsdelegation in Athen bei der Militärmesse genannten „Colonel Rahimi Tari“ identisch sein. Bei dieser Gelegenheit sei das Noricum-Geschäft damals angebahnt worden.

Früher Verdacht

An Aufklärungsbedürftigem bestehe insgesamt kein Mangel: „Alle Tatverdachtsmomente waren schon am 20. Juli 1989 gegeben, als zwei mutmaßliche Täter noch greifbar waren“, betont Weidinger. Aber bis zur Ausstellung von Haftbefehlen dauerte es noch vier Monate und bedurfte es der Strafanzeige Helen Ghassemloous.

Die noch im Juni auf eine Anfrage der Grünen von Justizminister Egmont Foregger gekommene Antwort, er verlasse sich auf „ausreichende Bewachung der Botschaft“ und darauf, daß Amir Mansur Bosorgian noch darin wäre, stößt ebenfalls auf Konträres. Nach der Aktenlage gab es, so Weidinger, maximal drei oder vier Tage nach der Ausstellung der Haftbefehle im November 1989 Personenkontrollen bei der Mission, dann rasch Reduktion der Bewacher auf vier und nach einigen weiteren Tagen auf zwei Polizisten.

Helen Ghassemloous verbitertes „J'accuse“: „Ich beschuldige die iranische Regierung, das Verbrechen geplant und ausgeführt zu haben. Ich beschuldige die österreichische Regierung und Justiz, Staatsraison über Gerechtigkeit zu stellen. Und ich beschuldige die demokratischen Staaten insgesamt, auf dem Rücken der Kurden ihre eigenen Grundsätze im Kampf gegen Staatsterrorismus aufzugeben.“

MEI — 20 JULY 1990

Turkey

Support for the Kurds

from Hugh Pope

Istanbul

The debate on Turkey's Kurdish problem has finally advanced into the country's political mainstream with the acceptance and publication of a new pro-Kurdish policy document by Turkey's main opposition party. The Social Democratic Populist party (SHP)'s 36-page report makes startling reading in a country where only three years ago it was a journalistic dare to print the word Kurd and political suicide to speak it at all.

“People should be allowed to accept their Kurdish identity and say they are of Kurdish origin and be able to freely express this identity,” said the report. Whatever people's mother-tongue, they should be able to read, speak and write in it, and the state should help found an institute to study that culture, it added.

The SHP's policy document was even

more surprising in view of its difficulty in reaching any unity on the usual issues of Turkish politics. Some party voices objected at the way it was pushed through the Party Council in the early hours of 16 July, but the SHP is now committed to implementing it if it comes to power, an event that is possible in 1992.

Various factors are thought to have pushed the party to overcome its Turkish nationalist prejudices in line with the long-held beliefs of left-wing intellectual opinion. The strongest one may have been the collapse in support for the SHP in the mainly Kurdish southeast. The report pointed out that 20 per cent of Turkey's 56 million people live in the 19 provinces of east and southeast Anatolia.

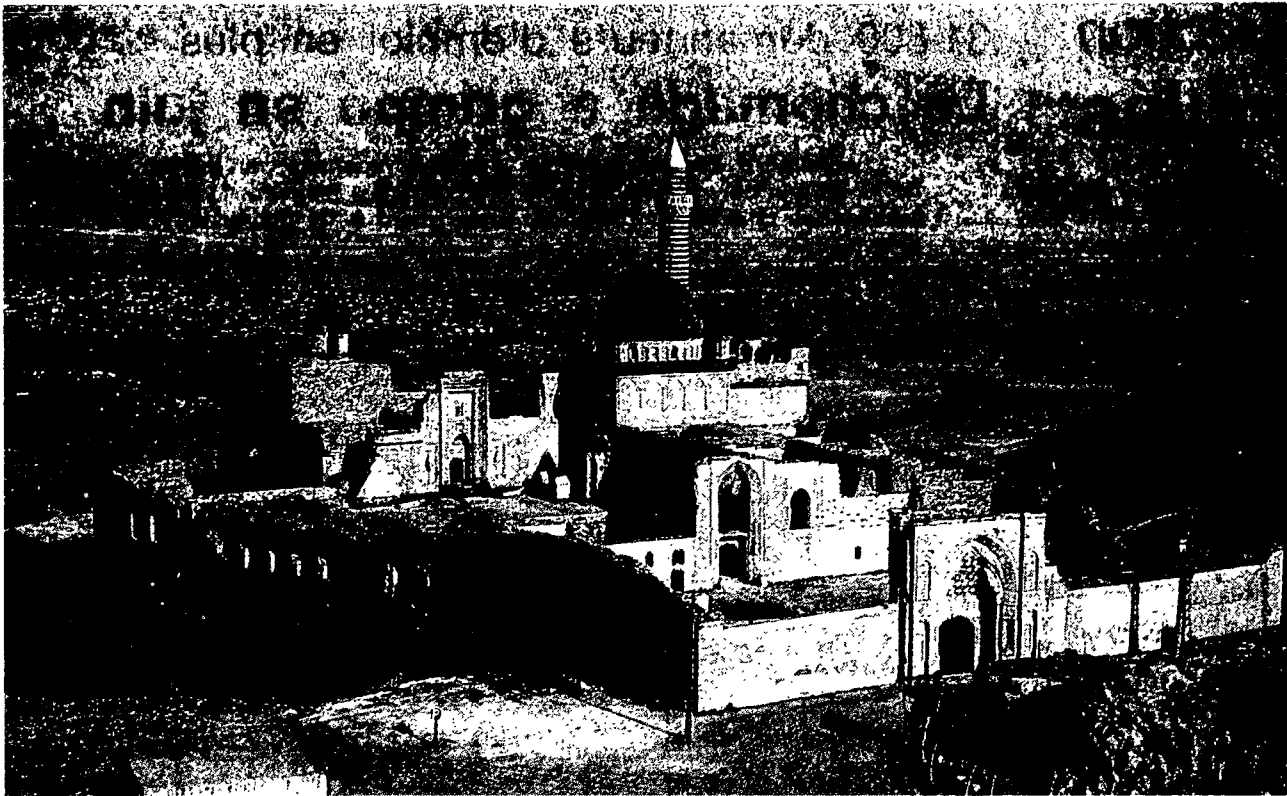
Statistics quoted in the report showed that *per capita* income in the region was a third of rich western provinces and falling behind. Literacy rates were less than 43 per cent compared to 77 per cent in Turkey as a whole. The report called for an economic rescue package, an end to emergency rule measures in all but six of the 19 provinces, an end to arbitrary arrests, torture and harassment of suspects' relatives.

and for the disbandment of the state's controversial Village Guards militia.

Although the report coyly omitted any explicit reference to the Kurdish language, the state prosecutor has already said an investigation is possible into whether the report broke tough existing laws banning “separatist propaganda”. President Turgut Ozal immediately scoffed at the report, maintaining he wanted to lift a 1982 law banning Kurdish as a spoken language but would never allow it to be taught.

The report pointed out that there is no end in sight to the armed violence that has plagued the southeast since the Kurdish Workers party (PKK) went on the offensive in 1984. It said the official death toll was now about 1,245, including 630 “terrorist” Kurdish guerrillas. Unofficial totals range up to 2,500 dead on both sides.

“But the people must not be put under pressure while fighting the terrorists. The terrorists aim to alienate the people from the state by making them fed up with government pressure. To a certain extent they have been successful,” it said. “The [state] must use democratic methods.”



(Photo F.-J. Chaudet)

Non loin des frontières soviétique et iranienne, face au mont Ararat (5 155 mètres), il ne reste de Dogubayazit que les ruines mélancoliques du palais kurde d'Ishak Pacha. C'est le royaume d'un vent sec qui balaie les paysages farouches de la Turquie de l'est baignés d'une lumière exceptionnelle. Alexandre le Grand Tamerlan et tant d'autres conquérants sont passés par là...

Turquie

L'avenir, c'est l'Europe

2. — La question des droits de l'homme

La Turquie se targue d'être redevenue une démocratie. Dans les principes, c'est vrai, mais dans la pratique, il y a, hélas, beaucoup de « bavures ». On n'efface pas ainsi par des mots une détestable tradition de « tabassages en tous genres ». Cette réalité, les dirigeants turcs l'ont humblement reconnue devant notre envoyé spécial Julien Redon.

ANKARA. — « Notre parti est le plus ancien de Turquie, et pourtant il n'a que sept ans, alors que la République existe depuis 1923, et le pluralisme depuis 1946 ! » Mehmet Dülger, vice-président du Parti de la juste voie, avatar actuel de l'ex-Parti de la justice de Süleyman Demirel, se désole : le coup d'État militaire de septembre 1980 a obligé toutes les formations politiques antérieures à changer de nom

(et, au début, de dirigeants) sans que le retour à la démocratie ait vraiment, selon lui, permis de renouer avec une vie publique tout à fait normale. Montrant la photo de son père derrière des barreaux — c'était en 1960, — M. Dülger ajoute : « Il serait quand même temps que, dans ce pays, on puisse faire de la politique sans risquer sa peau, pour une raison ou pour une autre. »



Un marché en Turquie. Plus près de l'Orient que de nos marchés européens.

Une vague de terrorisme

Car il n'y aura pas eu, pour mettre en péril la carrière et la vie même des hommes politiques turcs, que les « juges » galonnés de 1960, 1971 et 1980 : il y avait eu, aussi et surtout, avant le coup d'État d'il y a dix ans, une formidable vague de terrorisme, qui voyait principalement s'affronter l'extrême droite et l'extrême gauche, à raison de plusieurs dizaines de morts par semaine, voire par jour les derniers temps. C'est même cette sanglante anarchie qui a officiellement motivé le retour de l'armée au pouvoir, et il faut bien reconnaître qu'il s'agissait de beaucoup plus que d'un prétexte.

Le « coup d'État démocra-

tique », comme vont jusqu'à dire les supporters de l'armée, est d'ailleurs devenu une spécialité turque. Version bienveillante : dans les trois cas recensés depuis la guerre, il s'est agi, pour l'état-major, de se substituer au pouvoir civil le temps de rétablir l'ordre, mais aussi d'organiser le retour à la vie parlementaire normale. Rien à voir, donc, avec la tradition putschiste africaine ou latino-américaine. Version plus prudente : certes, à chaque fois l'armée turque a rendu le pouvoir qu'elle avait confisqué, mais elle a, au passage, réglé des comptes — parfois de façon très brutale — avec la classe politique, à gauche mais aussi à droite.

d'Izmir, si la Constitution est démocratique, la pratique quotidienne ne l'est pas encore tout à fait ; la télévision, par exemple, est monopolisée par le pouvoir. » Enfin, l'opposition, si critique soit-elle contre la politique économique libérale (thatchérienne, disent même certains) de Turgüt Ozal, ne dispose pas encore d'un projet global de change.

Autre inconnue : l'avenir du fondamentalisme islamique. Quarante-vingt-dix-huit pour cent des Turcs sont

musulmans ; mais l'entreprise d'Atatürk, dans les années vingt, a fortement laïcisé le pays. « On joue beaucoup à se faire peur, en Occident, avec le risque de contagion iranienne, explique ce jeune et brillant fonctionnaire des Affaires étrangères, mais, outre le fait que nous sommes, nous, des sunnites, les événements de Téhéran ont plutôt joué comme un contre-exemple. D'ailleurs, le parti religieux stagne électoralement aux alentours de sept pour cent. »

Une détestable tradition de violence

Reste la lancinante question des droits de l'homme. Sur le papier, tout va bien : Ankara a adhéré à la convention internationale contre la torture, son droit national donne aux citoyens des garanties analogues à celles que l'on connaît en Occident (sauf, tout de même, dans « les provinces de l'Est », comme on continue de dire pudiquement à propos du Kurdistan, toujours ravagé par les affrontements particulièrement brutaux entre séparatistes et soldats), et l'on ne trouverait plus personne, aujourd'hui, y compris à l'état-major, pour justifier publiquement les sévices notoirement infligés dans les prisons, les commissariats, les casernes.

Le problème est que, selon des informations concordantes, on frouve toujours des gens pour les pratiquer, et très peu de juges pour condamner les auteurs de ce genre d'exactions lorsqu'ils passent en jugement, ce qui est plus fréquent qu'avant mais demeure certainement l'exception.

« C'est une question de niveau culturel, reconnaît loyalement un très haut fonctionnaire d'Ankara. Notre volonté d'en finir avec les tabassages en tous genres se heurte encore souvent à une détestable tradition de violence, et surtout de violence impunie lorsqu'elle est commise sous un uniforme, contre un pauvre type anonyme. C'est cela qu'il faut briser. Nous savons bien que, pour nous, le chemin de l'Europe passe aussi par là — même si nous n'avons pas le monopole des « bavures » policières ou militaires. »

Julien REDON.

Des politiciens discrédités

Le problème est que ces coups d'État, au total, n'ont pas été impopulaires, loin s'en faut. « Cela tient à la fois au discrédit des politiciens et à l'absence de grands équilibres fondamentaux dans notre société », explique Yalcin Ozer, l'influent éditorialiste du quotidien Türkiye.

Le Parti de la mère patrie du président Ozal va de défaite en défaite aux élections locales, au point que l'on se demande si le gouvernement pourra tenir jusqu'à l'échéance législative normale de 1992, malgré sa

majorité absolue au Parlement. Le Premier Ministre, M. Yildirim Akbulut, dont le prénom signifie « tonnerre » en turc, et le nom « nuage blanc », est fort loin, malgré ce patronyme entièrement météorologique, de faire la pluie et le beau temps à Ankara. Et la présence de quelques fortes personnalités dans son gouvernement, comme M. Kâmrân İnan, qui a la haute main sur le gigantesque projet hydro-électrique du GAP, dans l'Est, ne suffit manifestement plus à donner une assise populaire au cabinet.

Une opposition sans leaders

Cela dit, l'opposition ne semble pas aller beaucoup mieux. Elle manque cruellement de leaders nouveaux : Bülent Ecevit pour le Parti démocratique de gauche, Necmettin Erbakan pour le Parti de la prospérité, peuvent difficilement passer pour tels, quel que soit leur charisme respectif, l'un à gauche et l'autre dans l'intégrisme. Quant au président

du Parti social démocrate, Erdal İnönü, spécialiste de la physique nucléaire et fils de l'homme d'État dont il porte le nom, son relatif noviciat en politique n'en fait sans doute pas le dirigeant le mieux armé pour contenir les assauts de ses « amis » au comité directeur de sa propre formation. « En outre, ajoute Mme Birgen Keles, député social démocrate

Ouest France, 27 juillet 1990

Conférence à Saint-Pierre-Quiberon

Expérience au Kurdistan

Le Kurdistan, Maurice Brisgand le connaît bien il y a effectué trois séjours en mission chirurgicale dans le cadre de Médecins du monde. Etre Kurde aujourd'hui, soixante-dix ans après le démembrement de l'Empire Ottoman, c'est d'être difficilement supporté par le gouvernement. Etre mis en prison, pour le simple fait de se dire Kurde ou pourchassé en

Iran, ou en résidence surveillée et éventuellement déplacé dans des camps si vous êtes Kurde irakien

C'est ce que propose de raconter M. Brisgand au travers d'anecdotes et de récits qu'il a vécus.

Il captive son auditoire, ce vendredi, à 21 h, au centre culturel, Saint-Pierre-Quiberon, entrée libre.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, July 28-29, 1990

U.S. Reassesses Iraq Relations

The Senate, Meanwhile, Votes for Economic Sanctions

By Philip Shenon

New York Times Service

WASHINGTON — The Bush administration has intensified a review of American policy toward Iraq and is being urged to consider new economic sanctions as a result of Iraqi threats against two oil-producing neighbors on the Gulf, according to administration officials.

They said the State Department and the Pentagon were alarmed by the tactics of President Saddam Hussein, who this month warned Kuwait and the United Arab Emirates he would use force if necessary to make them reduce oil production.

[As a possible spur to administration planners, the Senate voted Friday to impose economic sanctions on Iraq, including an end to the \$1.2 billion in loan guarantees Baghdad now receives to buy U.S. farm and commercial products, the Associated Press reported.

[The vote, 80 to 16, came on an amendment to the 1990 farm bill. It was the latest sign of congressional concern over Iraq's assertiveness in the Middle East.]

"What's gone on in the last several days has reaffirmed the need for a good, intensive look at Iraq," a State Department official said. "We still think it's important to have a relationship — we need to be able to talk to Iraq — but at the same time, there may be some specific areas where we'll want to be tougher with them."

While the United States maintained official neutrality during the eight-year war between Iran and Iraq, it gradually favored Iraq. As the war ground on, President Hussein moderated his behavior toward the United States and most of his Arab neighbors.

Administration officials said their review of American-Iraqi relations began earlier this year as a result of evidence that Iraq was expanding its efforts to develop chemical and nuclear weapons.

The examination was stepped up last week, when Mr. Hussein threatened military action against Kuwait and the United Arab Emirates if they continued to flout oil production quotas set by the Organization of Petroleum Exporting Countries. Officials said the review would continue even though tensions eased when Kuwait and the United Arab Emirates apparently agreed in Geneva to a new production accord proposed by OPEC.

From 1979 to 1982, Iraq was on the State Department's official list of states that sponsor international terrorism, meaning that it faced trade sanctions at that

time. Even today, there are some products that cannot be sold to Iraq, including chemicals that might be used to make poison gas.

Reports that the State Department might seek new economic sanctions against Iraq circulated on Capitol Hill this week, delighting lawmakers who in the past have criticized the Bush administration for failing to act decisively to protest military and human rights abuses by the Iraqi government.

"Our policy in the past has been totally inexplicable," said Representative Howard L. Berman, a California Democrat. "During Iraq's war with Iran, our government agreed to look the other way at Iraq's support for terrorism, its involvement in weapons proliferation, and even its use of nerve gas."

"We can't afford to look the other way," he said, "I think Saddam Hussein is now making the best case imaginable for why the United States must make a dramatic alteration in its policies."

Administration officials cautioned Thursday that the United States has only limited economic leverage over Iraq, and that additional sanctions would not have a dramatic effect on the Iraqi economy.

There is relatively little trade between the United States and Iraq, only about \$2 billion a year.

"We already have so many different sorts of economic controls on Iraq that I'm not sure what more we can do," a State Department official said.

But lawmakers have insisted that new sanctions would still have an important symbolic value. There was widespread indignation on Capitol Hill last month when the Bush administration publicly urged lawmakers to resist growing sentiment to punish Iraq economically after Mr. Hussein's threat to attack Israel with chemical weapons.

This month, the Senate Banking Committee unanimously approved legislation that would deny agricultural credits to Iraq and would bar the sale of technology with potential military applications.

Haitham Najjar, first secretary of the Iraqi Embassy here, said in an interview that new sanctions "would hurt Americans much more than Iraqis."

"It would hurt American farmers who are now getting the benefit of Iraqi imports, because Iraq could find many other markets to get what it needs," he continued.

He said, too, that Iraq considered its dispute with Kuwait and the United Arab Emirates over oil production to be an "Arab matter" that "will be settled as soon as possible."

LIBÉRATION, 28 juillet 1990

URSS: Kurdes

La première conférence des Kurdes soviétiques s'est achevée jeudi à Moscou par l'adoption d'une résolution demandant au Kremlin d'examiner « la possibilité du rétablissement » d'une région autonome du Kurdistan en URSS. Les Kurdes soviétiques sont au nombre de 153000, selon le recensement officiel de 1989, « plus de 500000 », selon le président de la conférence.

L'EVEIL DE HAUTE LOIRE, 29 juillet 1990
CONFÉRENCE KURDES

La première conférence des Kurdes soviétiques s'est achevée jeudi à Moscou par l'adoption d'une résolution demandant au Kremlin d'examiner « la possibilité du rétablissement » d'une région autonome. Des Kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie ont assisté à cette conférence.

LE QUOTIDIEN DE PARIS
28 juillet 1990

Kurdes

Trente-deux militants séparatistes armés et onze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis une semaine en Turquie lors d'opérations contre les « terroristes séparatistes » dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon un bilan rendu public hier à Diyarbakir.

L'HUMANITÉ, 30 juillet 1990

► REPRESSION CONTRE LES KURDES.

Quarante-trois Kurdes de Turquie ont été abattus par l'armée d'Ankara au cours des cinq jours dans l'est du pays. La presse du régime salue la répression et le rôle des milices villageoises mises en place par les colonels dans cette région toujours sous loi martiale.

L'ALSACE, 29 juillet 1990

POUR UN KURDISTAN AUTONOME

● MOSCOU. — La première conférence des Kurdes soviétiques s'est achevée jeudi à Moscou par l'adoption d'une résolution demandant au Kremlin d'examiner « la possibilité du rétablissement » d'une région autonome.

Des représentants des Kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie ont assisté à cette conférence.

Une région autonome du Kurdistan avait existé de 1923 à 1929 sur le territoire actuel de l'Azerbaïdjan, dans une zone située entre la région autonome du Nagorny Karabakh, revendiquée par les Arméniens, et l'Arménie.

Selon le recensement officiel de 1989, les Kurdes soviétiques sont 153.000.

Une commission d'études, composée de députés et de représentants kurdes, doit être mise sur pied en septembre par le parlement soviétique pour examiner les possibilités d'améliorer la condition de la communauté kurde, notamment en lui assurant une radio et un organe de presse.

LA MONTAGNE, 28 juillet 1990

du monde entier

● URSS : séparatisme et autonomisme. — Les présidents des trois républiques baltes, Vytautas Landsbergis (Lituanie), Arnold Rüutel (Estonie) et Anatolys Gorbounovs (Lettonie), ont convenu de ne pas participer à l'élaboration du nouveau Traité de l'Union (soviétique) pour marquer qu'ils entendent séparer leur avenir de celui de l'URSS.

D'autre part, le parlement de Biélorussie a adopté vendredi après-midi à l'unanimité une déclaration de souveraineté qui stipule notamment que la république vise à la neutralité et à la dénucléarisation de son territoire.

Enfin, les Kurdes soviétiques ont demandé le rétablissement du Kurdistan autonome qui avait existé entre 1923 et 1929.

LE QUOTIDIEN DE PARIS, 30 juillet 1990

UN JOUR DANS L'HISTOIRE LE 30 JUILLET

● Ce 30 juillet est un jour pas comme les autres. L'histoire événementielle de cette journée est pauvre et sans relief particulier, mais éclairante sur la longue durée. Il y a dix ans, un 30 juillet, la Knesset, Parlement israélien, adopte une loi fondamentale sur « Jérusalem réunifiée, capitale éternelle d'Israël ». Le conseil de sécurité de l'ONU condamnera l'annexion de Jérusalem-Est. Cette péripétie ne fera qu'accroître les tensions israélo-arabes. La montagne de Sion a toujours été convoitée et se trouve être le lieu saint des trois grandes religions monothéistes. Mur des Lamentations, tombeau de David, calvaire et tombeau du Christ, mosquée d'Omar. Jérusalem, capitale d'un Etat juif, nous ramène au XI^e siècle avant Jésus-Christ lorsque le roi David en fit la capitale de son royaume et y transféra l'Arche. Trente siècles, c'est beaucoup face à une histoire vécue au jour le jour.

Le 30 juillet 1974, la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne signent une déclaration de cessez-le-feu à Chypre. Cessez-le-feu éphémère puisque quelques jours plus tard, l'armée turque occupe le tiers nord de l'île. C'est la partition qui dure jusqu'à aujourd'hui. Après la proclamation, en 1983, d'un Etat chypriote turc, seule la Turquie a reconnu cette République. Le conseil de sécurité de l'ONU s'y est toujours refusé. L'île fut colonisée par les Grecs à la fin du II^e millénaire. Elle fut successivement phénicienne, égyptienne, assyrienne, perse, grecque de nouveau avec Alexandre le Grand, puis romaine, byzantine. Conquise par Richard Cœur de Lion, elle est administrée par les Templiers, cédée à Venise, occupée par les Turcs, administrée par les Anglais et, enfin, indépendante en 1960. Si l'histoire ne se répète pas, elle semble toutefois s'acharner sur quelques petits territoires.

Le 30 juillet toujours, mais en 1930, les Kurdes se révoltent sur ce qui était alors la frontière turco-perse. Les Kurdes sont près de 15 millions répartis aujourd'hui entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Le Kurdistan a été victime des aléas de l'histoire. Du VII^e siècle avant Jésus-Christ jusqu'au XVI^e siècle de notre ère, le peuple kurde assure tant bien que mal son indépendance face aux invasions qui déferlent. Il conservera au moins sa langue et sa culture. Occupé par l'empire ottoman, il n'aura de cesse de se rebeller. Mais, il sera à chaque fois écrasé. Chaque pays de la région l'utilisera contre ses voisins en les encourageant à la révolte.

L'Iran l'utilisera contre l'Irak à plusieurs reprises, notamment lors de la guerre du Golfe. On peut parier que l'histoire ne l'oubliera pas et que le Kurdistan se rappellera encore longtemps à notre bon souvenir. En 1907, les premières élections ont lieu aux Philippines en vue de la désignation d'une première assemblée. Les Philippines, découvertes par Magellan, ne sont plus indépendantes depuis le XVI^e siècle. En 1896, c'est la révolution et l'indépendance. Après la guerre hispano-américaine de 1898, l'Espagne cède ce territoire aux Etats-Unis qui en font leur colonie. L'histoire peut être pleine d'ironie. Les Etats-Unis, eux-mêmes ancienne colonie, lutteront au début de ce siècle contre la volonté d'indépendance des Philippines. L'indépendance sera finalement concédée en 1935 avec effet dix ans plus tard. Entre-temps, les Japonais occuperont la colonie américaine qui sera libérée par les troupes du général MacArthur. L'indépendance tant recherchée sera accordée en 1946.

1940, un 30 juillet, la France rompt ses relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Là aussi, il s'agit d'une longue histoire, depuis le baptême de Clovis en 496, faite de hauts et de bas. Le Concile de Paris, en 1396, affirme l'indépendance temporelle du roi de France et la liberté de l'église gallicane. Jusqu'à la Révolution française, la France et la papauté entretiennent des relations fluctuantes. Louis XII, en 1512, ne fait-il pas déposer le pape Jules II parce qu'un des prédécesseurs de ce pape avait, en 1438, déclaré l'Eglise de France semi-schismatique ?

Mais la rupture de 1904 a une petite histoire. Le président de la République se rend à Rome en visite officielle auprès du roi d'Italie, mais ne va pas saluer le pape. Le pontife envoie une note diplomatique à toutes les chancelleries étrangères. Le prince de Monaco, qui a reçu la note, la transmet à Jean Jaurès qui la publie à la Une de « l'Humanité ». Emile Combes est alors président du Conseil. La séparation de l'Eglise et de l'Etat est décidée en 1905. Les relations diplomatiques ne seront rétablies qu'en 1921. Voilà une fille aînée de l'Eglise bien turbulente. Ça ne date pas d'hier.

Olivier MILHOMME

L'UNION, 30 juillet 1990

Kurdes tués

Trente deux militants séparatistes armés et onze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis une semaine lors d'opérations contre les « terroristes séparatistes » dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Ce total de 43 morts en cinq jours lors d'opérations militaires fait de ce bilan l'un des plus sanglants en une semaine dans cette région où des opérations d'envergure semblent avoir été déclenchées par l'armée contre les rebelles.

La majorité des quotidiens turcs soulignent dimanche les « succès de l'armée turque ». Ils précisent que 25.000 protecteurs de villages (milice pro-gouvernementale) assurent la défense des villages et hameaux contre les attaques des « terroristes séparatistes ».

LE MONDE, 31 juillet 1990

En Turquie

Les affrontements en Anatolie ont fait 43 morts

Trente deux militants séparatistes armés et onze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis une semaine lors d'opérations contre les « terroristes séparatistes » dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, selon un bilan rendu public, dimanche 29 juillet à Diyarbakir, par la préfecture de cette région. Ce total de 43 morts en cinq jours lors d'opérations militaires fait de ce bilan l'un des plus sanglants des opérations déclenchées par l'armée contre les rebelles. L'intensification des affrontements armés entre les forces de l'ordre et les « terroristes » serait le résultat d'une nouvelle offensive de l'armée turque dans le « triangle de la mort, Hak-kari-Mardin-Siirt », proche de la frontière turco-syro-turque. Ce nouveau bilan porte à près de 2 000 le nombre de personnes tuées dans le Sud-Est anatolien depuis la reprise de la rébellion armée en août 1984. — (AFP)

ԿՍՄԲ gamk

ՊՐԱՆՈՒԹՅՈՒՆ QUOTIDIEN ARMENIEN

30-31 juillet 1990

LES KURDES SOVIETIQUES DEMANDENT LE RETABLISSEMENT D'UN KURDISTAN AUTONOME

La première conférence des Kurdes soviétiques s'est achevée jeudi à Moscou par l'adoption d'une résolution demandant au Kremlin d'examiner «la possibilité du rétablissement» d'une région autonome du Kurdistan en Union soviétique.

Des représentants des Kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie ont assisté à cette conférence. S'exprimant devant la presse, le président de la conférence, M. Karim Nadirov, un académicien du Kazakhstan, a rappelé qu'une région autonome du Kurdistan avait existé de 1923 à 1929 sur le territoire actuel de l'Azerbaïdjan, dans les régions de Latchine et de Koubatly, situées entre le Haut Karabagh et l'Arménie, et dont la population kurde a déjà manifesté son désir d'être rattachée à l'Arménie.

Interrogé sur les réactions des Azéris à cette demande d'autonomie, M. Nadirov a répondu : «pour l'instant, ils se taisent». On signalait toutefois que des affrontements avaient opposé récemment Kurdes et Azéris

dans la région de Latchine

Selon le recensement officiel de 1989, les Kurdes soviétiques sont 153 000, a ajouté M. Nadirov en évaluant pour sa part la communauté kurde en URSS à plus de 500 000.

Une commission d'études, composée de députés et de représentants kurdes, doit être mise sur pied en septembre par le Soviet suprême soviétique pour examiner les possibilités d'améliorer la condition de la communauté kurde, notamment en lui assurant une radio et un organe de presse (signalons que les Kurdes d'Arménie disposent de tels moyens de communication), a-t-il précisé.

M. Nadirov a rappelé que les Kurdes avaient été dispersés par Staline dans les années 30 et 40, en Asie centrale notamment. Les Kurdes sont particulièrement inquiets pour leur avenir en raison des foyers de conflits interethniques qui ont éclaté récemment, par exemple en Kirghizie, entre Kirghizes et Ouzbeks.

NOUVELLE REVUE FRANÇAISE

juillet/août 1990

SHERKO BÊKES

Je me désaltère

(extraits)

Eau, eau

*Eau assoiffée je suis
D'un delta salt,
Ma source jaillit
Et imprègne les traces de la chute étouffée.*

*Eau assoiffée je suis
Rivière de l'espoir de l'épuisé
Vers la mer,
D'amont en aval,
Pour laver
Mon visage et mes yeux d'exil
Sur la route la plus longue
De ma soif, ils s'abreuvent
Alors que moi,
je demeure assoiffé.*

*Eau assoiffée je suis
La terre de mes blessures
S'y désaltère
La peau tirée et sèche
Du corps des quatre saisons
S'y désaltère.*

*Offre-nous l'amour amer
Donne-nous le miel des feuilles de la rosée
Et du saule pleureur.*

*Eau assoiffée je suis
Que la plume du printemps
A conçue
Le déluge sur une ville étouffée
M'a baptisé
Et les exilés sur terre
Me racontent aux uns et aux autres.*

*Eau assoiffée je suis
Je suis un espoir devant lequel
On a dressé ma peur
Mes veillées sont devenues
Mes guides
Partout les martyrs me boivent
Partout, comme ici,
Un feu guérit ma blessure
Le sacrifié
Cherche après le couteau
Les graines
Cherchent après la serpe
De toutes parts,
La mort
Cherche après la mort défunte.*

*Eau assoiffée je suis
Jaillissement du sang
De l'histoire en trüe
- À mon existence,*

*À ma soif,
Ils s'abreuvent tous
Je suis des larmes
Que boivent mes yeux
Je suis des pleurs
Que boivent mes rives
Je suis un doute
Que bois ma certitude
Je suis locataire
Dans une agence immobilière
Depuis mes ancêtres les plus lointains
Et dans ma ville même
Je ne suis ni célèbre ni connu
Au sein de ma tribu
Moi, ma soif m'absorbe
Moi, ma soif, avec le feu, se désaltère
C'est pourquoi
Je suis venu
Cheminée de froid, je suis
Venu pour la braise poétique*

*Moi, je suis
Venu pour le champ de la pensée
Hameau et feuilles, je suis
Venu pour le pot et la racine
Lettre, je suis
Et par le chemin de la peine, je suis venu
Lettre, je suis
De la poche du facteur, je suis prisonnier
Je ne suis pas parvenu à ma belle,
Je ne suis pas parvenu
En cet instant, solitaire,
Lit-elle seulement mon enveloppe
En cet instant, sur l'horizon
Fixés sont mes yeux
Viens, ô feu, viens!*

*Et moi-même, je suis assoiffé
Je suis un chêne
Qui a mis des milliers de tronçonneuses
En sanglots
Je suis debout, je suis sur la route
Je dois mourir, ô tronçonneuses!*

*Eau assoiffée je suis
Je suis un ruisseau
Et sur mes rives, poussent les souffrances,
Les souffrances arrosent et la fleur naît
Le hameau porte sur sa tête la couronne de feu
Et le sang est un rossignol qui chante pour eux.*

SHERKO BÊKES

Traduit du kurde par KAMAL MAAROF.